



RAPPORT D'ACTIVITE

Prévention spécialisée

2022



APS34 – MiniParc – bât 4 – 912 rue de la Croix Verte 34090 Montpellier

Tel : 04 67 75 22 29

Mail : secretariat@aps34.fr

Site internet : <https://aps34.fr>

Sommaire

Introduction.....	4
I – LA VIE ASSOCIATIVE.....	9
1. Les instances associatives.....	9
2. Organigramme au 31/12/2022.....	11
3. Mouvements du personnel.....	12
4. Formations.....	13
5. Activités diverses.....	14
II – ACTIVITE 2022 PREVENTION SPECIALISEE.....	19
2.1 – Activités pour l’ensemble des éducateurs en prévention spécialisée.....	19
2.1.1 – Pratiques professionnelles.....	19
2.1.2 – Nombre de contacts établis dans la rue pour les 8 services.....	20
2.1.3 – Les actions collectives éducatives.....	21
2.1.4 – Accompagnements éducatifs individuels.....	25
2.1.5 – Thématiques principales abordés lors d’accompagnement.....	27
2.2 - Les données illustrant l’activité des 8 services de prévention spécialisée :.....	28
A. Service Béziers	28
B. Service Sète	34
C. Service Frontignan / Villeneuve-Lès-Maguelone	39
D. Service Montpellier Ouest	43
E. Service Montpellier Nord	49
F. Service Montpellier Centre	57
G. Service Montpellier Sud	62
H. Service Communauté de Communes du Pays Lunellois (CCPL)	67
III. Productions écrites thématiques.....	72
1. « Les femmes sont moins visibles dans l’espace public ».....	72
2. « L’évolution des rapports entre les filles et les garçons dans les quartiers prioritaires ».....	80
3. « Les jeunes sont de plus en plus violents ».....	86
4. « Les jeunes ne veulent plus travailler ».....	90
Conclusion et perspectives 2023 :.....	100

Introduction

Le rapport annuel d'activité des services de Prévention Spécialisée dans le département est l'occasion de faire le bilan de l'année écoulée et de tracer les perspectives pour l'avenir.

Tout d'abord **quelques chiffres** concernant l'activité de l'établissement Prévention Spécialisée en 2022 :

➤ **63 045 contacts en rue**

L'apport des renforts des Bataillons de la Prévention nous a permis de réaliser une hausse visible des contacts en rue par une multiplication du nombre de présences sociales dans nos territoires d'interventions. Les présences sociales représentent notre modalité d'action première auprès de nos publics cibles.

➤ **670 suivis de jeunes dont 341 nouveaux**

Nous observons cette année une baisse du nombre d'accompagnements individuels au profit d'une hausse des actions collectives et des présences en rue. Cette baisse s'explique par l'arrivée importante de nouveaux personnels et de fait un travail de conquête des territoires et de création de liens de confiance avec les jeunes et les partenaires.

Les problématiques majeures relevées lors des accompagnements sont essentiellement :

- Accès aux droits (prise d'informations)
- Insertion professionnelle
- Santé – conduite à risques
- Famille – parentalité
- Scolarité

Les jeunes présentent de multiples difficultés qui les restreignent dans leurs évolutions personnelles et professionnelles.

➤ **1522 jeunes présents lors d'activités socio-éducatives à la journée**

Nous comptabilisons +264 jeunes présents lors d'actions collectives en 2022 par rapport à 2021. L'ensemble des services de l'APS34 a réalisé près de 4126,25 heures d'activités collectives socioéducatives et partenariales.

➤ **58 jeunes ont participé à des séjours éducatifs**

4 services ont réalisé des séjours de 3 à 5 jours avec des jeunes de 11 à 21 ans.

➤ **85 jeunes ont participé à des chantiers éducatifs**

7 services ont réalisé des chantiers éducatifs avec un total de 85 jeunes participants. C'est 27 participants de plus qu'en 2021.

Ensuite concernant les événements 2022, à l'interne et de manière transversale, différents domaines et/ou sujets ont été fortement investis :

➤ **Le projet associatif renouvelé par des administrateurs et des cadres**

Un projet associatif est le résultat d'une réflexion collective sur ce que souhaite réaliser les membres de l'association.

Sur la base des forces et faiblesses de notre association des administrateurs et cadres ont fixé des objectifs et des perspectives d'actions pour les années à venir.

Notre projet associatif s'inscrit principalement dans les valeurs républicaines, sociales, de solidarité et de laïcité.

Nous réaffirmons au travers de ces valeurs notre indépendance, notre refus de limiter notre mission à celle d'un prestataire de service et d'apporter notre énergie et la vôtre au service de la Protection de l'enfance et des jeunes en situation de détresse.

Nous portons une ambition de participer à la sauvegarde de la cohésion sociale, la lutte contre l'exclusion le renforcement des dispositifs de la protection de l'enfance. Ce projet associatif préconise :

- De consolider notre action en Prévention Spécialisée et de renforcer notre action en direction des jeunes, avec les actions prioritaires suivantes :
- La lutte contre le décrochage scolaire,
- L'insertion et l'emploi avec les Chantiers,
- L'hébergement d'urgence.

➤ **La mise en conformité du fonctionnement de l'association en regard des statuts modifiés lors de la précédente AGE**

Nos statuts datant de la création de l'association devaient évoluer pour nous permettre d'être plus pertinents et adaptés à nos objectifs et nos modes de fonctionnement.

La gouvernance a été recentrée avec un bureau de 6 personnes plus facilement mobilisables. Les collectivités membres du CA ont ajusté leurs participations.

➤ **La tenue d'un séminaire administrateurs et cadres**

Les membres du bureau et de l'équipe de direction se sont rencontrés dans le cadre d'un séminaire pour redéfinir les missions de chacun. Il est demandé aux administrateurs une implication et une proximité plus forte auprès des élus et autres décideurs.

➤ **La relance de rencontres administrateurs et services**

L'engagement demandé aux administrateurs passe aussi par une meilleure connaissance du terrain, des équipes, des actions menées et des caractéristiques du public. Aussi les réunions informelles transversales entre administrateurs et services sont relancées.

➤ **Le renouvellement de l'habilitation ASE pour 15 ans**

Le département de l'Hérault a renouvelé notre habilitation Protection de l'Enfance pour 15 ans. C'est une reconnaissance pour l'association et l'ensemble des professionnels. Mais cet agrément ne nous exonère pas de maintenir notre expertise au meilleur niveau, et de rester vigilants dans nos rencontres annuelles avec nos financeurs dans le cadre des financements annuels.

➤ **La mise en place de la Commission de Réflexion Ethique**

Après la période Covid, la commission a repris force et vigueur sous l'animation d'Aurore Lochouarn, cheffe de service. C'est aux professionnels de s'emparer et de faire vivre cet outil.

➤ **Participation CDDF Ville de Montpellier**

Le principe de création d'un Conseil pour les droits et devoirs des familles a été avalisé par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 29 mars 2022. Un groupe de travail fédérant divers partenaires et acteurs s'est, dans la foulée, mis en place dans le but de définir les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette future instance. Les travaux ont conduit à l'élaboration d'une « Charte de fonctionnement » et d'une « Charte de déontologie et de partage de l'information ».

➤ **La mise à disposition de deux salariés auprès de Club Motiv Action, APSH34**

Deux éducateurs confirmés ont été mis à la disposition de l'association APSH34 dans le cadre du dispositif Club Motiv' Action. Le bilan transmis par les salariés aux membres du bureau démontre que c'est une expérience valorisante et riche d'enseignement.

➤ **Un séminaire d'intégration des nouveaux salariés**

Devant le fort renouvellement des effectifs dans un contexte de mutation du marché du travail et aussi de la précarisation des postes proposés en CDD compte tenu de la généralisation des budgets ponctuels (Plan de relance, Plan de lutte contre la pauvreté), il convient d'être vigilant dans l'accueil des nouveaux professionnels. Sur 2022, nous enregistrons 14 nouveaux arrivants.

Nous prévoyons de pérenniser les séminaires d'intégration avec la collaboration de nos partenaires pour accueillir les nouveaux professionnels ;

➤ **Le versement de la Prime Laforcade / Segur**

Ce complément de ressources très attendu par l'ensemble des éducateurs a été décidé par le Département et versé en 2022. Il revalorise partiellement la mission des travailleurs sociaux. Nous regrettons cependant que ce complément ne bénéficie pas à l'ensemble du personnel de notre association.

➤ **Le déploiement d'une comptabilité analytique**

Clément Ruiz confirmé dans ses fonctions de responsable administratif et comptable a mené un vaste chantier de construction d'une comptabilité analytique indispensable à la compréhension et maîtrise du fonctionnement de notre association de plus en plus dépendante de sources diverses de financements. Nous y gagnerons en clarté, rigueur et efficacité.

➤ **L'adoption du logiciel de base de données TRAJECT**

La préparation à l'utilisation du logiciel TRAJECT a été finalisée pour un départ au 1er janvier 2023. Nous sommes dotés d'un outil partagé par une très grande majorité des services de prévention spécialisée sur tout le territoire national sous la maîtrise du CNLAPS.

Nous attendons beaucoup de l'utilisation de cet outil dans la restitution de nos actions.

➤ **En matière de gestion et prévention des risques psychosociaux**

La mise à jour annuelle du DUERP a été une nouvelle fois réalisée par la direction, toutefois nous déplorons le manque d'investissement des élus représentants du personnel dans ce travail.

Aussi, une enquête consécutive à des accusations de comportements sexistes, harcèlement entre collègues dans un service, a été conduite par la Directrice et l'élu CSE. Nous avons pris des décisions (rappel des valeurs associatives, formation et mobilités interne) qui ont été présentées à l'ensemble des salariés. Une formation sur les violences et le sexisme au travail s'imposera aux salariés.

➤ **Instances représentatives du personnel**

Le renouvellement des élections CSE sont prévues en mai 2023, donc dès le premier trimestre nous allons lancer la procédure, nous attendons un nouveau CSE qui contribuera au développement de notre association.

➤ **La vie du CNLAPS (Comité national de liaison des acteurs de prévention spécialisée)**

Notre association a pris sa part dans la vie de notre comité national au sein du CA, du regroupement régional ARC Méditerranéen, des commissions de travail et des formations.

Les prochaines journées nationales de la Prévention Spécialisée se tiendront les 9 et 10 novembre 2023 à Grenoble.

Nous avons toutefois comme beaucoup d'autres structures des soucis et préoccupations en matière de GRH :

- Le recrutement de personnel qualifié, compétent et investi est un véritable souci, d'autant plus avec l'accroissement des appels à projet, et donc de la précarité des contrats CDD.
- la question de l'absentéisme (constat de nombreux et répétés arrêts maladie) constitue également une préoccupation importante.
- et enfin la judiciarisation.

Il n'en demeure pas moins, je dois souligner, l'intensité de l'engagement de différents acteurs de l'association, que ce soit par :

- L'implication active des administrateurs, et plus particulièrement, des membres du Bureau.
- L'engagement et le professionnalisme de nos salariés intervenant sur des territoires cumulant situations de pauvreté, de chômage et de précarité, et confrontés à des situations humaines toujours plus complexes et difficiles.
- L'investissement et l'adaptabilité du personnel administratif et d'encadrement.

Je tiens également à remercier nos différents financeurs pour l'attention et le soutien qu'ils nous témoignent et apportent à notre association. Cette relation de confiance est précieuse et nous les en remercions vivement, elle nous permet de travailler sereinement.

Enfin sur les différents territoires d'intervention, je me dois de saluer le maintien et tout à la fois le renouvellement constant du travail en partenariat dans un souci de complémentarité, d'efficacité et d'humanité, au bénéfice des jeunes et de leur famille.

Ce document reflète l'activité des services. Vous y trouverez ce qui a trait à la vie de l'association, les statistiques relatives à l'activité et une grande variété d'écrits éducatifs donnant à voir la réalité sociale des professionnels et du public.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport d'activité 2022

Didier Besson
Président APS34

I – LA VIE ASSOCIATIVE

1. LES INSTANCES ASSOCIATIVES

Conseil d'administration de l'APS 34

Collège : membres adhérents fondateurs et membres adhérents actifs

<i>NOM</i>	<i>PRENOM</i>	<i>FONCTION</i>
BESSON	Didier	Président
CHALLIES	Anne	Trésorière
CHAUVET	Elisabeth	Membre du CA
FORBIN	Pascal	Secrétaire
FOURBOUL	Emmanuelle	Membre du bureau
HUBAULT	Vincent	Membre du bureau
JULIEN-LAFERRIERE	François	Membre du bureau
LEENHARDT	Alexandre	Membre du CA
QUATREFAGES	Henri	Membre du CA

Collège : membres de droit

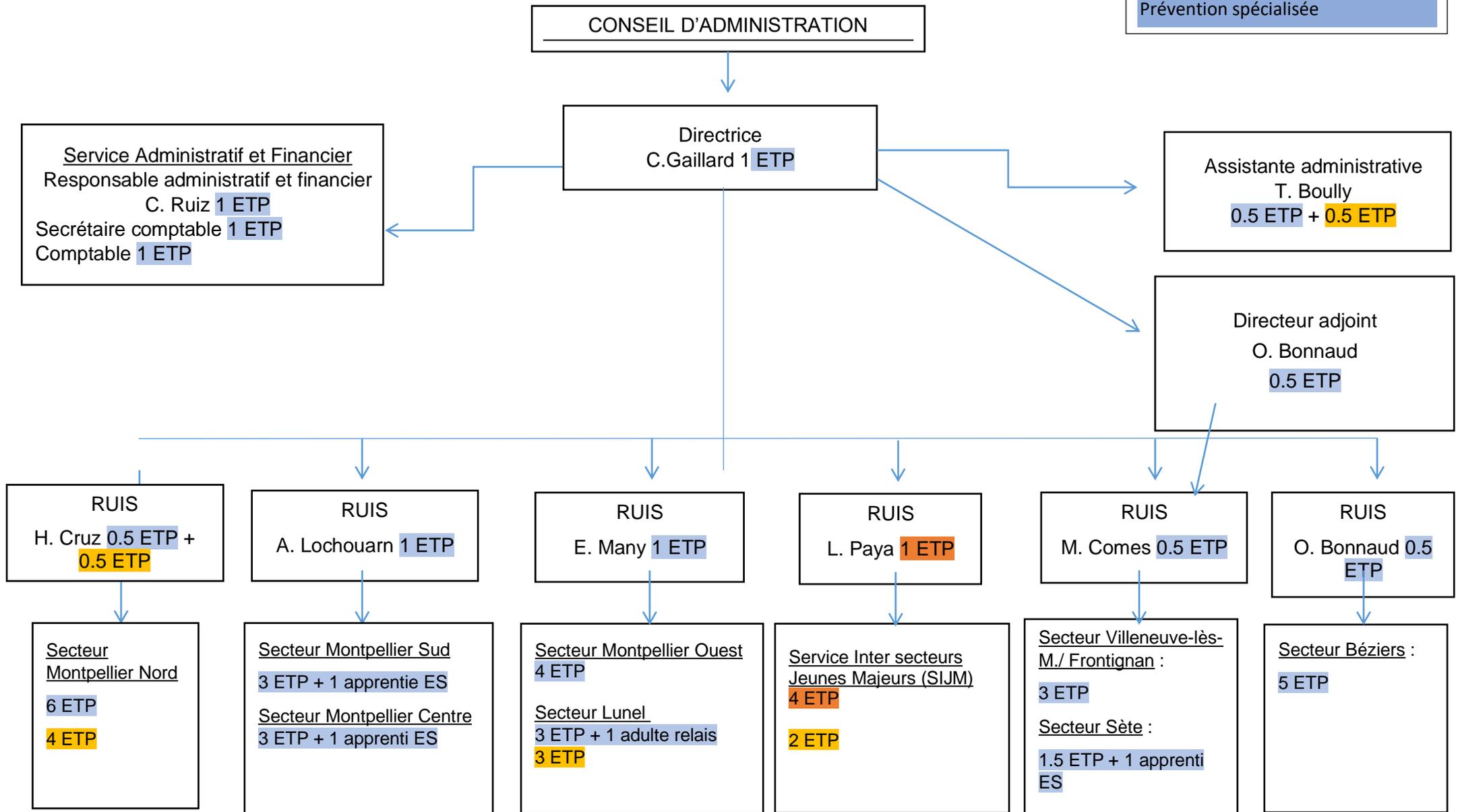
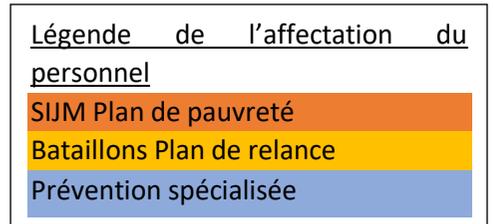
(Représentants du Conseil Départemental et des municipalités)

NOM Prénom	Fonction
BOUIDA Manar	Représentant du conseil départemental En qualité de suppléant
CALUEBA Véronique	Représentante du Conseil départemental Titulaire
COTE Sébastien	Adjoint au Maire de Montpellier Délégué à la protection de la population, la tranquillité publiques et les affaires militaires Titulaire Représentant Ville Montpellier

DE MONTGOLFIER Isabelle	Déléguee communautaire de Lunel, Maire de Saussine Représentante de la Communauté de communes du Pays de Lunel
DUBAYLE – CALBANO Martine	Maire de Saturargues délégué communautaire Représentante de la communauté de communes du pays de Lunel
EL AMRI Youcef	2 ^{ème} Adjoint au Maire de Frontignan délégué à la politique de la ville Représentant de la Ville de Frontignan La Peyrade
ESTEBAN Jean-Jacques	Maire de Vérargues Représentante de la Communauté de communes du Pays de Lunel Suppléant
LAOUKIRI Mustapha	16 ^{ème} Adjoint au Maire de Montpellier, délégué à l'emploi et à la création d'entreprise Représentant de la Ville de Montpellier Suppléant
MOUREAUX Georges	6 ^{ème} Adjoint au Maire de Frontignan délégué à la jeunesse et à l'égalité femmes et hommes Représentant de la Ville de Frontignan La Peyrade Suppléant ²
THOMAS Sylvie	Conseillère communautaire de Lunel 10 ^e adjointe de la ville de Lunel Représentante du Conseil départemental et de la Communauté de communes du Pays de Lunel Suppléante

Collège : personnes morales	
NOM Prénom	Fonction
BAUDOIN Frédéric	Association Acteurs

2. ORGANIGRAMME AU 31/12/2022



3. MOUVEMENTS DU PERSONNEL

DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

Qualification	Date d'entrée	Date de sortie	Type	Temps	Service	Motif sortie
Educateur Spécialisé	02/09/13	31/03/22	CDI	35h	Montpellier	Démission
Monitrice éducatrice	06/01/22	14/11/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Educateur Spécialisé	07/02/22	25/10/22	CDD	35h	Montpellier	Démission
Monitrice éducatrice	07/02/22		CDD	35h	Montpellier	
Educatrice Spécialisée	18/02/22	15/04/22	CDD	35h	Lunel	Fin de CDD
Moniteur éducateur	24/02/20	22/02/22	CDI	35h	Lunel	Prise d'acte de rupture
Monitrice adjointe	28/02/22	05/03/22	CDD	35h	Béziers	Fin de CDD
Chargée de mission	01/02/21	29/05/22	CDD	35h	Montpellier	Démission
Animateur socio-éducatif	14/03/22	24/11/22	CDD	35h	Frontignan	Fin de CDD
Monitrice éducatrice	12/04/22		CDI	35h	Lunel	
Apprenti éducatrice spécialisée	09/09/19	31/07/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Educateur Spécialisé	03/05/21	31/08/22	CDD	35h	Sète	Fin de CDD
Educatrice Spécialisée	06/06/22	12/09/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Apprenti éducateur spécialisé	05/09/22		CDD	35h	Montpellier	
Apprenti éducateur spécialisé	19/09/22		CDD	35h	Sète	
Educateur Spécialisé	27/09/22		CDD	35h	Montpellier	

Educatrice Spécialisée	14/11/22		CDD	35h	Montpellier	
Educatrice Spécialisée	06/12/21	14/11/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Monitrice éducatrice	05/12/22	31/12/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Educateur Spécialisé	07/12/22	31/12/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Educatrice Spécialisée	02/11/21	31/12/22	CDD	35h	Montpellier	Fin de CDD
Educateur Spécialisé	03/04/17	31/12/22	CDI	35h	Béziers	Prise acte de rupture

Au total :

- 14 recrutements en 2022 dont 13 CDD, un seul CDI.
- 17 sorties dont 3 CDI et 14 fin de CDD.

4. FORMATIONS

Type et nature	FORMATIONS	Nbre heures
Formations individuelles	- Maître d'apprentissage	28 H
	- Elaboration et gestion de la paye	7 H
	- Animatrice ProDAS	31.5 H
	- Participation des personnes accompagnées à leur propre parcours	14 H
	- Les aspects juridiques du mariage forcé	6 H
Formations collectives	- Logiciel comptabilité EIG (3 salariés)	21 H
	- Prostitution des mineur.es (14 salariés)	14 H
	- Logiciel Traject : configuration et mise en service (8 cadres)	7 H
	- Traject : formation des équipes (40 salariés)	7 H
	- Sexualité et adolescence (11 salariés)	7 H
	- Premiers secours en santé mentale – modules jeunes (3 salariés)	14 H

FORMATIONS LONGUES			
3 salariés	- CAFERUIS	Du 05/21 à 01/23	540 H
	- Médiateur familial	De 09/21 à 04/23	595 H
	- Intervention et thérapie familiale systémique	De 09/19 à 06/23	560 H

Formation TRAJECT pour une mise en œuvre en 2023

Après de longs mois de réflexion, et comme annoncé dans notre rapport d'activité 2021, nous nous apprêtons à changer de base de données et adopter TRAJECT, un logiciel créé par le CNLAPS, réseau national de liaison des acteurs de la Prévention Spécialisée.

Ce logiciel d'activités se veut adapter à la pratique des équipes de Prévention Spécialisée et leur permettra, à terme, d'évaluer sur une temporalité donnée l'évolution de la situation d'un jeune ou la transformation d'un territoire.

Les comptes rendus d'activité annuels et partiels 2023 seront donc plus proches des attendus en matière de vision du parcours du jeune et d'analyse territoriale.

Formation « La prostitution des jeunes, notamment des mineur.es »

Durant 2 jours, 15 salariés de l'APS34 ont participé à la formation dispensée par l'Amicale du Nid : sensibilisation autour de l'approche du phénomène prostitutionnel et particulièrement des mineur.es.

Les salariés ont pu appréhender et identifier les mécanismes du système prostitutionnel et travailler sur les représentations autour de cette problématique.

A la suite de cette formation, les équipes d'APS34 et du Fil de l'Amicale du Nid travaillent à un renforcement des liens.

5. ACTIVITES DIVERSES

• Mise en place de la Commission éthique

Dans notre projet d'établissement 2018/2023, nous avons inscrit la mise en place d'une commission éthique. Après des débuts difficiles liés à la crise sanitaire, cette commission a aujourd'hui pris réalité.

Sa composition est collégiale et plurielle, elle est composée d'administrateurs, de la directrice, de RUIS, d'éducateurs, et se réunit une fois par trimestre. L'animatrice est Aurore Lochouarn, Responsable d'Unités d'Intervention Sociale.

Le fonctionnement et la méthode de la commission éthique se construisent progressivement. Le déploiement de cette démarche de questionnement éthique au sein de notre association est un enjeu important au regard des situations d'interventions professionnelles et de la vulnérabilité de nos publics.

Tout professionnel fait face à des situations singulières dans lesquelles entrent des conflits de valeurs, aussi il doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion collective mise en place par l'association pour étayer son positionnement (Référence aux Recommandations Anaesm, Le questionnement éthique dans les ESMS).

L'éthique est toujours dans le doute et elle nécessite de questionner à plusieurs ; l'angle de vue de chacun est essentiel, car il permet de :

- Comprendre la complexité
- Dessiner des chemins dans un environnement complexe
- Prendre en compte le bien de la personne et le respect de l'humain
- Accorder nos comportements individuels et collectifs avec nos valeurs

La commission éthique est un espace de questionnement et de réflexion collective des pratiques professionnelles.

Afin de faire le lien en interne, et garantir la diffusion de l'information, une restitution systématique est transmise à l'ensemble des salariés.

- **Séminaire des « nouveaux arrivants »**

Dans le cadre des renforts liés au dispositif *Bataillon de la Prévention*, l'association a recruté 7 nouvelles personnes à l'automne 2021. C'est dans un souci d'intégration de ces derniers que l'APS34 a organisé un séminaire *nouveaux arrivants*. Depuis mars 2020, nous comptons donc un total de 21 nouveaux arrivants au sein de l'association, salariés, et stagiaires.

Sur l'ensemble de ce séminaire, 7 interventions mêlant des administrateurs, des cadres, des éducateurs ont eu lieu, le tout dans l'objectif de faciliter l'intégration et de donner un apport formatif sur la compréhension du fonctionnement associatif, des politiques publiques, des pratiques professionnelles en Prévention Spécialisée.

En plus de l'écoute des interventions, les salariés ont pu participer à des ateliers thématiques. Ces ateliers, animés par les responsables de service, ont été le lieu d'échanges, de questions et de partage entre les différents salariés. Trois thématiques ont été développées : les présences sociales, les accompagnements individuels, les actions collectives.

- **Réunion Institutionnelle thématique « actions à destination des collégiens »**

Le 14/04/2022 s'est déroulée notre réunion institutionnelle. Les objectifs de cette réunion sont multiples : échange, mutualisation, partage, connaissance entre salarié.e.s et services.

La thématique et l'organisation de cette réunion 2022 a porté sur un travail en groupe sur la thématique de la prévention du décrochage scolaire.

Ainsi, durant cette journée de travail, les professionnels ont pu échanger sur :

1. Les différentes actions et modalités d'aller-vers les collégiens
2. Les objectifs de ces actions et leurs évaluations,
3. Les perspectives

- **Développement des chantiers éducatifs**

Le chantier éducatif est un outil fondamental de la prévention spécialisée. Concrètement, il s'agit d'une mise au travail pour le jeune tout en étant accompagné par un éducateur spécialisé, dans un objectif socioéducatif de remobilisation dans un parcours d'insertion sociale. Plus précisément, le chantier permet d'apporter des réponses concrètes pour les jeunes et pour les territoires en présentant de multiples utilités :

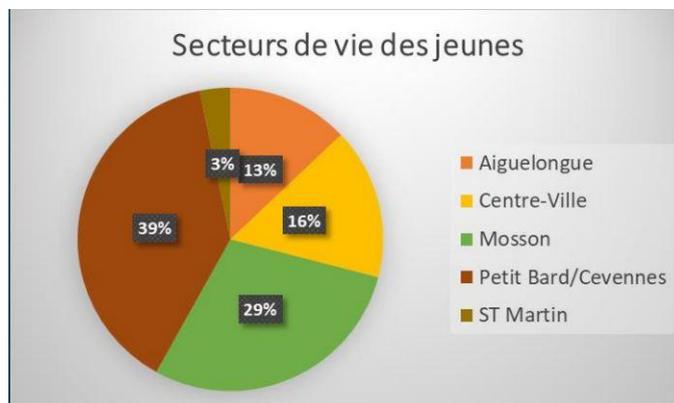
- Un marqueur de traçabilité et de visibilité de l'action, tant pour le territoire, que pour le jeune (mais également pour l'association de prévention spécialisée) ;
- La valorisation des compétences du jeune (et potentiellement son implication dans les évolutions de son quartier) ;
- Une première expérience de travail et la découverte de nouveaux milieux de travail (BTP, accueil buvette lors d'événements de quartier, enquête auprès d'habitants, espaces verts, ...) ;
- Un (premier) emploi générant une ressource financière.

L'organisation du montage de ces chantiers est complexe car elle nécessite de nombreuses personnes et besoins en amont comme en témoigne l'illustration suivante :



En 2022, les services montpellierains de l'APS34 ont mené 9 chantiers éducatifs, et ont inscrit 31 personnes de 16 à 25 ans sur ces chantiers. Certains jeunes ont participé à 2 chantiers, nous avons ainsi pu faire établir 37 contrats de travail. Il s'agit d'une hausse puisqu'en 2021, ces mêmes services ont pu mener 8 chantiers avec 26 jeunes. Nous

portons une véritable volonté quant à la diversification des supports de chantiers afin de mettre en avant le plus de domaines professionnels possibles.



Sur les 31 jeunes en 2022 :

- 15 personnes étaient connues depuis plus d'un an,
- 10 entre 6 mois et un an,
- 6 depuis moins de 6 mois.

Pour 19 d'entre eux, des rendez-vous ont été pris chez un ou plusieurs partenaires à l'issue du chantier (majoritairement dans le domaine de l'insertion professionnelle, de la santé et dans les recherches d'hébergement).

Les autres se sont vu proposer des orientations et ont pu affiner leurs projets d'accompagnement socioéducatif avec l'APS 34, notamment dans la poursuite de la levée de freins récurrents (problèmes avec la justice, d'addictions, peur de l'échec, environnement bloquant, manque de mobilité, difficulté à tenir un rythme de travail, ...).

Par ailleurs, en 2022, 5 jeunes femmes ont participé à des chantiers. Nous avons pu réaliser des orientations au planning familial et répondre à des problèmes de grande ampleur dont elles n'osaient parler lors des présences éducatives au sein de leur quartier. Nous observons que l'espace de confiance créé entre les jeunes et les éducateurs lors de ces chantiers favorisent la libération de la parole et induisent des accompagnements davantage positifs et participatifs.

Les chantiers éducatifs sont un levier de remobilisation dont on perçoit les réussites à moyen-long terme. Nous restons en contact avec les jeunes et continuons les accompagnements auprès de nos partenaires.

Un comité de pilotage s'est réuni afin de présenter l'action menée en 2022. L'APS34 a réaffirmé lors de cette réunion sa volonté de poursuivre, amplifier et diversifier son offre de chantiers pour l'année 2023.

- **Reprise des analyse des pratiques professionnelles**

Après 6 ans de travail conjoint avec l'IFOCAS, la décision a été prise de renouveler des APP avec un nouvel organisme et sous un nouveau format. Ce changement s'est effectué dès l'automne. Nous travaillons dorénavant avec l'IFSMB.

- **Détachement de 2 salariés en mise à disposition chez l'APSH34**

Jusqu'au 31 décembre, deux salariés ont été mis à disposition de l'APSH34 « Club Motiv'Action ». Le bilan est très positif pour les 3 parties (salariés, l'APSH34 et l'APS34) et permet à nos personnels d'acquérir de nouvelles compétences en matière d'accompagnement insertion et connaissance du handicap.

- **Changement de l'organigramme : un directeur adjoint**

Après avoir expérimenté un poste de chargé de mission qui a démontré toute son utilité mais également ses limites du fait du statut CDD, nous avons souhaité expérimenter un poste à temps partiel de directeur adjoint. Avec la validation du Conseil d'Administration APS34, et l'accord des services du Département, nous avons opté pour l'expérimentation d'un poste de directeur adjoint via une lettre de mission en interne. En septembre 2022, Olivier Bonnaud, Responsable de Service du secteur de Béziers et Sète/Frontignan est passé à mi-temps sur une fonction de directeur adjoint. Ce besoin de Directeur Adjoint évoqué depuis plus de dix ans au sein de l'association a donc pris forme sur le dernier trimestre 2022.

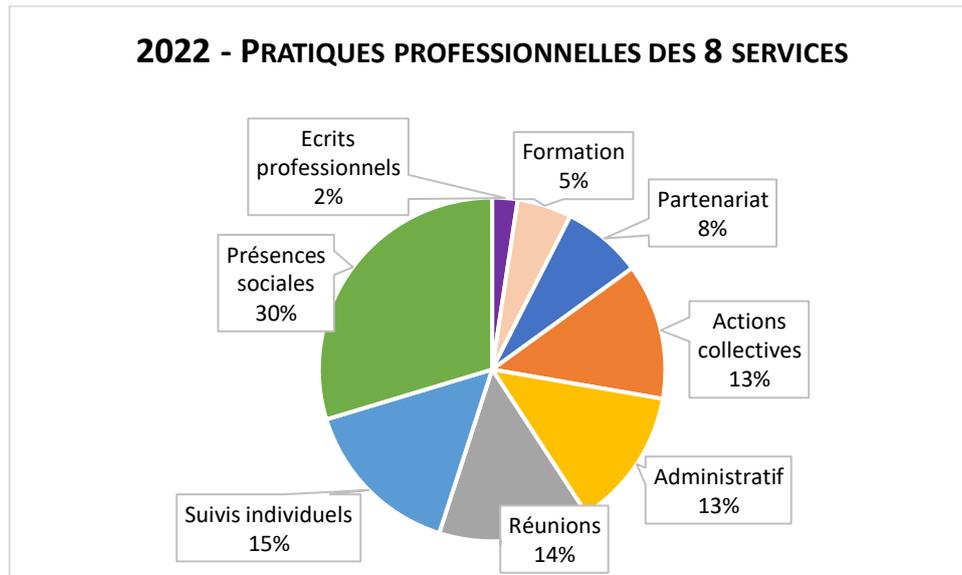
- **Aménagement du temps de travail**

Pour donner suite au refus de signature de l'accord d'entreprise le 19/11/2021 par le délégué syndical CGT, le Conseil d'Administration a décidé d'engager unilatéralement différentes mesures relatives à l'aménagement du temps de travail (*Pv de désaccord et d'engagement unilatéral*). L'ensemble des mesures sont entrées en vigueur le 01/04/2022. Aujourd'hui la planification du travail au sein des services de prévention spécialisée se réalise mensuellement conformément à la CCN66.

II – ACTIVITE 2022 PREVENTION SPECIALISEE

2.1 – ACTIVITES POUR L'ENSEMBLE DES EDUCATEURS EN PREVENTION SPECIALISEE

2.1.1 – Pratiques professionnelles



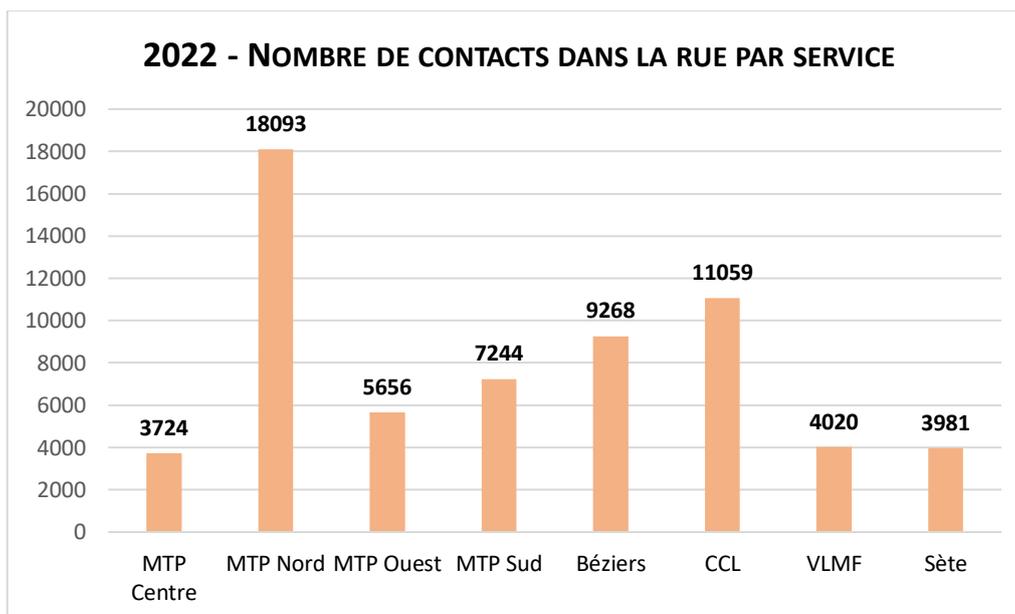
En raison de nombreux arrêts maladie, l'activité globale du service est en diminution de - 3640h.

Que ce soit par le remplacement des salariés absents ou par l'embauche des éducateurs dans le cadre du Plan de Relance (Bataillons de la Prévention), ces nouveaux recrutements ont conduit au réinvestissement des territoires par une présence sociale accrue (+7%) et l'utilisation de l'outil activités collectives (+2%) afin de favoriser l'accroche des publics.

A contrario, on constate une diminution du temps consacré aux accompagnements individualisés (-6%). Globalement, le taux d'activité en direction du public et en lien avec les partenaires est à 66%, en augmentation de 5 points.

2.1.2 – Nombre de contacts établis dans la rue pour les 8 services

Année	2021	2022
Nombre total de contacts	51921	63045



Les plus fortes augmentations de contacts sont en lien direct avec le déploiement des renforts du Plan de Relance (Montpellier Nord et CCPL).

Services	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Montpellier Centre	232	171	170	79	253	209	550	430	493	59	813	225	40	3724
Montpellier Nord	471	365	3002	2359	1892	846	2755	881	1764	442	1537	843	936	18093
Montpellier Ouest	145	144	846	462	978	301	968	317	663	76	343	238	175	5656
Montpellier Sud	340	180	1645	1067	1302	319	1371	229	407	15	249	40	80	7244
Béziers	426	93	2296	935	1983	476	1798	191	596	3	179	75	217	9268
CCPL	586	374	2475	1648	1628	619	971	496	562	260	693	367	380	11059
VLMF	258	133	1099	501	673	359	290	145	111	25	180	68	178	4020
Sète	160	99	786	299	646	60	555	83	155	16	668	388	66	3981
TOTAL	2618	1559	12319	7350	9355	3189	9258	2772	4751	896	4662	2244	2072	63045

Globalement nous constatons une hausse notable des contacts en rue en 2022 (+11124) par les renforts Bataillons de la prévention. Leurs présences a permis de multiplier les présences sociales et les actions.

Nous observons un rajeunissement du public 12-17 ans qui constitue en prévention une cible prioritaire. En effet, leurs contacts sont de 50.2% en 2021 pour 51.1% en 2022. Il s'agit du public le plus rencontré. Plus précisément, en 2022, les contacts en rue vers la tranche des 12-15 ans est de 31.2%, et, chez les 16-17 ans de 19.9%. Il y a une légère hausse quasi identique de 1% de moyenne dans chaque catégorie en comparaison aux chiffres relevés en 2021.

Aussi, le nombre de contacts en rue avec des jeunes de moins de 12 ans et des familles est de 10% contre 8% en 2021. Le travail de soutien à la parentalité et de lutte contre le décrochage scolaire porte ses fruits.

Dans un même temps, il y a une baisse des contacts des 18-24 ans de près de 4%.

Les contacts avec les + 25 ans sont en légères hausses mais nous restons sous les 11%.

En 2022, 68.15% des contacts sont en direction du public masculin, alors que 28,57% est à destination du public féminin. Nous observons, à part égale, 4% de mouvement vers ces publics, avec une augmentation de 4% de contact vers les femmes et -4% vers les hommes par rapport à 2021 où 3 contacts en rue sur 4 étaient de sexe masculin. Cela corrèle avec la vision des professionnels sur l'invisibilité des jeunes femmes dans l'espace public par rapport à la présence masculine. Pour plus d'explications, vous pouvez vous référer à notre écrit relatif à l'invisibilité des jeunes femmes dans l'espace public page° 72.

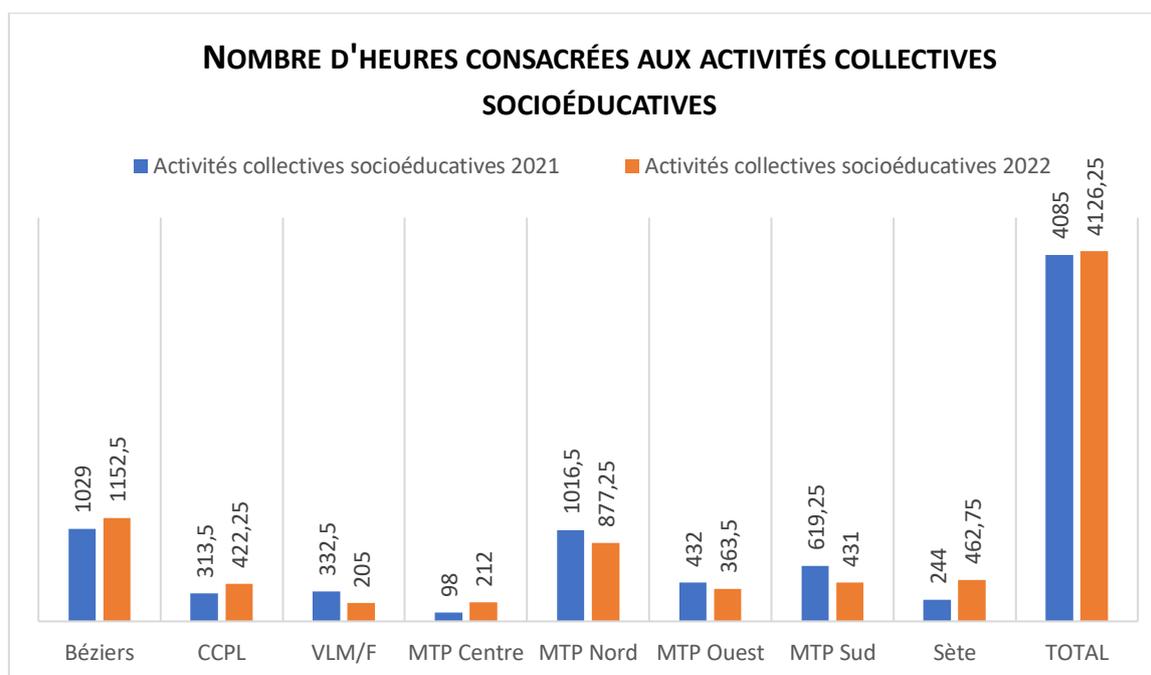
2.1.3 – Les actions collectives éducatives

2022 - Nombre d'heures consacrées totales :				
SERVICES	ACTIVITES COLLECTIVES SOCIO-EDUCATIVES ET PARTENARIALES	SEJOURS	CHANTIERS	TOTAL
BEZIERS	1152,5	208	172	1532,5
CCPL (DONT AET)	422,25		81	503,25
VLM/F	205	4.5		209.5
MTP CENTRE	212		151	363
MTP NORD	877,25	225,5	167	1269,75
MTP OUEST	363,5	100,5	187,5	651,5
MTP SUD	431	79	128,5	638,5
SETE	462,75		143	605,75
TOTAL	4126,25	617,5	1030	5773,75

Les heures consacrées aux activités socioéducatives restent sensiblement équivalentes (+41h). Cependant, on constate une forte augmentation des séjours (+376h) ainsi que des chantiers éducatifs (+410h).

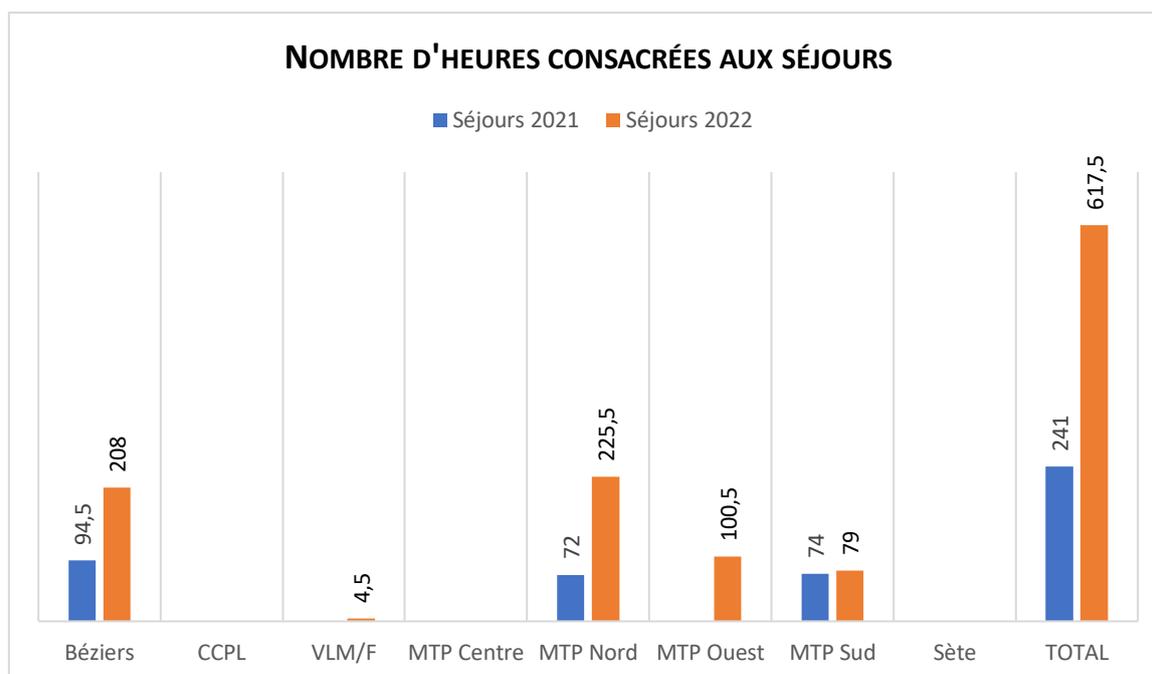
A – Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

2022 - Typologie des participants aux activités socio-éducatives pour l'ensemble des services														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers	287	70	53	48	81	22	13						46	620
CCPL			32	11	18	9	6						15	91
Fronti VLM	14		33	11	8	3		1					5	75
Mtp Centre	3	2	17	10	15	10	6	9	3	2	3	1		81
Mtp Nord	10	10	62	101	10	8	10	16			3	10	50	290
Mtp Ouest			13	12	18	5	15	5						68
Mtp Sud		8	63	70	16	14	11	8		1			15	206
Sète	2		27	10	31		9	1	1		2		8	91
TOTAL	316	90	300	273	197	71	70	40	4	3	8	11	139	1522



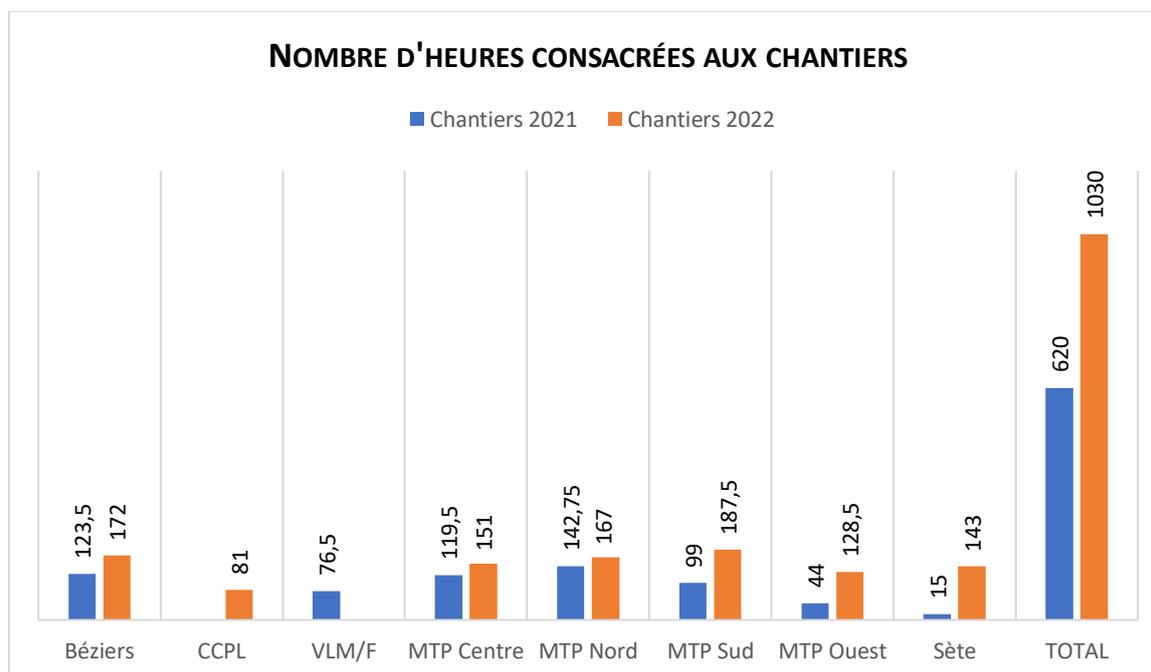
B – Les séjours

2022 - Typologie des participants aux séjours pour l'ensemble des services														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers			8	9	4		2							23
Mtp Nord			6		2									8
Mtp Ouest					10									10
Mtp Sud		2	7	5		1		2						17
TOTAL		2	21	14	16	1	2	2						58



C – Les chantiers éducatifs

2022 - Typologie des participants aux chantiers pour l'ensemble des services												
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /												
Tranche d'âge	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers			1		5							6
CCPL					13	6						19
Mtp Centre			4		2	2	3					11
Mtp Nord					4	2	1		1			8
Mtp Ouest			15	2	9							26
Mtp Sud						1						1
Sète	2			6		6						14
TOTAL	2		20	8	33	17	4		1			85

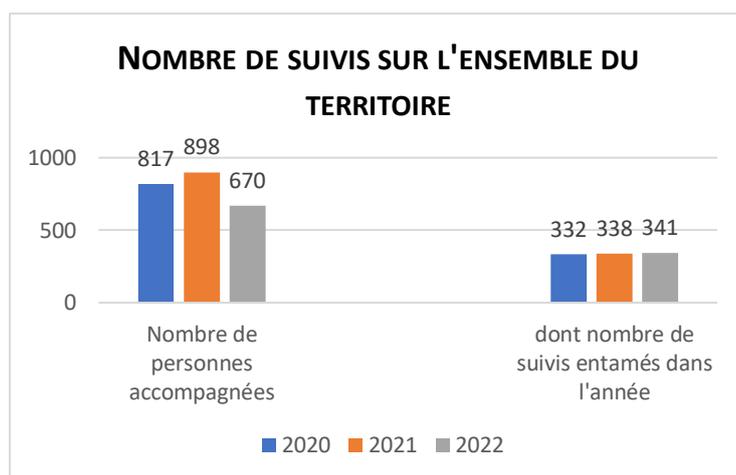
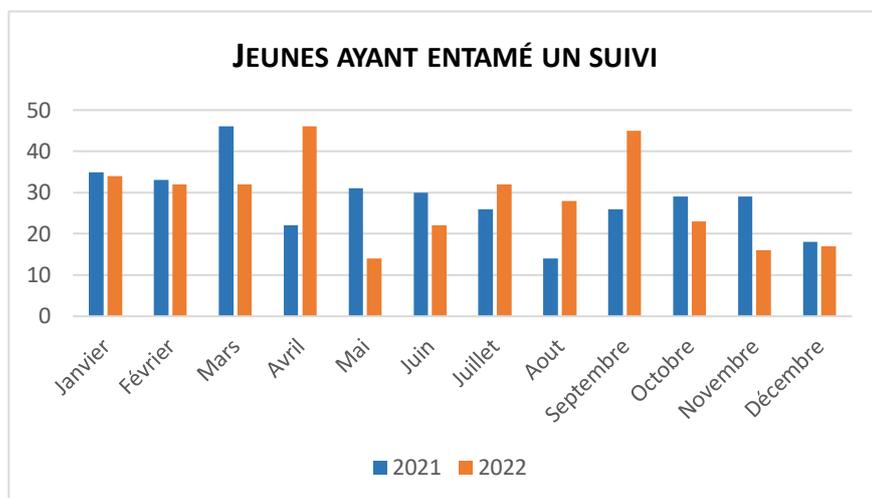


2.1.4 – Accompagnements éducatifs individuels

Nombre de suivis sur l'ensemble des 8 services = 670 (898 suivis en 2021)

Nombre de nouveaux accompagnements : 341 (339 en 2021)

Jeunes ayant entamé un suivi		
Mois	339/898 en 2021	341/670 en 2022
Janvier	35	34
Février	33	32
Mars	46	32
Avril	22	46
Mai	31	14
Juin	30	22
Juillet	26	32
Aout	14	28
Septembre	26	45
Octobre	29	23
Novembre	29	16
Décembre	18	17
Total	339	341



Après une hausse des contacts en rue, on constate une diminution des suivis individuels. Il est toujours difficile d'équilibrer les différents volets de la pratique de prévention spécialisée. Nous pouvons expliquer cette baisse par les mouvements et renouvellements de personnel ainsi que par l'absentéisme. Toutefois il est intéressant de noter que le renouvellement du public se maintient étant donné que la proportion de nouveaux suivis demeure stable.

2022 - Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel sur les 8 services	6092
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	2297
Accompagnement femmes	2595
Accompagnement membre famille	690
Non renseigné (transmission situations multiples)	408

2022 - Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires

H : Homme / F : Femme

Fam : Famille (= membre de la famille d'un(e) jeune accompagnée - Aide à la parentalité)

NR : non renseigné

Tranches d'âge	12-15 ans	12 - 15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Service													
Béziers	28	47	91	24,5	219,5	366,5	17,5	47,5	176,5	130	163	100,5	1411,5
CCPL/AET	55,75	103,25	24,25	49,5	81,5	392,25	86,25	37,75	251,5	325,25	236,25	119,75	1763,25
Frontignan - VLM	15,5	19,5	0	20,5	35	3	38	43,5	17,5	0	61	103	356,5
Montpellier centre	2	0	4,25	16,75	101	167,75	166,75	9	69,5	12	15,5	7,5	572
Montpellier nord	38,5	22	22	28,5	203,5	233	22,5	15,5	78	82,5	70	123,75	939,75
Montpellier ouest	4	13,5	3	15	47	24,5	27,75	18,5	47	48,5	91,75	31	371,5
Montpellier sud	62	61	23	55,5	65	44	36,5	10,5	18	67,5	51	8,5	502,5
Sète	5,5	2	17,5	2,5	49	12,5	17	3,5	29	18,5	1	17	175
TOTAL	211,25	268,75	185	212,75	801,5	1243,5	412,25	185,75	687	684,25	689,5	511	6092

Le tableau précédent représente la typologie des personnes ayant bénéficié d'accompagnements individuels et démontre que notre taux d'accompagnement en direction des publics prioritaires est stable à 59%, égal à l'année précédente.

14% de nos accompagnements se sont réalisés en direction d'un public mineur, 34% vers les jeunes majeurs (18-21 ans) et 11% vers les familles.

2.1.5 – Thématiques principales abordés lors d'accompagnement

2022 - Thématiques principales		
Accès aux droits (infos)	1483,5	24%
Insertion professionnelle	802	13%
Santé - Conduite à risques	571	9%
Famille - Parentalité	560,25	9%
Scolarité	542,5	9%
Hébergement / logement	471,25	8%
Justice	359	6%
Situation préoccupante - Mineur en danger	298,5	5%
Soutien Ecoute	254,25	4%
Violences (intrafamiliale ou autres)	113	2%
Aide financière	78,25	1%
Culture - Loisirs - action co	78	1%
Identité - Rapports de genres	72,5	1%
Assos de proximité - Réseau - DSL - Débat de société	47,5	1%
Non renseigné	360	6%
Total général	6092	100%

Cette année, l'accès aux droits prévaut fortement sur l'ensemble des thématiques. Cette thématique signifie à la fois l'accompagnement dans les démarches administratives (montage de dossier, tri administratif, repérage des lieux ressources) et l'accès à l'information sur les droits (inscriptions, conditions d'éligibilité, aides diverses, orientations vers des partenaires et dispositifs généraux).

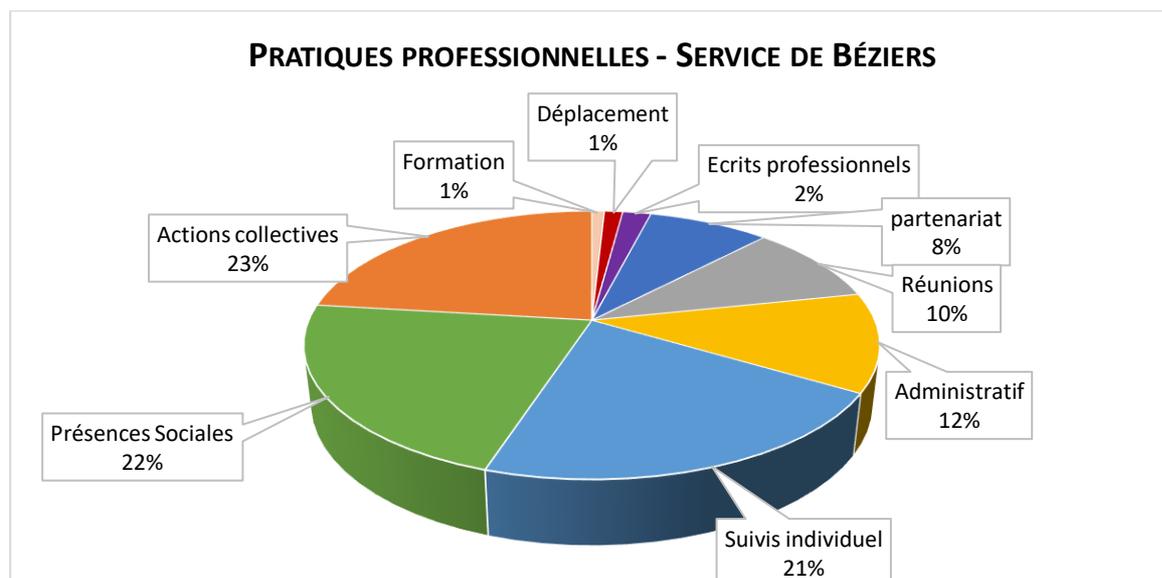
Les demandes d'informations des jeunes sont des portes d'entrée importantes de la relation éducative ; petit à petit, cela permet aux éducateurs de rentrer plus en relation et d'aborder différents domaines de la vie des personnes accompagnées, souvent plus sensibles et plus intimes. Notamment les questions de santé qui ont une place importante dans le travail d'accompagnement.

A souligner : la question du non-recours très prégnante auprès du public jeune des quartiers prioritaires.

2.2 - LES DONNEES ILLUSTRANT L'ACTIVITE DES 8 SERVICES DE PREVENTION SPECIALISEE :

A. Service Béziers

1. Pratiques professionnelles



Dans cette répartition des pratiques professionnelles du service de Béziers, on observe une légère évolution avec celles de l'exercice précédent, notamment en ce qui concerne nos missions principales : les présences sociales, les actions collectives et les suivis individuels.

Celle-ci pourraient s'expliquer par le retour à temps plein après formation d'un éducateur, mais aussi par la diminution des mesures liées à la crise sanitaire. Cette dernière a d'ailleurs eu un réel impact à plusieurs niveaux tout au long de cette année 2022.

Si les présences sociales au sein des territoires d'intervention ont repris de manière soutenue depuis la fin de la crise sanitaire, la présence numérique qui s'est fortement développée durant cette période se maintient et tend ainsi à devenir/être une pratique à part entière de la prévention spécialisée.

Le travail en partenariat, qui avait également été impacté par la crise sanitaire, a été l'un des axes prioritaires sur cette année. Essentiellement basé sur la rencontre et l'échange concernant des situations individuelles, l'évolution observée en 2022 devrait se poursuivre et tendre vers le développement et la concrétisation de projets collectifs pour 2023.

Par ailleurs, les constats réalisés en 2021 concernant l'accentuation des problématiques de décrochage scolaire, de précarité, d'insertion sociale et professionnelle, d'accès au droit commun et à la justice n'ont quant à eux pas bénéficié d'une évolution positive et perdurent.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Béziers	426	93	2296	935	1983	476	1798	191	596	3	179	75	217	9268

Le nombre de contacts en rue a considérablement augmenté avec une évolution de près de 30% par rapport à 2021. En lien avec le constat précédent, à savoir la reprise d'une activité "normale" post crise sanitaire, l'évolution du nombre total de contacts est l'un des impacts de l'augmentation des temps de présences sociales. Nous pouvons d'ailleurs constater que, malgré l'aspect positif et quasi-essentiel de la présence numérique, l'une des limites de cette pratique serait qu'elle ne permet pas les rencontres imprévues et spontanées.

En rapport avec l'objectif premier du PSET (Projet Social Educatif de Territoire), les jeunes avec lesquels nous sommes le plus en lien sont les mineurs et plus particulièrement les collégiens. La tendance reste inchangée concernant le genre majoritairement masculin. Le lien peut être fait avec les études du psychiatre d'adolescent Daniel Marcelli qui explique qu'en période d'adolescence les relations aux pairs sont fondamentales mais qu'elles se caractérisent différemment en fonction du genre. Ainsi, les garçons seront davantage tournés vers la bande de copains quand les filles préfèrent la relation avec une ou deux amies. Les filles, moins visibles sur l'espace public sont cependant plutôt actives sur l'espace numérique. Grâce à cet outil on constate un maintien de lien avec le public féminin rencontré les années précédentes, mais aussi des sollicitations nouvelles de jeunes inconnues du service.

L'organisation et la régularité des présences sociales qu'elles soient numériques ou non nous permet de rencontrer différentes typologies. En effet, en journée pour les collégiens et lycéens, en soirée pour les jeunes les plus éloignés des dispositifs de droit communs.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers	287	70	53	48	81	22	13	0	0	0	0	0	46	620

Les équipes de Béziers mènent principalement des actions éducatives collectives avec la tranche d'âge 12-17 ans en veillant à respecter au maximum une équité tant au niveau des genres que des micro-territoires.

Le constat concernant la fin des mesures sanitaires se fait également au niveau des actions collectives. En effet l'accès à certaines structures n'étant plus soumises au Pass sanitaire, nous avons pu reprogrammer des activités en intérieur.

Les objectifs principaux de ces temps collectifs sont, au-delà de sortir les jeunes de leur contexte, d'aborder divers sujets tels que la scolarité, les conduites à risques, la famille, la vie de quartier et ses enjeux... Si elles ont majoritairement bénéficié aux mineurs, les majeurs sont également très en demande. Pour ces derniers, nous favorisons l'accès au dispositif « Sac Ados » porté par notre partenaire Vacances Ouvertes. Identifiés comme référents du dispositif, nous proposons aux jeunes un accompagnement au montage de leur projet de départ en autonomie. Après validation de celui-ci, chaque membre du groupe reçoit par notre intermédiaire un "Pack mobilité" composé d'un chéquier ANCV d'une valeur de 130 euros, un grand sac de voyage, une trousse de secours, un kit de prévention et de la documentation sur les activités proposées dans la région. En 2022, nous avons permis à 93 jeunes de bénéficier de ce dispositif.

Par ailleurs, nous avons également participé à l'organisation de deux tournois de football sur le quartier de la Devèze en partenariat avec plusieurs acteurs de terrains et les écoles primaires du secteur. Un premier tournoi a réuni 150 jeunes réparti en 13 équipes et un second 200 jeunes. Il est à souligner une forte présence de parents lors de ces deux journées ainsi qu'une implication d'un collectif de mamans dans l'organisation de la buvette et du goûter.

→ Les séjours

Typologie des participants aux séjours														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers			8	9	4		2							23

Le séjour est un outil éducatif incontournable permettant de renforcer la relation éducative au travers, entre autres, du vécu partagé. Il permet de stimuler les capacités individuelles et collectives, offre une ouverture sur l'extérieur et favorise de nouvelles expériences de socialisation dans un contexte différent de la famille ou du quartier. Le séjour favorise l'expression des jeunes et permet d'aborder des sujets divers et la mise en place d'un éventuel accompagnement individuel.

En 2022 deux séjours ont été organisés, un premier en inter-équipe Centre-Ville/Devèze pour un total de 18 jeunes (9 filles / 9 garçons), et un second avec un groupe de 5 jeunes issus du quartier de la Devèze.

→ Les chantiers

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Béziers					1		5							6

L'équipe de Béziers a pu mettre en place en décembre 2022 un chantier éducatif avec pour objectif principal "La mobilité".

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel BEZIERS	1411.5
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	597
Accompagnement femmes	651.5
Accompagnement membre famille	163
Non renseigné	0

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Béziers	28	47	91	24,5	219,5	366,5	17,5	47,5	176,5	130	163	100,5	1411,5

L'étendue du territoire de Béziers centre-ville et la spécificité du public que l'on y rencontre amène les éducateurs à avoir beaucoup de suivis individuels. Nous constatons donc un nombre d'heures d'accompagnements individuels relativement élevé et sensiblement constant par rapport à l'exercice précédent.

Nous notons une majorité de temps d'accompagnements individuels consacrée au public féminin et plus particulièrement les jeunes femmes majeures. Si les jeunes hommes sont plus présents sur l'espace public, les jeunes femmes étant moins visibles sur l'espace public ne sont pas pour autant moins en demande. L'équipe éducative exploite ainsi l'ensemble des canaux (présence sociale, réseaux sociaux, partenaires...) pour mettre en place des accompagnements individuels en fonction des besoins et demandes.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Financé par le Fond d'Aide aux Jeunes Collectif, le chantier éducatif réalisé en décembre 2022 a réuni 6 jeunes entre 17 et 21 ans dont le projet commun était la préparation du permis de conduire. Celui-ci a émergé à la suite nombreuses demandes de jeunes mais aussi par le constat des éducateurs concernant un frein récurrent chez notre public : l'absence de mobilité.

D'un point de vue opérationnel, le chantier s'étendait sur une période de 2 semaines et regroupait des temps de travail au refuge équin de Beziers, des ateliers collectifs et individuels.

Missions principales au refuge :

1. Création d'un nouveau site d'accueil pour les animaux (installation de clôtures, réalisation de nouveau paddocks, travaux de maçonnerie...)
2. Participation aux soins et nourrissage des animaux

Les ateliers collectifs :

1. Séance de code de la route, sensibilisation à la sécurité routière et cadre juridique animé par l'Association AGIR
2. Séance d'information sur la mobilité internationale au CRIJ de Montpellier
3. Montage d'un projet de vacances en autonomie / Dispositif Sac Ados

Les ateliers individuels, quant à eux, avait pour objectif d'accompagner les jeunes dans la réalisation de démarches en lien avec leur projet (dossier de demande de CNI, dossier d'inscription en auto-école...)

Le choix des participants s'est concentré sur des jeunes éloignés de l'emploi et/ou en décrochage scolaire en demande d'aide pour le financement de leur permis B. La majorité avait déjà été poursuivi pour conduite sans permis.

Ce chantier avait plusieurs objectifs :

Pour les jeunes	Pour les éducateurs
Lever les freins à la mobilité et facilité l'insertion professionnelle	Renforcer le lien par le vécu partagé
Découvrir le monde professionnel et prendre conscience de la valeur travail	Travail sur l'orientation professionnelle
Permet d'avoir un premier ou une source ponctuelle de revenu	Faire émerger d'éventuels d'autres demandes et/ou besoins
Est l'occasion de participer à un projet collectif, Permet d'appréhender ses compétences et freins	Constitue un temps éducatif et un support à la relation qui permet de rencontrer le jeune dans un contexte et un cadre différent.
Support de mobilisation du projet personnel	Constitue une réponse concrète : - De présence sociale et éducative auprès des jeunes, - Aux situations de décrochage scolaire (NEET, JAMO ...)

	- De visibilité de l'action des éducateurs de prévention spécialisée, - De lutte contre le clivage des micros-territoires
--	--

Les jeunes ont pu être confronté au monde du travail et à ses difficultés. Ils ont pu exprimer une certaine fierté concernant les tâches accomplies et leur assiduité. Ci-dessous plusieurs paroles de jeunes durant le chantier :

"J'ai réussi à prendre un bon rythme grâce au chantier"

"Être occupé m'a permis de réduire ma consommation "

"Le chantier m'a permis de poser une date d'examen pour le permis "

"C'est pour quand le prochain chantier avec APS34 ?"

"J'ai hâte de me faire contrôler par les forces de l'ordre en étant en règle"

"Mes mains sont faites pour l'or et elles ramassent du crottin"

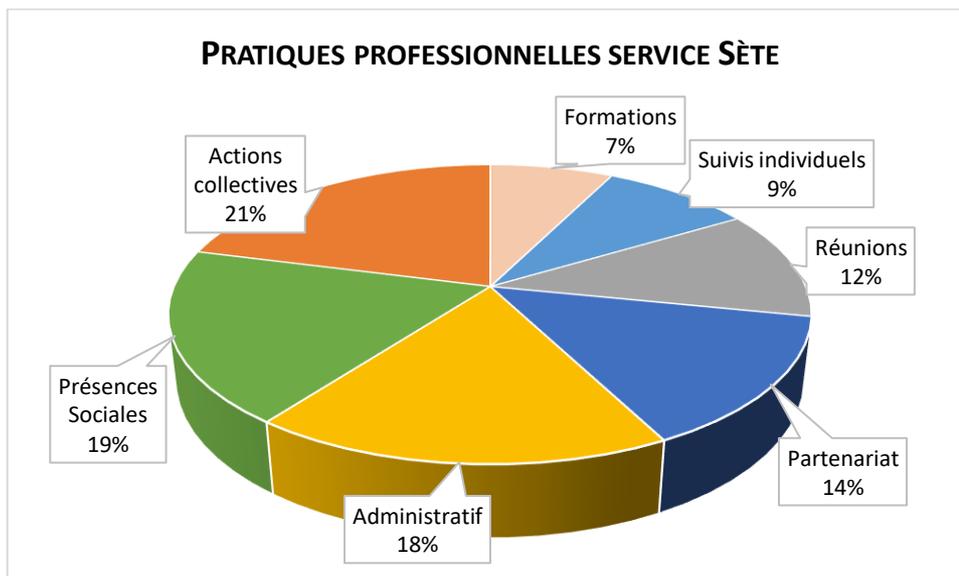
Parmi les 6 jeunes, 2 ont obtenu leur permis B dans les deux mois suivant ce chantier. Les 4 autres jeunes ont tous réalisés des démarches d'inscription au sein d'une auto-école.

6. Axe spécifique de développement d'actions

Pour l'année 2023, l'accent sera mis sur le développement de chantiers éducatifs et de partenariats tout en poursuivant les actions déjà en place.

B. Service Sète

1. Pratiques professionnelles



L'année 2022 a été marquée par différents mouvements en interne, ayant modifié la composition de l'équipe de Sète à plusieurs reprises.

Le temps de travail consacré aux présences sociales a diminué entre 2021 et 2022 (passant de 32% à 19% des pratiques professionnelles). Les changements d'équipes ont certes modifié les activités des professionnels, mais cette diminution du temps de PS s'explique également par des problématiques présentes sur le territoire ayant impacté la présence physique des éducateurs sur le quartier. En effet, sur l'année 2022, l'équipe a vécu différentes périodes où, durant des jours, voire des semaines, les rues du quartier étaient vides et les habitants ainsi que les jeunes se faisaient rares du fait du climat insécure qui y régnait. Les réseaux de deals étaient de plus en plus visibles, divers règlements de comptes ont éclaté au sein du quartier, des fusillades ont eu lieu et certains jeunes et familles ont parfois été pris à partie par des jeunes du deal qui contrôlaient leurs allées et venues, etc. Ces différents incidents et le sentiment d'insécurité ont conduit les jeunes et les familles à être moins présents et visibles sur le territoire.

Ce contexte parfois tendu et insécure a également été soulevé par l'équipe éducative qui a parfois préféré maintenir le lien avec les jeunes via des activités (actions collectives) à l'extérieur du quartier, et donc, à moins intervenir sur des temps de présence sociale ou alors sur des temps plus réduits.

Ainsi, nous pouvons constater une nette augmentation du temps de travail consacré aux actions collectives (de 9% en 2021 à 21% en 2022). Cette augmentation s'explique également par la réalisation de divers chantiers éducatifs sur l'année et actions éducatives collectives, qui nous ont permis d'entrer en lien ou de maintenir le lien avec des jeunes du quartier. De plus, le lien avec le collège de secteur a pu perdurer sur toute l'année 2022, permettant à l'équipe éducative de maintenir des activités partenariales et des interventions thématiques (prévention harcèlement, santé...) en collectif sur des classes de l'établissement.

Les temps de suivis individuels sont passés de 15% de nos pratiques professionnelles en 2021 à 9% en 2022. Cette baisse résulte directement des difficultés d'interventions des professionnels sur le territoire (sentiment d'insécurité des habitants, difficultés de « cohabitation » avec les dealers, invisibilisation des jeunes 12-18 ans...), mais également de ces mouvements d'équipe. En effet, pour pouvoir accompagner des jeunes il faut avant tout pouvoir être repéré et repérant sur le territoire, se faire connaître du public mais également des partenaires, et cela peut parfois prendre des semaines voire des mois avant de pouvoir effectuer des accompagnements individuels.

La hausse de notre temps d'activité consacré au partenariat (+4%) s'explique notamment du fait de ces divers changements de composition de l'équipe, demandant de prendre du temps afin de rencontrer les partenaires, de se re-présenter et re-préciser nos missions, de participer à davantage de réunions partenariales, de travailler autour de projets communs...

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Sète	160	99	786	299	646	60	555	83	155	16	668	388	66	3981

Nous observons sur l'année 2022 une baisse du nombre de contacts dans la rue de près de 45%.

La baisse la plus forte correspond au public des 12-15 ans : -1445 contacts. En cause : les problématiques négatives multiples du territoire qui amènent les parents d'adolescents à ne pas rester sur le quartier.

L'équipe est en lien constant avec des groupes de garçons âgés de 16 à 21 ans, qui eux restent visibles sur le quartier malgré ce climat. Bien que scolarisés pour la plupart et pas ancré dans les activités parallèles, un effort de présence et de constance dans la rencontre est assuré par le service dans une démarche de prévention du décrochage et des conduites à risques.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Sète	2	0	27	10	31	0	9	1	1	0	2	0	8	91

→ **Les chantiers**

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
Sète	0	0	2	0	0	6	0	6	0	0	0	0	0	12

Deux chantiers éducatifs ont permis à 12 jeunes filles de l'île-de-Thau d'obtenir une aide financière de 300€ dans le cadre d'un projet lié à la mobilité, mais aussi de bénéficier d'une aide et d'un accompagnement éducatif régulier post-chantier. Cet outil éducatif nous a également permis de rencontrer une tranche de la population, jeunes femmes entre 16 et 25 ans, peu visible sur l'espace public.

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel SETE	175
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	118
Accompagnement femmes	56
Accompagnement membre famille	1
Non renseigné	0

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Sète	5,5	2	17,5	2,5	49	12,5	17	3,5	29	18,5	1	17	175

Etant plus nombreux sur l'espace public, nous accompagnons de ce fait deux fois plus de jeunes hommes (118h) que de femmes (39h).

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

« Sète Ô-Thau-nomie » : Deux chantiers éducatifs ont été réalisés à destination de 12 jeunes filles de l'île de Thau !

Dans le cadre d'un financement Quartier d'Été, le service a réalisé sur les périodes d'août et de décembre deux chantiers éducatifs de 5 jours chacun :

- Rénovation et peinture des locaux de l'association Concerthau
- Rénovation d'un bateau pour l'association Cap au large

Ces chantiers avaient pour objectifs :

- D'engager des jeunes femmes, habitantes du QPV Ile-de-Thau, dans un projet collectif à destination d'une association du territoire sétois,
- De permettre une rencontre interculturelle et de la mixité entre différents publics vivants sur un même territoire,
- D'encourager l'entraide entre ces jeunes femmes en valorisant les compétences de chacune dans cet engagement collectif,
- De favoriser l'autonomie et faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi par la participation au financement d'un projet de mobilité (permis de conduire, titres de transport...),

Ainsi, à la suite de ces chantiers financés par le Contrat Ville et en contrepartie de leur investissement, ces jeunes femmes ont toutes reçu 300 Euros pour les aider au financement d'une solution de mobilité adaptée à leur situation individuelle (permis de conduire, éco-mobilité, abonnement train ou bus, assurance automobile...).

Ces chantiers éducatifs sont également de réels outils de rencontre et de maintien/renforcement du lien avec l'équipe éducative. Aussi, le premier chantier, réalisé en août 2022, a permis aux éducateurs de partager différents temps avec le groupe de jeunes femmes (temps de travail, temps de pause, temps de repas), permettant de proposer des espaces propices à la rencontre et aux échanges. Des instances en individuel et en collectif ont également favorisé l'émergence de demandes, et des propositions d'accompagnements ont alors été faites aux jeunes femmes au vu de leurs situations personnelles (insertion socio-professionnelle, soutien dans le maintien de la scolarité, démarches en lien avec la santé, démarches administratives, aide à la parentalité...).

Ces suivis ont tous débuté à la suite du chantier une fois que l'équipe éducative a accompagné chacune d'elles dans leur projet de mobilité (lien avec les auto-écoles, accompagnements physiques, contacts téléphoniques...).

Concernant le suivi individuel de ces jeunes femmes, à ce jour :

A. a repris ses heures de conduite auprès de l'auto-école dans laquelle elle s'est inscrite, après avoir subi une opération en début d'année 2023. Concernant son insertion professionnelle, cette dernière était accompagnée par la MLIJ sur le CEJ qui s'est terminé il y a peu. Actuellement, elle est en recherche d'une formation ou d'un emploi. Nous la rencontrons régulièrement pour faire le point sur son projet d'insertion sociale et professionnelle.

F. a commencé les cours de code dès son inscription à l'auto-école. Cependant des difficultés dans sa vie personnelle et des soucis de santé l'empêchent d'y aller régulièrement. Elle sait nous solliciter lorsqu'elle en a besoin et ce chantier a d'ailleurs permis de renforcer le lien de confiance déjà existant avec l'équipe éducative. Concernant sa scolarité, F. souhaitait arrêter le lycée en septembre dernier. L'accompagnement de F. et le soutien des éducateurs a permis à F. de faire sa rentrée. Nous lui proposons des rencontres régulières pour faire le point et parfois la remobiliser et l'aider à donner du sens dans son parcours scolaire. A ce jour, elle suit toujours sa scolarité en 1^{ère} année BAC PRO "vente en milieu rural" au Lycée Agricole de Frontignan, et s'accroche à son projet. Elle échange régulièrement avec les éducateurs par message.

G. a terminé son service civique en septembre. A la suite de cela, elle a été embauchée en tant que vacataire auprès du CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) à Sète, sur l'IDT et le centre-ville. Elle a également intégré le CEJ avec la MLI.

P. est toujours dans sa prépa infirmière. Nous lui avons proposé de pouvoir l'accompagner dans ses recherches de stages si elle en avait besoin. Concernant sa contrepartie de 300€, celle-ci lui a permis de financer des abonnements de bus et de train pour lui permettre de se rendre à Montpellier pour suivre ses études.

H. a dû arrêter ses heures de conduite durant quelques temps à cause de sa situation familiale complexe. Nous accompagnons cette jeune mère notamment sur des démarches administratives concernant le logement et sommes en lien avec les services du département pour le suivi des enfants.

N. continue ses études à Montpellier. C'est une des seules jeunes filles à ne pas s'être saisi de l'accompagnement des éducateurs. Cependant l'équipe maintien des contacts afin de prendre des nouvelles et lui rappeler qu'elle peut nous solliciter au besoin.

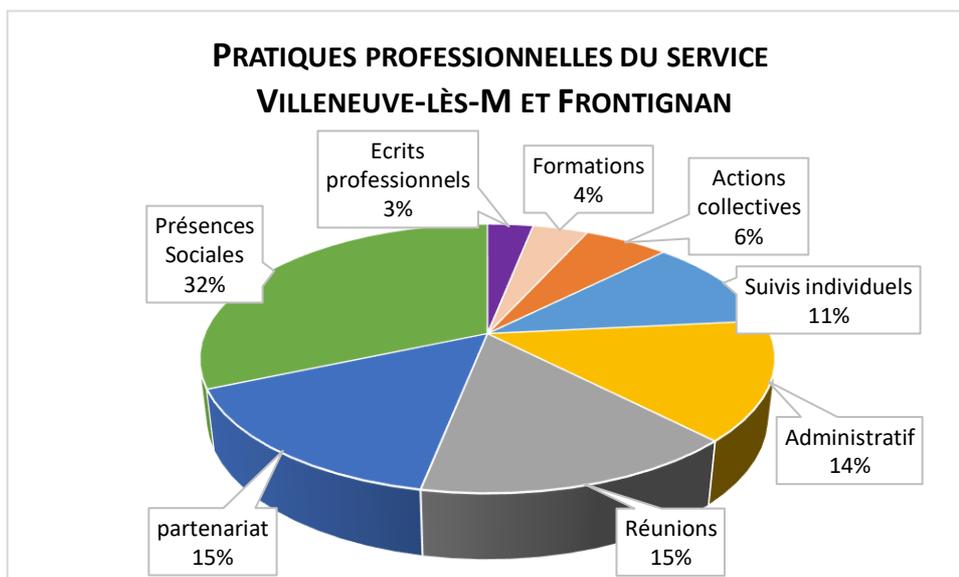
6. Axe spécifique de développement d'actions

Le service a pu déterminer de nouveaux axes de travail prioritaires pour l'année 2023 :

- La stabilisation de l'équipe professionnelle et l'augmentation de la présence sociale
- Un travail d'implantation et de connaissance du public adolescent notamment dans le cadre des présences sociales hebdomadaires au sein du collège Jean Moulin
- Favoriser et valoriser la scolarité, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans
- Développer le travail en partenariat en lien avec le collège Jean Moulin, les acteurs associatifs du quartier et le PRE
- Développer le travail auprès des jeunes adolescentes et femmes du quartier

C. Service Frontignan / Villeneuve-Lès-Maguelone

1. Pratiques professionnelles



La présence sociale en 2022 est en hausse de 6% sur les territoires de Villeneuve-lès-Maguelone et Frontignan. L'équipe éducative a beaucoup évolué sur cette période ; le travail de rue a donc été prépondérant afin de s'approprier les secteurs d'intervention et générer des rencontres régulières avec les publics.

Ces changements ont entraîné une baisse des suivis individuels : de 27% en 2021 à 11% en 2022. Outre le temps nécessaire aux éducateurs de prévention spécialisée à établir un lien de confiance pour susciter des accompagnements éducatifs individuels, la volonté du service a été de rajeunir le public cible avec un gros travail d'aller-vers les adolescents de 12 à 17 ans. En effet, cette tranche d'âge, formule, au départ, moins de demandes d'accompagnements individuels. Ce choix stratégique aura des bénéfices sur le moyen et long terme.

Notons également une baisse des actions collectives : de 12% en 2021 à 6% en 2022. Il a été difficile pour l'équipe éducative de capter la confiance et l'assiduité des jeunes. Les demandes ont été peu nombreuses et des projets d'activités, séjours et chantiers ont avorté par manque de mobilisation du public. Aussi, les éducateurs informent et orientent régulièrement les groupes vers les activités d'animations du service jeunesse. Il serait intéressant de comptabiliser ces dernières sur le prochain exercice et vérifier si ceux-ci se rendent bien sur les dispositifs existants.

Le travail en partenariat est en hausse, principalement sur la commune de Frontignan. Le déploiement régulier du service sur le LEPAP Maurice CLAVEL et le travail en lien avec le PRE de la ville permettent de générer des rencontres avec des jeunes pas, ou peu, présents sur l'espace public. Le renouvellement d'une partie de l'équipe et l'arrivée d'un nouveau RUIS a également amené le service à rencontrer les partenaires de la ville et

(re)présenter nos missions et intérêts à travailler ensemble sur nos complémentarités dans l'intérêt de la jeunesse.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
VLMF	258	133	1099	501	673	359	290	145	111	25	180	68	178	4020

Le nombre de contacts générés en présence sociale est en légère baisse sur l'exercice 2022. Cependant, on observe une hausse de contacts vers le public féminin et masculin, notamment les 16-17 ans. Le lien et l'accroche s'est avéré plus complexe avec le public masculin 18-21 ans et plus.

Outre la volonté de la structure de rajeunir le public d'intervention dans une optique de prévention à long terme, le service travaille en parallèle à plus de présences et de régularités auprès des jeunes majeurs. Constatant une présence à nouveau systématique de ce public sur le territoire QPV de Frontignan en fin de d'année, il, est important de poursuivre le travail de rencontre. Il est déterminant pour développer un lien de confiance nécessaire à l'instauration d'un travail éducatif.

Le service est davantage allé vers les familles en 2022 sur l'espace public. Nos présences notamment sur le PRE nous permettent de rencontrer des parents que nous sommes amenés à revoir à l'extérieur, de manière informelle.

Aussi, l'appétence des professionnels du service pour le travail autour des questions de parentalité les amènent à se présenter régulièrement à de nouvelles familles dans le cadre des présences sociales.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
VLMF	14	0	33	11	8	3	0	1	0	0	0	0	5	75

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel VLM/F	356.5
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	125.5
Accompagnement femmes	170
Accompagnement membre famille	61
Non renseigné	0

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Frontignan - VLM	15,5	19,5		20,5	35	3	38	43,5	17,5		61	103	356,5

Comme précédemment expliqué, le renouvellement du personnel a entraîné une baisse des accompagnements éducatifs individuels sur l'année 2022. Toutefois, nous notons une augmentation du travail éducatif auprès des adolescentes et des jeunes femmes, pourtant moins présentes sur l'espace public.

Aussi, de nombreux accompagnements et orientations de publics vers des structures de droit commun sont réalisés lors de nos temps de présence sociale. En effet, des démarches de prises de RDV (MLJAM, Service Jeunesse, France Services, STS, Hérault Habitat, établissements scolaires, avocats, PJJ, SPIP...) et des « débloques » de situation se réalisent souvent lors de nos présences sociales avec des jeunes parfois peu enclins à accepter une aide éducative individuelle (prétexte d'un manque de temps, besoin d'aller vite, manque de connaissance et confiance envers l'équipe).

Il est important pour notre prochain exercice de quantifier et valoriser ce travail et tendre avec le public à des espaces de rencontres plus individuelles, favorisant une rencontre et un travail d'accompagnement davantage qualitatif.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Accompagnement d'une jeune fille de 18 ans :

Nous intervenons un jeudi sur deux sur un point écoute que nous organisons en partenariat avec le Lepap. Il y a 6 mois le CPE nous a orienté une jeune fille accompagnée de son professeur principal.

Un binôme éducatif a rencontré celle-ci (volontaire pour la démarche) afin de prendre le temps d'échanger avec elle pendant trois quart d'heure avant de lui laisser la carte et les contacts des professionnels du service.

Dès le lendemain, la jeune fille s'est saisie du numéro d'une éducatrice. Des échanges réguliers ont commencé par téléphone avant d'établir très rapidement des rencontres hebdomadaires. La multiplication des rencontres et des outils en favorisant l'expression (repas, activités sportives, génogramme...) lui ont très rapidement permis de s'exprimer sur ses principales difficultés (décrochage scolaire, conflits familiaux, addiction, trouble borderline avéré et la non-gestion de son traitement, conduites sexuelles à risques et parfois violentes...).

À côté d'elle, l'équipe éducative a pu travailler sur certaines hypothèses. Dans un cadre de libre adhésion, un travail régulier de médiation mère/fille s'est mis en place. Aussi, cette dernière a pu être accompagnée sur différentes thématiques :

- Un espace médical en lien avec sa santé mentale en lien avec son trouble au CHU de la Colombière
- Un espace de parole avec l'EPE
- Une première rencontre au ZINC à Montpellier afin de mettre des mots sur sa consommation
- Un check-up santé avec l'association Vivre
- Un point scolaire régulier avec le Lepap

Le travail d'accompagnement et d'évaluation du parcours de cette jeune fille et sa famille se poursuivent.

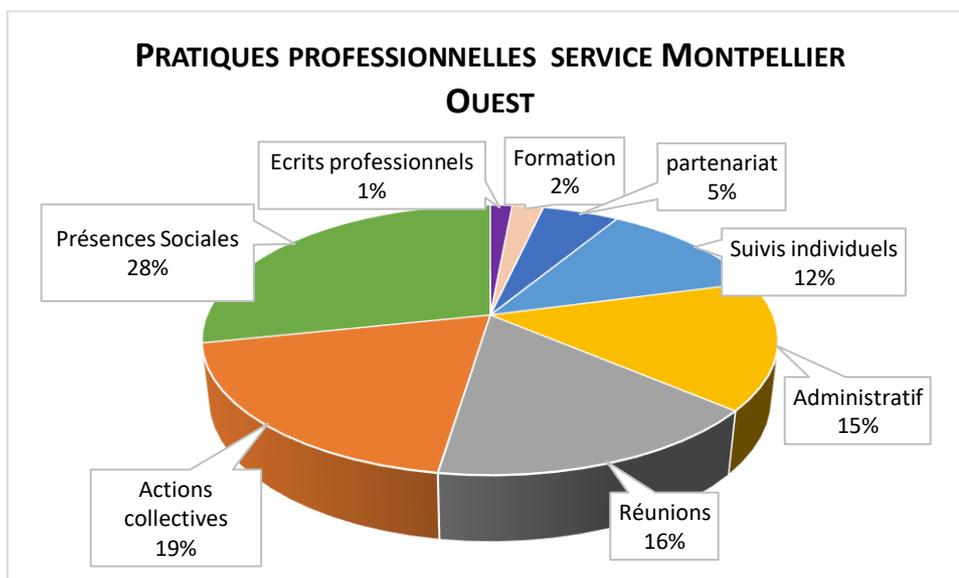
6. Axe spécifique de développement d'actions

Pour 2023, 4 priorités sont mises en avant dans le travail hebdomadaire du service :

- Poursuivre le travail auprès des établissements scolaires
- augmenter les accompagnements éducatifs individuels
- Développer des actions socio-éducatives (séjours, chantiers éducatifs...)
- Maintenir le taux de présences sociales

D. Service Montpellier Ouest

1. Pratiques professionnelles



Nous pouvons constater une hausse de 8% de nos actions collectives. Cette augmentation est en lien avec la réalisation de nos différents chantiers éducatifs, notamment les chantiers dans le cadre de l'ANRU avec la SERM SA3M. Ces derniers nous ont permis de mobiliser les jeunes sur des temps collectifs afin de développer les actions d'accompagnements individuels. Ces temps ont également permis l'émergence de demandes autour de l'insertion professionnelle et formation.

Et nous constatons une diminution de 5% des suivis individuels qui s'explique en partie par la réorientation du public vers les dispositifs adaptés à leurs difficultés, mais également par l'absentéisme au sein de l'équipe qui n'a pas permis de maintenir la fréquence d'accompagnement. Toutefois, des accompagnements particulièrement importants autour des questions de santé, protection de l'enfance et l'insertion professionnelle ont été orientés vers les partenaires adaptés aux situations de chacun.

La hausse de 1% des temps de présence sociale est à mettre en corrélation avec le maintien des liens et présences partenariales qui représentent 5% de nos pratiques professionnelles. Ces présences permettent alors d'étendre les présences sociales de rue par la multiplicité de point de rencontres communs aux jeunes.

L'ensemble de la présence auprès du public représente 59% de l'activité du service Montpellier Ouest.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Montpellier Ouest	145	144	846	462	978	301	968	317	663	76	343	238	175	5656

Nous pouvons observer une diminution du nombre de contacts dans la rue d'environ 2060 contacts. Celle-ci peut s'expliquer par le renforcement de nos présences sociales sur le territoire de Celleneuve qui a amené l'équipe à réaliser ses temps de présence sociale à différents horaires afin d'évaluer les besoins et présences. Pour autant, le public mineur 12-17 ans reste stable notamment par nos liens avec les établissements scolaires.

La principale baisse notable concerne le public 18-24 ans (hommes et femmes). Pour les hommes de 18-21 ans cela représente 884 contacts et les femmes 201 contacts. En effet nous avons constaté des diminutions de présences des jeunes dans l'espace public sur nos horaires de PS notamment chez les majeurs.

A noter, l'augmentation significative des contacts avec les plus de 25 ans, notamment chez les femmes où il a presque triplé. Ces contacts se sont développés à partir du territoire de Celleneuve sur lequel de nombreuses femmes profitent de l'espace du Parc de La Discorde. La hausse se constate également chez les moins de 12 ans dans le cadre du rajeunissement du public et les rencontres des futurs/nouveaux collégiens.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Ouest			13	12	18	5	15	5						68

Les actions socio-éducatives permettent de fédérer autour d'un projet commun, soit le groupe propose une action pour laquelle il s'engage à s'investir dans son organisation, soit en fonction des besoins repérés par les éducateurs, le service propose une action spécifique.

C'est ainsi que se sont organisées les actions d'été notamment avec Aqualand et des demi-journées d'initiation au Stand Up Paddle, après-midis équitations ou encore des actions environnementales comme le nettoyage du Bois de Montmaur ou de plusieurs plages. Le public concerné et/ou demandeur reste stable et se situe dans la tranche d'âge 12 à 21 ans. On observe une difficulté particulière dans la mobilisation du public féminin entre 18 et

21 ans. De ce fait, nous leur avons proposé des actions dédiées pour favoriser les rencontres et échanges en petit collectif.

→ **Les séjours**

Typologie des participants aux séjours														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Ouest					10									10

Cette année, l'équipe a réalisé 2 séjours éducatifs auprès de 2 groupes d'adolescents, l'un à Volvic et le second en séjour « neige ».

→ **Les chantiers**

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Ouest					15	2	9							26

L'année 2022 a permis de nombreux chantiers notamment dans le cadre de l'ANRU Cévennes avec la SERM-SA3M, deux chantiers de construction bois au sein de l'Association Essor, la mise en place du parcours et accueil du public de la course du Petit Bard avec l'Athlétique Club de Petit Bard, mais également des actions environnementales comme le nettoyage du bois de Montmaur et de plages de l'Hérault.

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel MTP OUEST	371.5
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	158.75
Accompagnement femmes	121
Accompagnement membre famille	91.75
Non renseigné	0

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/		TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Montpellier ouest	4	13,5	3	15	47	24,5	27,75	18,5	47	48,5	91,75	31	371,5

Le nombre d'heures de suivis a diminué de 453h. Cela s'explique par de nombreuses périodes d'arrêts maladie au sein du service (3 éducateurs successivement en arrêts maladie et un congé maternité suivi d'un congé parental). Des remplacements ont pu se réaliser sur le dernier trimestre de l'année mais la durée des arrêts maladie, les difficultés de recrutement et l'organisation du travail ne facilitent pas une réorganisation de service.

La thématique significative de cette année concerne les situations préoccupantes et mineurs en danger. Cette année a donné à voir différentes situations de danger. Ces situations ont mobilisé tant les éducateurs que les responsables de services, aux fins d'évaluer les éléments de danger, le travail de construction de transmission et d'information auprès des services et des familles concernées par ces informations préoccupantes.

Ce travail d'évaluation est également en lien avec la thématique de l'accès aux droits, pour laquelle la transmission d'information et d'orientation demande du temps d'acceptation pour les personnes, mais aussi un temps de déconstruction des représentations des services.

Ces accompagnements participent en partie à la baisse des accompagnements, du fait du rajeunissement du public et des relais des accompagnements vers des dispositifs partenaires comme les services publics de l'emploi, les STS du CD34, les établissements de formation par alternance, ...

Nous pouvons également observer une mixité dans la répartition des sexes lors des suivis.

Les 18-25 ans sont les plus accompagnés sur ce secteur : 213.25h. Les 12-17 ans sont davantage présents via les actions socio-éducatives.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Chantier Montpellier Ouest – création d'une terrasse et d'un bassin

Un projet de développement social local

L'association Essor – Savoirs et Partage a monté comme projet la création du « Jardin des arts » comme se voulant un espace fleuri, ludique et convivial en plein cœur du quartier Petit Bard / Pergola. L'objectif premier était de pouvoir développer une nouvelle démarche éducative d'ouverture culturelle pour tous, un espace de lien social et un outil pédagogique.

Une mobilisation de jeunes du quartier pour leur quartier

2 jeunes du quartier, âgés de 18 à 20 ans, accompagnés par un encadrant technique et deux éducateurs du service ont fabriqué diverses constructions en bois pour embellir ce jardin. Ils ont ainsi découvert plusieurs facettes des métiers autour de la menuiserie.

Le chantier s'est déroulé durant plusieurs phases en 2022 avec la création et prise de mesure de la terrasse ainsi que la création des bassins de jardin.

Le vendredi 27 juin s'est déroulé l'inauguration des lieux avec la présence du maire, d'élus de la municipalité, de la présidence et d'intervenants de l'association Essor, des jeunes participants au chantier, d'habitants et bénéficiaires de la structure ainsi que des éducateurs du service Montpellier Ouest. Le maire de Montpellier a lui-même félicité les jeunes pour leurs réalisations.

Les jeunes sont ressortis de cette expérience satisfaits et dans une dynamique positive. Aujourd'hui leurs accompagnements se poursuivent.



Figure 1- Illustration partagée par le Maire de la ville, Delafosse Michael, sur Facebook



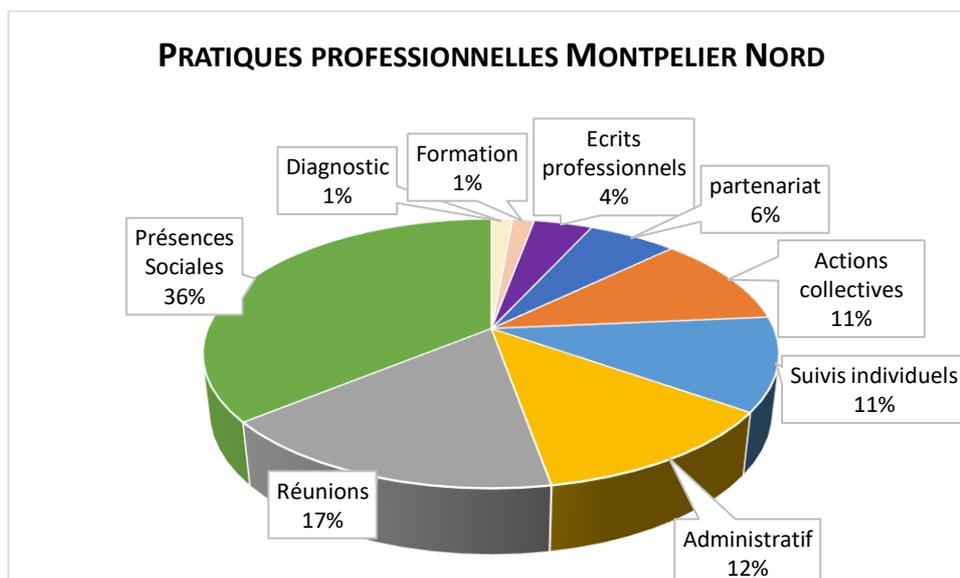
6. Axe spécifique de développement d'actions

L'année à venir doit nous permettre de stabiliser la présence et l'action du service sur le territoire Ouest. Notamment en retravaillant son projet de service éducatif de territoire et en déterminant ses axes prioritaires d'actions.

Nous travaillerons sur le développement de nos actions de chantiers éducatifs pour permettre la mobilisation des jeunes sur la question de l'insertion. Sur le territoire de Celleneuve, notre participation à la création d'une dynamique partenariale est une des priorités : développer le réseau et nos actions de territoires sur l'ensemble du territoire Ouest par le conventionnement avec des partenaires cibles, et également, mobiliser le public féminin autour d'actions de rencontre et partage afin de favoriser la prise d'initiatives.

E. Service Montpellier Nord

1. Pratiques professionnelles



L'année 2022 permet de constater une hausse importante des présences sociales de 13%. Les temps de présence ont été renforcés en soirées et Week ends. Cette augmentation s'explique par le renforcement de l'équipe par les Bataillons de prévention, en effet nous sommes passés d'un effectif de 4 à 10 professionnels.

Cette année, le service s'est recentré sur l'approche des groupes adolescents via des présences sociales systématiques devant les établissements scolaires. Ces temps ont permis de travailler en proximité avec les équipes en lien avec le décrochage scolaire *PRE* : *programme de réussite éducative, CPE, professeur*.

La réduction du temps consacré aux suivis, -11%, s'explique par l'arrivée de nouveaux salariés (4 Bataillons et 2 CDD). En effet, pour ces derniers, un temps d'appréhension du terrain et d'implantation a été privilégié afin de se saisir de l'ensemble des acteurs intervenant sur l'intégralité du territoire. Cette approche s'est faite en binôme avec les salariés déjà implantés. Cela a nécessité une forte mobilisation de l'équipe existante.

Le temps consacré à l'action socio-éducative est stable, et reste un outil fiable pour l'accroche des groupes de jeunes et nécessaire pour que l'équipe soit identifiée.

- Le service a encadré **deux séjours** auprès d'un public adolescent, ceux-ci sont toujours en contact avec les éducateurs.
- Le service intervient dans les deux classes relais du collège des Garrigues et des Escholiers et participe activement aux actions.

A ces pratiques s'ajoute la participation aux réunions internes et externes. Avec l'arrivée des « Bataillons », un travail d'articulation s'est engagé dès le démarrage avec les représentants

du CLSPD de la ville de Montpellier. Différentes réunions de travail ont eu lieu dont une journée liée à l'articulation entre les médiateurs et éducateurs afin de faciliter l'interconnaissance et le référentiel métier de chacun.

Une rencontre avec toute l'équipe de l'APS34 et du STS Haut de Massane a également eu lieu afin de présenter les nouveaux professionnels. S'ajoute à cela les différentes réunions partenariales telles que la Commission insertion, la Commission jeune, les réunions du réseau Pailladin, les établissements scolaires et l'EPS (EPS : équipe pluridisciplinaire de soutien).

Les écrits professionnels sont en hausse de 2%, cela s'explique par la production accrue d'écrits professionnels permettant de rendre compte de la vie du territoire et des temps de recherche pour améliorer leur expertise des territoires.

58 % de l'activité est consacrée directement au public du territoire de la Mosson.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Montpellier Nord	471	365	3002	2359	1892	846	2755	881	1764	442	1537	843	936	18093

La présence sociale est un temps consacré exclusivement à aller vers un jeune ou des groupes de jeunes sur le territoire où il vit. Ces temps se réalisent en binôme, ou en trinôme, par les éducateurs. Ils sont planifiés par la cheffe de service.

Est comptabilisé comme « contact » un échange avec le public, une présentation de l'APS34.

Grâce au rex renforts « Bataillons de Prévention », c'est à minima 6 temps de soirée par mois et par éducateur. A cela se rajoute un jour de Week end travaillé par mois et par éducateur. Trois séquences par mois de présence sociales en plus des temps du week end sont faites en interservices avec le service jeunes majeurs. C'est un temps où le contact avec les plus grands des territoires est privilégié. Le support du camion permet une approche différente avec ce public, notamment pour tout ce qui est de l'insertion professionnelle et de la santé.

Ce renforcement de temps de présence sociale par un plus grand nombre d'éducateurs a permis d'être en contact plus régulièrement avec le public. Celui-ci a **doublé** en un an = **8597 à 18093**.

Le contact avec le public féminin de 12 à 24 ans a lui aussi augmenté, **2005 contacts en 2021 contre 4528 en 2022**. Des actions régulières comme les permanences ont été mises en place par le service afin de privilégier les rencontres avec le public féminin.

Deux temps réguliers :

- La **permanence au centre social CAF de la Paillade** permet aux femmes de rencontrer et d'être accompagné par les éducateurs.
- La permanence à la **Maison pour tous Brassens**, qui est un lieu réservé essentiellement aux adolescentes. Les éducateurs animent les rencontres autour de différents sujets (problématiques adolescentes, relations familiales, orientations professionnelles...). Cette action a été coanimée avec **une psychologue de l'EPE** (EPE : école des parents et des éducateurs).

Cependant, on observe que l'occupation de l'espace public reste principalement masculine avec des amplitudes horaires plus larges que les jeunes femmes. A contrario, les jeunes filles sont davantage visibles chez des partenaires ou sur les temps de sorties scolaires uniquement.

Notre travail d'intervention sur le rajeunissement du public a donné des résultats puisque le contact avec le public des 12 – 21 ans a quasi doublé avec 5912 contacts en 2021 pour 11735 en 2022.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Nord	10	10	62	101	10	8	10	16			3	10	50	290

Le service a réalisé 13 actions collectives à la journée dont 3 sont orientées sur notre mission de soutien aux familles. A chaque action le service a des objectifs dans un premier temps généraux étant axés essentiellement sur l'autonomie, citoyenneté et le vivre ensemble puis bien spécifiques qui diffèrent suivant les publics.

Les actions collectives de l'année 2022 ont été renforcées auprès des collégiens, et particulièrement auprès des **jeunes adolescentes et des familles**. Pendant les deux permanences, nous avons comptabilisés une participation de 100 jeunes filles et femmes.

Leurs rencontres ont été privilégiées notamment grâce à des actions collectives régulières, comme les permanences pour les filles à la Maison pour tous Georges Brassens, au sein des différentes classes relais ainsi que par le biais des sorties familles.

En dehors de ces différentes actions, les adolescentes sont à peine visibles dans l'espace public. **La mixité, le rapport de genre, les relations sociales et affectives sont au cœur des préoccupations du service.**

Ces constats font partie des axes de travail à mener pour l'année 2023.

→ Les séjours

Typologie des participants aux séjours														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Nord			6		2									8

Deux séjours ont été réalisés et organisés en collaboration avec les adolescents :

- Le premier, 3 nuits, 2 jours avec 4 garçons de 14 ans, pour découvrir les activités de Montagne (luge, atelier culinaire, bains thermaux ...). Ce temps a été l'occasion de libérer la parole des jeunes loin de leur quartier, de la famille, et de leur faire émerger des envies et des projets. (cf : vignette p°54-55)
- Le deuxième séjour, 3 nuits, 2 jours avec 4 garçons de 14 à 16 ans afin de participer à une activité de spéléologie, l'objectif ici était de travailler prioritairement sur l'insertion et la prévention du décrochage scolaire.

Le service est toujours en lien avec le premier groupe et suit individuellement 3 jeunes du deuxième groupe.

Pour 2023, nous souhaiterions partager un séjour avec des adolescentes et des familles avec pour objectif de travailler la mixité.

→ Les chantiers

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Nord							4	2	1		1			8

Cette année, le public a participé à deux chantiers éducatifs :

- Un chantier de 15 jours pour la SERM, SA3M avec pour activité principale de la ferronnerie. Quatre des jeunes participants à ce chantier éducatif ont pu signer leur **premier contrat de travail** à l'APIJE. Des demandes auprès des éducateurs ont émergé pendant le chantier, notamment autour de la question du surendettement. En effet, encore beaucoup de jeunes n'ont pas réglés leurs amendes liées aux confinements et se retrouvent dès leur entrée dans la vie active dans des difficultés financières.
- Un chantier d'une journée avec Caprionis, sur la réalisation d'un catalogue lié l'ANRU. Un binôme mixte de 18 à 20 ans a pu bénéficier de l'accompagnement des professionnels de ce bureau d'études.

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel MTP NORD	939.75
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	454.25
Accompagnement femmes	393
Accompagnement membre famille	70
Non renseigné	22.5

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Montpellier nord	38,5	22	22	28,5	203,5	233	22,5	15,5	78	82,5	70	123,75	939,75

Les suivis individuels ont diminué, et pour cause, le renouvellement de 60% de l'équipe.

L'arrivée de nouveaux professionnels, comme dit précédemment a engendré un travail important de repérage et connaissance des territoires, du partenariat et du public. L'action collective étant un outil pour faire émerger des demandes collectives et individuelles, nous aurions pu voir les prémices d'accompagnements se réaliser aujourd'hui si les contrats de travail étaient moins précaires.

On observe tout de même une quasi-mixité dans les suivis de sexes et d'âges.

Le public des 18-21 ans à qui on attribue 436.5h d'accompagnements, soit près de 45% est un âge charnière pour l'insertion sociale et professionnelle. Cet axe est principalement la première demande faite par ce public.

Le public des 11-17 ans participe essentiellement des actions collectives et ne font pas forcément de demande de manière spontanée. A cet âge, les éducateurs posent les bases d'une relation éducative. Il est fréquent que les jeunes sollicitent que ponctuellement les éducateurs lorsqu'ils se retrouvent confrontés à une difficulté dans leur parcours.

L'enjeu de cette première phase de l'accompagnement est de permettre aux jeunes d'identifier les éducateurs comme un adulte référent qu'ils pourront solliciter lorsqu'ils en auront besoin.

L'essentiel de leur demande est en effet axé sur du loisir et l'aide à la scolarité. Au-delà de la demande initiale, notre public rencontre toutefois des difficultés importantes. En effet, celles-ci rencontrées par les jeunes âgés de 11 à 15 ans, relèvent généralement de problèmes liés à la scolarité : difficultés/décrochage scolaire(s), problèmes de comportement. C'est également la tranche d'âge avec laquelle nous travaillons le plus en lien avec le ou les parents.

Les adolescents sollicitent aussi le service afin de les accompagner dans leur projet de scolarité (stage, question autour des formations, aux études.)

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Afin de clarifier l'intervention en prévention spécialisée, nous avons cherché à modéliser les spécificités d'une action éducative qui est l'action collective.

En 2022, le service a concentré sa mission sur l'accompagnement des groupes de jeunes et notamment les groupes que nous retrouvons aux abords des établissements scolaires. Les jeunes qui, à un moment « décrochent ».

Il est bien évident que ce schéma symbolise ce que pourrait être la progression de l'intervention linéaire de la prévention spécialisée. En réalité, il existe des passerelles ou des « allers / retours » entre les différentes phases.

Vignette clinique : accompagnement d'un groupe de collégiens en situation de décrochage scolaire

Phase 1
Fin 2021

En **Présence Sociale**, le service rencontre un groupe de 6 jeunes adolescents âgés de 14 à 15 ans devant le collège des Escholiers, il y a un **démarrage** de la relation sur le principe de la libre adhésion

Phase 2
Début 2022

Début de l'accompagnement éducatif collectif suite à l'évaluation des **premières demandes** du groupe par le service. Ces demandes sont axées sur le loisir, mais surtout de la volonté de sortir du quartier.

Action n°1 :
séjour
montagne

Un séjour à la Montagne avec 4 garçons de 14 ans durant 3 jours.

Les objectifs : maintenir le lien avec le groupe, rencontrer les familles via les autorisations parentales, travailler le cadre, faire le point sur les situations individuelles, faire découvrir des activités de montagne, travailler le respect du règlement.

Action n°2 :
accrobranche

En avril 2022, le service accompagne le groupe sur une sortie à l'accrobranche.

Les objectifs : Faire le point avec les familles et le jeune sur la situation du jeune, travailler sur l'entraide, la confiance en soi, faire émerger des demandes individuelles.

Action n°3 :
Découverte
d'une ville

En juillet 2022, le service avec le groupe travaillent à l'organisation de la découverte d'une ville qu'aucun jeune n'a déjà visité. Travail sur la mobilité avec un départ en train.

Les objectifs : travailler sur l'autonomie et la citoyenneté des jeunes.

Action n°4 :
Sensibilisation à
l'environnement

En octobre 2022, le service et le groupe décident de participer à la **World Cleanup Day**, une journée nationale de sensibilisation à la gestion des déchets et à l'environnement.

Les objectifs : responsabiliser les jeunes et interagir avec d'autres groupes en dehors de leur quartier, les sensibiliser à l'environnement, faire un bilan avec les familles.

Phase 3
Fin 2022

A ce moment, la **démarche éducative** du service avec ce groupe s'oriente vers un **travail d'autonomie**, d'accompagnement individuel ciblé sur l'autonomie ainsi que des accompagnements et orientations concernant les situations familiales.

6. Axe spécifique de développement d'actions

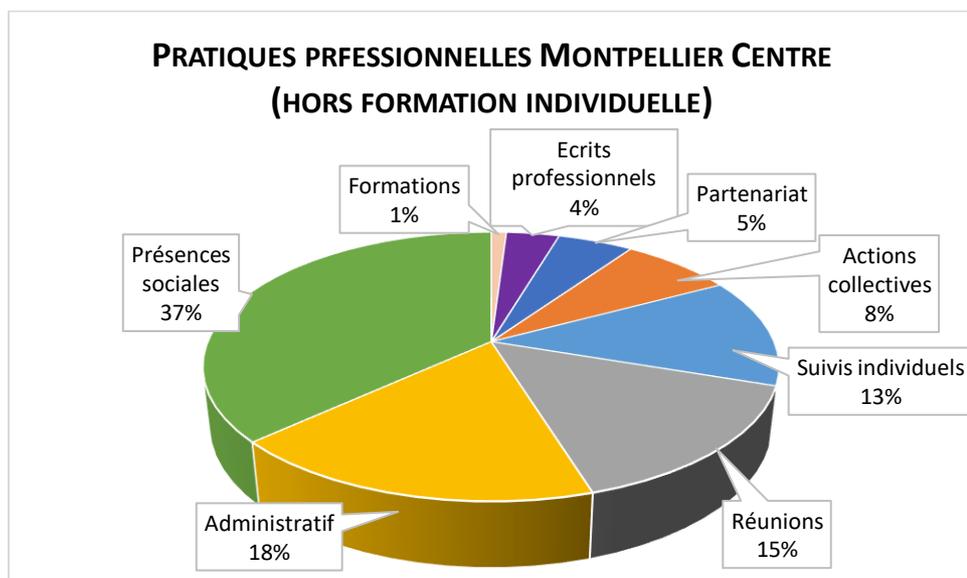
En 2023, le service poursuivra l'ensemble des actions déjà engagées en 2022 et réactualisera son projet social éducatif de territoire en déterminant les axes prioritaires.

L'action sera centrée sur :

- Le public adolescent et notamment sur la prévention du décrochage scolaire. Nous souhaitons augmenter notre visibilité dans les établissements scolaires en présentant les missions de l'association dans les classes de 6°.
- La Permanence à la MPT G. Brassens. Un travail de recensement des besoins du public féminin de 12 à 18 ans est à mettre en relation avec les différents partenaires qui interviennent sur le territoire.
- L'articulation de travail en menant des actions de territoire avec le PRE.
- L'Animation de la commission jeune du Reso Pailladin sur la question de la place des filles.
- L'approche des groupes des 18 – 25 ans en travaillant autour de l'insertion professionnelle via les chantiers éducatifs en se rapprochant des différents acteurs liés à l'ANRU.
- Le soutien aux familles en menant des actions ponctuelles sur le territoire

F. Service Montpellier Centre

1. Pratiques professionnelles



La présence sociale reste encore la modalité de travail la plus employée sur ce service spécifique de centre-ville. L'errance du public présent sur ce secteur conduit le service à renforcer sa présence sociale. Les entretiens socioéducatifs de suivis des jeunes accompagnés se font principalement pendant ces temps de présence en rue.

Le service a pu expérimenter pour la première fois une permanence éducative avec le support du « Camion Bleu » d'APS34. Ce camion, aménagé afin de mener des entretiens individuels ou de proposer des temps en petit collectif, a été stationné de juillet à septembre sur le parking du lycée Joffre. Bien que cet emplacement ne soit pas favorable à un repérage satisfaisant de la permanence, la qualité des échanges avec les personnes venues en entretien a montré la pertinence d'un tel dispositif. Nous espérons pouvoir reconduire cette expérience sur une plus longue période et à proximité des lieux de regroupements des jeunes de centre-ville.

Avec cette nouvelle modalité de présence sociale, repérée et régulière, le service espère d'une part créer un rituel et une habitude de rencontre individualisée avec les personnes accompagnées sur ce secteur, gagner en visibilité pour favoriser les orientations et pouvoir conduire des entretiens mieux formalisés et confidentiels.

Le service a également poursuivi les temps de présence sociale commune bimensuelle avec le CAARUD Réduire les Risques, dans une démarche de prévention et de réduction des risques pour les publics de – de 25 ans. Nous avons également expérimenté des temps communs avec l'équipe – de 25 ans du SAO CORUS. Cette modalité s'est pérennisée à raison d'un créneau mensuel.

¹ Les temps de formation et de stage de l'éducatrice en apprentissage ont été retirés des statistiques afin de présenter une version plus fidèle de l'activité du service.

Ces temps partenariaux d'aller vers permettent de raccrocher des jeunes très éloignés vers les dispositifs de santé et d'urgence sociale, de reprendre une démarche de parcours et de faciliter les orientations réciproques.

Enfin, sur Aiguelongue, le service gagne en visibilité par une présence régulière les mercredis après-midi et participe régulièrement à des activités coorganisées avec les partenaires locaux. Le service organise des activités en direction des adolescents un mercredi par mois sur la place Rosa Parks avec l'association Bien Vivre à Aiguelongue. Il co-encadre des sorties organisées par la MPT Dubout lors des vacances scolaires et participe activement aux événements portés par la Commission d'Insertion.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Montpellier Centre	232	171	170	79	253	209	550	430	493	59	813	225	40	3724

Le public de moins de 12 ans est très présent sur le quartier d'Aiguelongue. Le service va régulièrement se présenter à ces enfants et leur famille. Les parents présents font encore peu de demandes aux éducateurs. Mais une présence continue et régulière favorise la sollicitation du service notamment lors de l'entrée au collège.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Centre	3	2	17	10	15	10	6	9	3	2	3	1		81

→ Les chantiers

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Centre					4		2	2	3					11

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

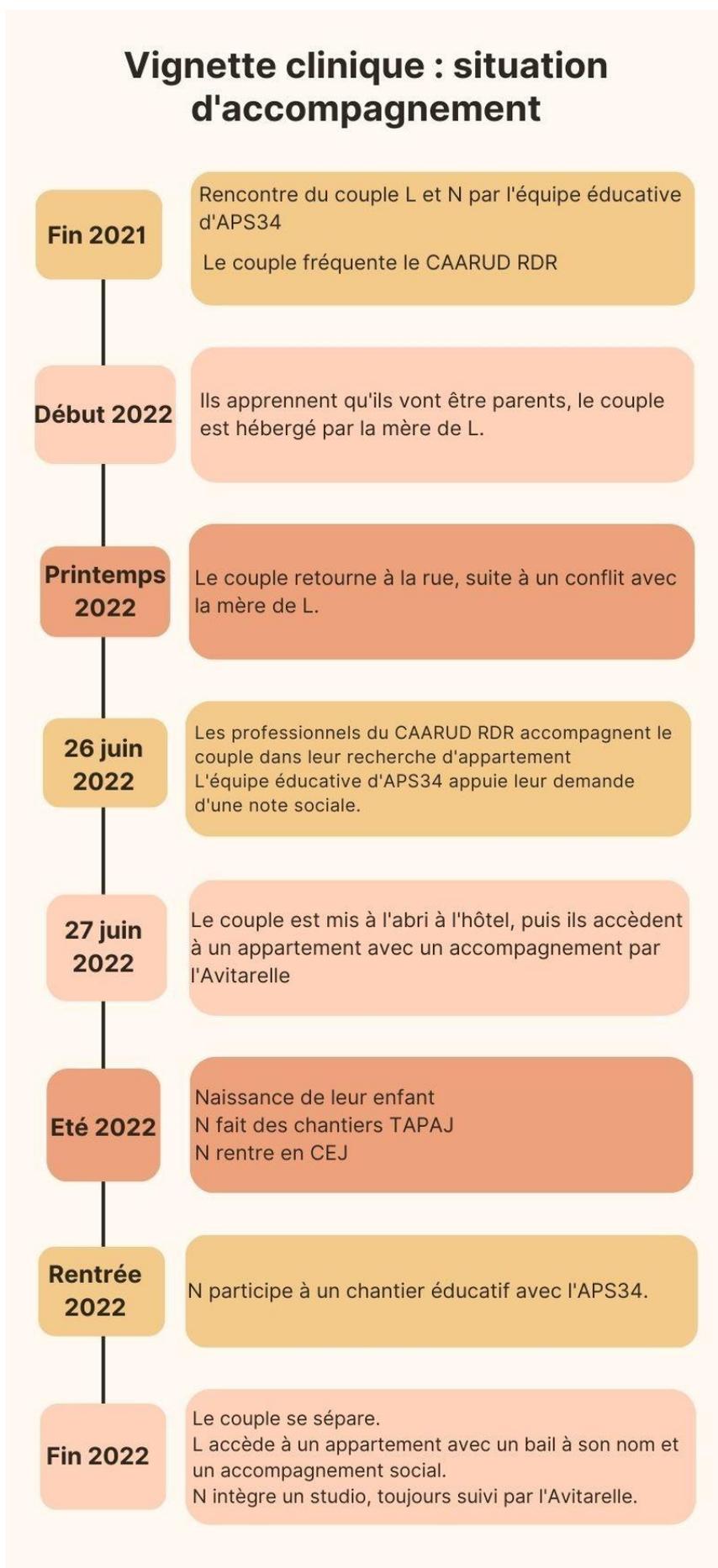
Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel MTP CENTRE	572
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	343.5
Accompagnement femmes	207
Accompagnement membre famille	15.5
Non renseigné	7.5

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
Montpellier centre	2		4,25	16,75	101	167,75	166,75	9	69,5	12	15,5	7,5	572

Cette année a été particulièrement marquée par des accompagnements dans le domaine de la santé et du raccrochage vers un parcours d'insertion pour les jeunes majeurs suivis depuis plus d'un an par le service éducatif.

Ces personnes ont pu participer à différents chantiers éducatifs conduisant à une remobilisation dans leurs démarches et leurs projets. À la suite des chantiers, certains jeunes en errance ont intégré un hébergement, d'autres ont entamé un parcours d'insertion professionnelle. Enfin pour quelques-uns, l'expérience du chantier a permis de prendre conscience de certains freins notamment de santé, qui ont pu être verbalisés et à présent, accompagnés. Ces situations sont suivies dans une cohérence et une complémentarité partenariale très efficiente.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

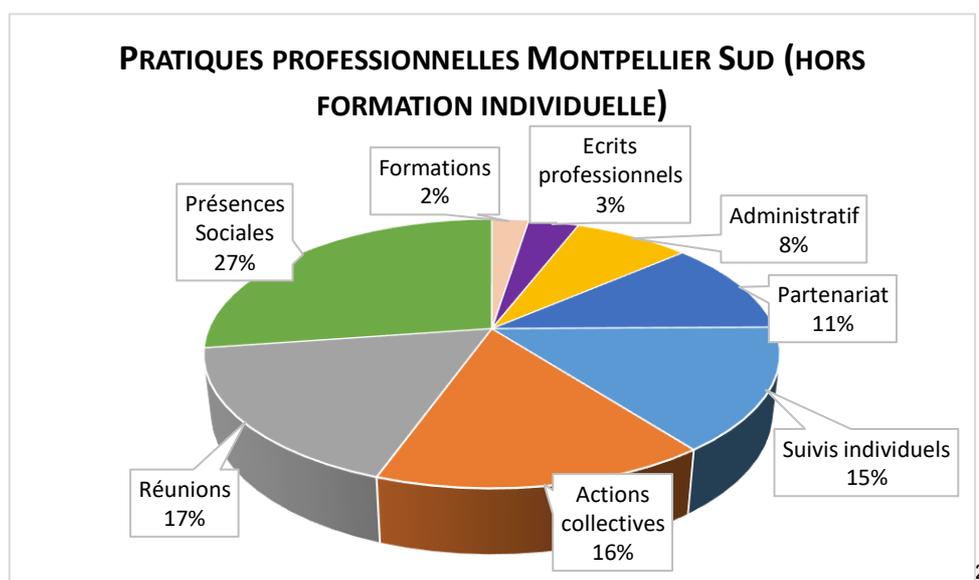


6. Axe spécifique de développement d'actions

L'équipe éducative a participé à la réactualisation de son projet de service, validé en décembre 2022. Ce travail de 6 mois a permis de faire un focus sur les besoins des publics accompagnés sur ce large secteur Centre-ville – Gambetta – Aiguelongue. La question de l'errance des jeunes majeurs, de la fugue des mineurs et de leurs traumatismes sous-jacents restent au cœur des priorités de ce service spécifique. Le service de prévention spécialisée Montpellier Centre reste le seul dispositif socioéducatif de Protection de l'Enfance en mesure d'aller au plus près de ces enfants et jeunes majeurs en danger en centre-ville et aux abords de la gare. Le service souhaite s'inscrire durablement dans ce territoire, gagner en visibilité et en capacité d'accueil inconditionnel de cette fuite en avant que vivent ces adolescents, afin de les accompagner à accepter une mesure de protection ou à accéder à des services répondant à leurs besoins.

G. Service Montpellier Sud

1. Pratiques professionnelles



Le service Montpellier SUD a connu du mouvement de personnel pendant l'année 2022. L'organisation de ce service a toutefois permis une stabilité de son action, illustrée par le maintien de son activité (stabilité des présences sociales et des temps d'actions collectives entre 2021 et 2022).

La baisse des suivis individuels (- 4%) mais la hausse du partenariat (+2%), souligne la reprise de développement de projets avec davantage de structures et de partenaires. De ce fait, certains suivis et accompagnements ont pu être orientés plus aisément vers des partenaires.

Globalement, la répartition de l'activité du service reste à 70% en direction des publics.

Les regroupements en centre de formation de l'éducatrice en apprentissage ont été retirés des statistiques du service.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
Montpellier Sud	340	180	1645	1067	1302	319	1371	229	407	15	249	40	80	7244

Au global, nous observons une légère baisse des contacts dans la rue.

² Les temps de formation et de stage de l'éducatrice en apprentissage ont été retirés des statistiques afin de présenter une version plus fidèle de l'activité du service.

Hausse des contacts avec le public féminin des 16-17 ans (+173) et des 18-21 ans (+83), que nous pouvons expliquer par l'augmentation d'actions collectives à leur destination. Il s'agit là d'un axe important du développement de notre service sur 2022.

Pendant l'année 2022, le service s'est recentré sur la présence aux abords du collège de la Croix d'Argent afin de gagner en visibilité sur ce secteur. Ce renfort s'est fait au détriment de la présence sur le parvis du collège Gérard Philippe, plus favorable aux rencontres. Le service a toutefois maintenu son partenariat autour de la prévention du décrochage scolaire avec cet établissement et continue de rencontrer ces adolescents dans le quartier St Martin. La mise en place d'interventions au sein du collège de la Croix d'Argent permettra de rééquilibrer les présences sociales sur les deux établissements.

On observe une diminution de plus de 50% des contacts avec le public des +25 ans ce qui démontre la réussite de notre service quant au rajeunissement du public rencontré.

On note également une stabilité quant aux contacts avec le public 16-21 ans, passant de 3540 contacts en 2021 à 3221 en 2022.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Sud		8	63	70	16	14	11	8		1			15	206

→ Les séjours

Typologie des participants aux séjours														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Sud		2	7	5		1		2						17

→ Les chantiers

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
MTP Sud								1						1

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel MTP SUD	502
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	212.5
Accompagnement femmes	238.5
Accompagnement membre famille	51
Non renseigné	0

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires													
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné													
Tranche d'âge	11-15 ans	11-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
MTP sud	62	61	23	55,5	65	44	36,5	10,5	18	67,5	51	8,5	502

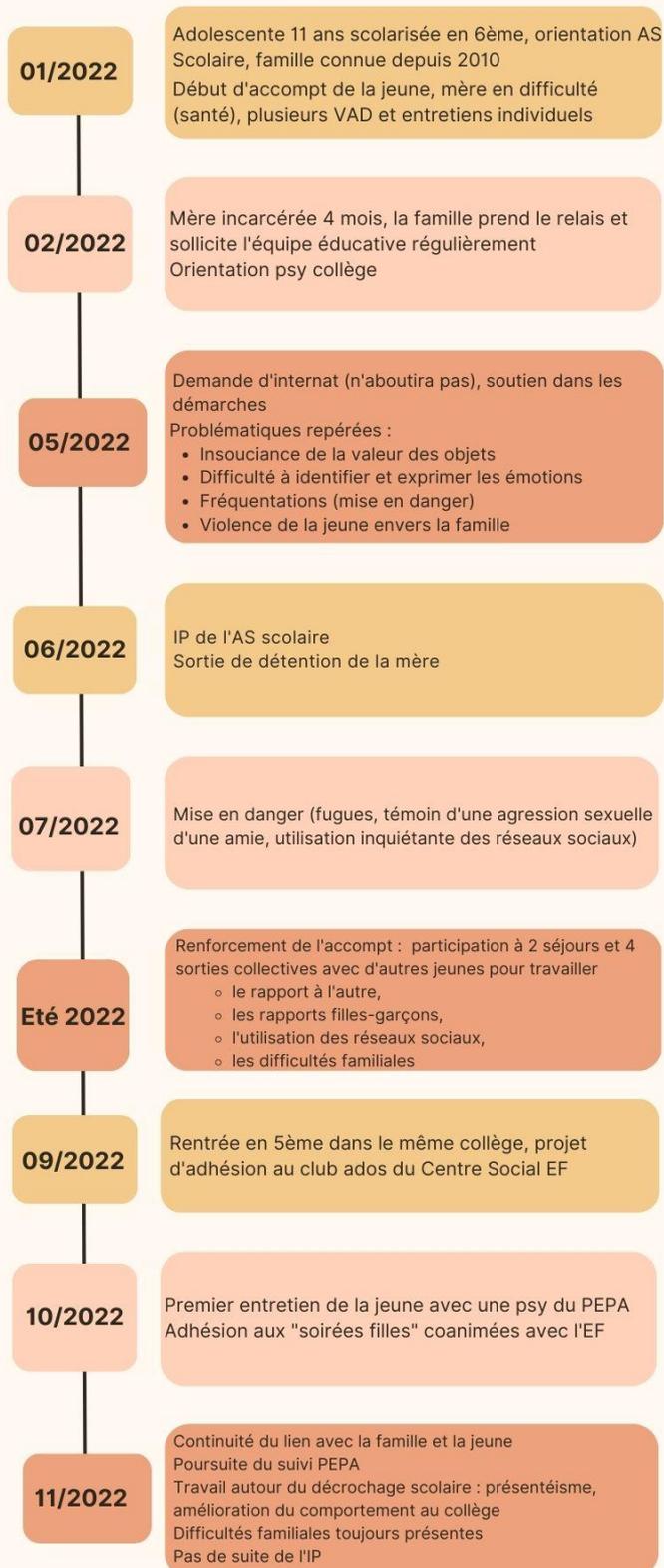
Pour l'année 2022, on observe une hausse des suivis des jeunes femmes sur les tranches d'âges 16-17 ans et 25 ans et plus. Elle reflète l'action portée par le service en direction du public féminin (travail auprès de groupes féminins qui a permis de libérer la parole de certaines).

Des changements dans l'équipe professionnelle peuvent être à l'origine de la diminution de certains suivis notamment sur le public 11-15 ans et les hommes de plus de 25 ans.

Globalement nous observons une tendance à la légère baisse des suivis 18-21 ans et une baisse plus sensible des hommes de 22 ans et plus. Cette catégorie d'âge est dans une recherche d'autonomie et fait davantage appel à nous pour du soutien ponctuel à l'insertion socioprofessionnelle. C'est pour cette tranche d'âge que nous cherchons à développer nos partenariats afin de les orienter au mieux et faciliter leur adhésion à d'autres institutions.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Vignette clinique : situation d'accompagnement



Nos perspectives 2023 vis-à-vis de cette situation :

Proposition d'un accompagnement à la MFR de Gallargues et Gigean

Continuité de l'accompagnement et des liens avec la famille et les partenaires.

6. Axe spécifique de développement d'actions

Le service Montpellier SUD maintient la poursuite de son travail autour de l'axe prioritaire de la prévention du décrochage scolaire et par un renforcement du partenariat avec les intervenants en direction des collégiens.

Cet axe se décline en plusieurs actions :

- L'accueil des élèves exclus ou repérés comme décrocheurs. Cette action se décline principalement en accompagnements individuels et visites à domicile.
 - o Raccrochage et remobilisation dans le parcours scolaire
 - o Evaluation des freins et difficultés potentielles
 - o Rencontre avec la famille pour un soutien éventuel
- L'augmentation de la visibilité du service au collège de la Croix d'Argent
 - o Présentation du service lors de la rentrée des 6èmes
 - o Permanence une fois par mois dans la cour et dans le foyer
 - o Points réguliers avec la communauté éducative de l'établissement

Cet établissement n'ayant pas dans ses abords d'espace propice à la rencontre, ce renforcement permet de mieux repérer les travailleurs sociaux et facilite les sollicitations. Une action similaire est envisagée par la suite dans le collège Gérard Philippe (quartier Près d'Arènes).

- Co-animation de soirées débats dédiées aux collégiens avec l'Espace Famille ADAGES
 - o Une soirée par mois, pour évoquer des questions liées au quotidien des adolescents.

Les débats sont organisés en mixité ou par genre, afin de lever les réticences à aborder certains sujets. Ces temps ont permis de mieux repérer les missions des éducateurs et de repérer des jeunes en grande difficulté.

- Participation aux réunions de la commission jeunesse de la MPT Escoutaire

Echange sur le quotidien des adolescents dans leur quartier et soutien à des projets collectifs citoyens.

- Accompagnement de 6 adolescents et jeunes majeurs à la construction d'un projet dans le cadre d'un CAP Jeune collectif.

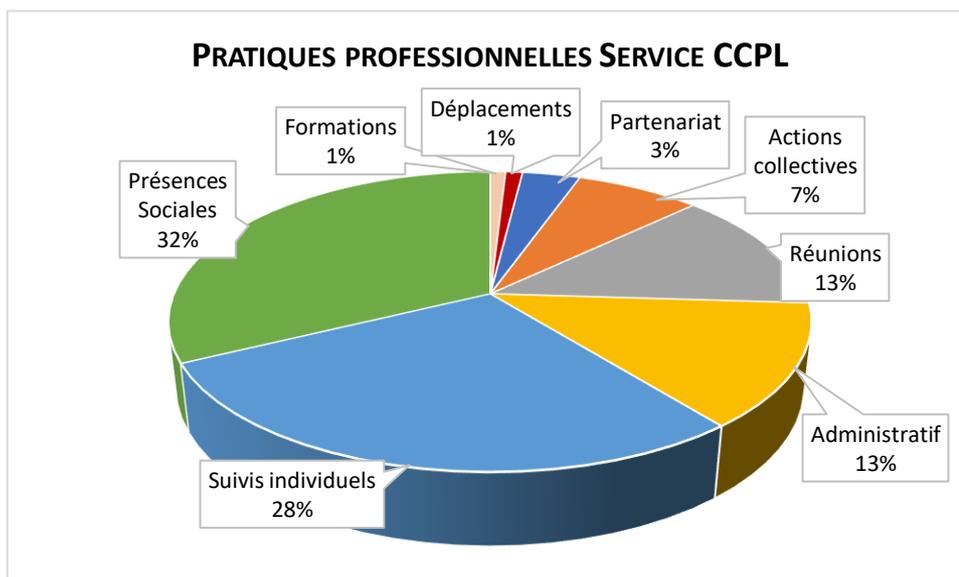
Ces jeunes gens souhaitent apporter leur contribution en proposant des temps d'animation en direction des enfants de leur quartier. Cette mobilisation autour d'un projet collectif a eu pour effet une remobilisation de ces derniers dans leur parcours de formation et d'insertion.

L'équipe éducative a participé à la réactualisation de son projet de service, validé en janvier 2023. Ce projet réaffirme la priorité portée à la prévention du décrochage scolaire par un renfort de son intervention en direction du public 11-15 ans. L'année 2022 a montré la réussite de cette orientation. Le service poursuivra en 2023 son effort d'intervention mais reste limitée par sa capacité en termes de postes éducatifs.

Par ailleurs, le vieillissement à venir de ces adolescents conduit le service à anticiper de potentielles ruptures de parcours à 16 ans et travaille dès l'année 2023 à construire une intervention dédiée aux grands adolescents et jeunes majeurs, notamment autour de la remobilisation à travers des projets citoyens, par le biais de chantiers éducatifs.

H. Service Communauté de Communes du Pays Lunellois (CCPL)

1. Pratiques professionnelles



Nous pouvons constater une augmentation de 13% des présences sociales. Celle-ci a été possible grâce aux renforts « Bataillons de la Prévention » constitué de 2 travailleurs sociaux supplémentaires au sein du service. Ce renfort a permis d'accentuer la présence sociale sur la commune de Lunel mais également de déployer plus de temps de présence sur les communes de Lunel Viel et Marsillargues. Aussi, le développement de créneaux fixes pour l'atelier vélo a permis de réaliser des présences sociales aux abords du Parc Jean Hugo, et nouvellement sur le parvis de la Gare de Lunel.

Nous constatons également une diminution des suivis individuels de 11% et une augmentation des actions socio-éducatives avec la réalisation de divers chantiers.

2. Nombre de contacts dans la rue :

Service	M<12ans	F<12ans	M 12-15ans	F 12-15ans	M 16-17ans	F 16-17ans	M 18-21ans	F 18-21ans	M 22-24ans	F 22-24ans	M>25ans	F>25ans	Cell famille	TOTAL
CCPL	586	374	2475	1648	1628	619	971	496	562	260	693	367	380	11059

Le nombre de contacts en rue a plus que doublé entre 2021 et 2022, ainsi, on observe +6071 contacts. Cela est en lien direct avec la hausse significative des temps de présences sociales sur les territoires et le bénéfice des renforts de prévention spécialisée. Le public féminin est particulièrement en hausse : +1990 contacts toutes tranches d'âges confondues. Cette dynamique fait partie des axes de travail du service pour 2022.

Nous observons également une forte hausse de contacts pour les publics 12-21 ans, notamment avec le déploiement sur les communes aux alentours.

3. Les actions collectives éducatives

→ Les activités socio-éducatives (activités à la journée)

Typologie des participants aux activités socio-éducatives														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
CCPL			32	11	18	9	6						15	91

Les actions socio-éducatives sont diverses et variées. Elles s'adressent à l'ensemble du public rencontré et accompagné. Elles s'organisent avec la participation de partenaires associatifs ou institutionnels. L'année 2022 a permis aux jeunes comme aux familles de bénéficier d'actions collectives comme : équitation, initiation VTT, accrobranche, plongée, groupe de parole en mer à destination de groupes de mères de famille, randonnées, ou encore, l'école ouverte pour préparer la rentrée avec le Collège Frédéric Mistral de Lunel.

→ Les chantiers

Typologie des participants aux chantiers														
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille /														
Tranche d'âge	Moins de 12 ans	Moins de 12 ans	12-15 ans	12-15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	
CCPL					13	6								19

Nous avons mis en œuvre différents chantiers éducatifs avec des jeunes aux profils variés mais surtout avec de la mixité. En effet, nous avons accueilli des jeunes en chantier dans le cadre de notre atelier de réparation de vélo et lors de la semaine de la parentalité organisée sur l'ensemble de la CCPL. Nous avons pu accompagner des jeunes dans la mise en place des différents espaces, mais aussi à participer à l'animation d'ateliers. L'organisation de service a permis une couverture sur une semaine complète et sur différentes communes : Lunel, Entre-vigne, Marsillargues...

4. Nombre d'heures d'accompagnements individuels

Nbre d'heures de travail consacrées à l'accompagnement individuel CCPL / AET	1763.25
Typologies des accompagnements en nbre d'heures	
Accompagnement hommes	521.5
Accompagnement femmes	957.25
Accompagnement membre famille	236.25
Non renseigné	48.25

Nombre d'heures d'accompagnements individuels : typologie par sexes, âges et territoires

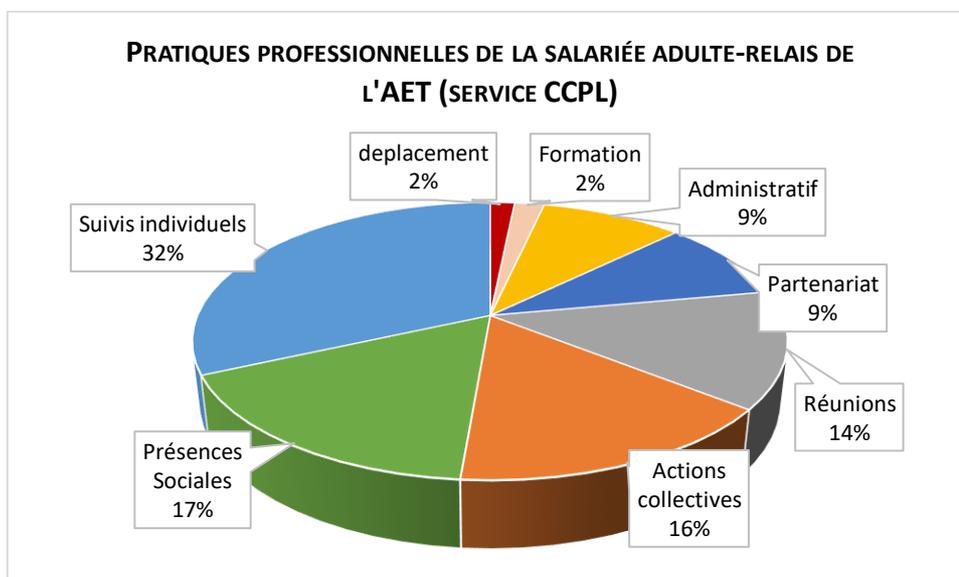
H : Homme / F : Femme / Fam : Famille / NR : non renseigné

Tranche d'âge	11- 15 ans	11- 15 ans	16-17 ans	16-17 ans	18-21 ans	18-21 ans	22-24 ans	22-24 ans	25 ans	25 ans	/	/	TOTAL
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Fam	NR	
CCPL/AET	55,75	103,25	24,25	49,5	81,5	392,25	86,25	37,75	251,5	325,25	236,25	119,75	1763,25

Les suivis individuels sont légèrement en baisse car le focus a été placé sur les présences sociales et par conséquent la rencontre avec le public sur l'espace public. La diminution des suivis des 11-15 ans s'explique en partie par l'orientation et la prise en charge de l'accompagnement par les partenaires adaptés aux situations.

On constate une forte hausse pour le public 18-21 ans hommes et femmes : +186.5h. Avec un intérêt particulier pour l'accès aux droits et à l'insertion professionnelle.

De même, le public féminin de plus de 25 ans a augmenté de 100.75h. Contrairement aux hommes : -82,5h. Cela s'explique par la priorité donnée à la rencontre avec le public féminin. De ce fait, il y a un équilibre des sexes dans cette catégorie de public



Un travail autour de la répartition des tâches effectuées par la salariée adulte-relais a été réalisé de manière à mieux appréhender la transversalité de son poste.

Bien que les suivis individuels constituent la majorité de son temps de travail, on peut désormais observer une hausse des actions collectives, liée à l'arrêt des restrictions sanitaires sur les sorties éducatives mais également à des besoins différents des jeunes accueillis sur le dispositif.

Le partenariat reste stable puisque la majeure partie du travail a été réalisé en amont.

Les temps d'administratif ont diminué de 6%.

5. Vignette sur un parcours d'accompagnement par le service

Le 29 mars 2022 à Lunel a eu lieu la journée de l'Apprentissage au sein de l'espace des Arènes. Cette journée, organisée par la Ville de Lunel, le Pôle Emploi et la Mission Locale Jeunes, a réuni 36 partenaires pour l'orientation scolaire et professionnelle, avec l'ambition de faire découvrir les métiers qui recrutent en contrat d'apprentissage. La journée avait donc pour objectif d'informer les jeunes sur les possibilités quant à leur orientation professionnelle.

De nombreux acteurs du territoire étaient présents : Pôle emploi, la Mission Locale d'Insertion, le Centre de Formation et d'Apprentissage, des artisans, employeurs et institutionnels. Ainsi que l'équipe lunelloise d'APS34 ainsi que le Service Inter-secteurs Jeunes Majeurs étaient présents.

C'est un total de 419 visiteurs qui a été décompté par les agents de la ville. Ainsi, plusieurs classes de collèges et lycées ainsi que l'Ecole de la Deuxième Chance se sont déplacées lors de cette journée. Certains professeurs avaient prévu un temps dédié à l'orientation et à la réflexion sur le projet professionnel de leurs élèves. Certains professionnels d'associations étaient également présents pour se renseigner sur les différentes trajectoires possibles, dans le cadre de leurs accompagnements. De cette manière, nous avons pu orienter certains acteurs en nous appuyant sur notre réseau.

La présence du service a induit de nombreuses rencontres, certaines spontanées, d'autres organisées. Cela a été l'occasion d'accompagner des jeunes auprès de structures partenaires afin de faire du lien et d'échanger en confiance quant à leur parcours scolaire et / ou professionnel. Certains jeunes étaient déjà connus de notre service lors de rencontres durant des présences sociales ou lors d'interventions en milieu scolaire.

Nous avons également pu rencontrer les services de la ville et les acteurs majeurs de l'insertion auprès des jeunes du territoire.

Objectifs du service :

- Amener les jeunes à réfléchir à leur orientation professionnelle
- Maintien du lien avec certains jeunes et renforcer l'identification quant à l'accompagnement vers l'insertion professionnelle / la formation
- Se faire connaître auprès de nouveaux jeunes / parents
- Rencontrer et se faire identifier par d'autres partenaires (maison des ados, E2C, CFA) / acteurs du territoire (gendarmes, délégué du préfet)

6. Axe spécifique de développement d'actions

Concernant les axes spécifiques du dispositif AET, la priorité demeure la pérennisation du poste dans cette fonction de liens entre établissements scolaires, élèves et familles. Ce maillage partenarial est aujourd'hui repéré et saisi par l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire. Des besoins et demandes émergent pour le public lycéen mais également sur d'autres territoires que la ville de Lunel.

Le principal axe de travail éducatif est au sujet de la mobilité. Tant au niveau des élèves que des familles, la question de la mobilité dans le cadre de la poursuite des études post collège ou lycée pose des difficultés. En effet, nous constatons un refus de mobilité pour les élèves qui préfèrent redoubler ou choisir une section d'étude quelconque afin de rester sur le territoire de Lunel et ne pas changer d'habitudes, de repères et d'environnement.

Aussi, nous constatons, avec les partenaires de ce secteur, que les familles ont également des craintes face la mobilité de leur(s) enfant(s) via les transports en communs pour se rendre à Montpellier ou à Nîmes où les choix de formations sont plus variés. La principale cause de ces craintes concerne la sécurité. Les familles ont des craintes face aux potentiels risques d'agressions ou de mauvaises rencontres sur ces villes. Elles préfèrent alors maintenir leur(s) enfant(s) à Lunel.

C'est donc à partir de ce constat qu'un projet de travail autour de la mobilité avec les familles et les élèves doit se mettre en œuvre avec le concours actif du Centre Social de Lunel, la Maison Jean Jacques Rousseau et le Collège Frédéric Mistral.

Cette action devra permettre aux familles et aux élèves de participer aux portes ouvertes de différents établissements scolaires ou filières professionnelles sur les territoires de Montpellier et Nîmes, et ce, en transport en commun afin de participer à la déconstruction des représentations.

III. Productions écrites thématiques

1. « LES FEMMES SONT MOINS VISIBLES DANS L'ESPACE PUBLIC »

Selon l'ENS, « un espace public peut désigner **un espace accessible à tous et toutes, un espace appartenant à la collectivité, ou un espace dont l'usage est géré collectivement par une communauté**. Il s'oppose à l'espace privé, qui est la propriété d'un individu ou d'un groupe susceptible d'en restreindre l'accès ». ³

Ce groupe de travail s'est réuni afin de mener une réflexion portant sur l'affirmation « les femmes sont moins visibles dans l'espace public ». Le groupe a fait le choix de se limiter à l'espace public « physique » en opposition à l'espace « numérique ».

Nous avons dans un premier temps échangé sur les différents constats vécus par les éducateurs participants. Nous avons pu faire ressortir différentes thématiques transversales à nos questionnements. Nous nous sommes répartis en deux sous-groupes afin de rechercher des ressources documentaires en lien avec ces thèmes et avons enfin synthétisé nos pistes de réflexions et d'action.

Synthèse des échanges en interservices

Une séance a été consacrée au recensement des différents constats et observations des services éducatifs.

De manière générale, les enfants et jeunes adolescents sont plus visibles dans l'espace public et dans des rapports mixtes. Passé le collège, les filles perdent en visibilité par rapport à des groupes de jeunes masculins. Pour autant les équipes éducatives les rencontrent à l'aide de différents supports (chantiers réservés aux filles par exemple). Ces jeunes filles nous disent qu'elles sortent moins, à des heures différentes de nos présences dans les quartiers, vont dans l'espace privé d'autrui.

Plusieurs thématiques de questionnements sont issues de ces échanges :

L'urbanisme et la dynamique des quartiers

Chaque QPV a son propre agencement de bâtiments, d'habitations et d'espaces de rencontres. En fonction de l'aménagement urbain, les équipes éducatives ont pu observer une différence d'utilisation de l'espace. « Les murs facilitent la présence. Dans un espace cloisonné on voit plus les femmes sortir ». Les équipes ressentent des espaces plus ou moins sécurisants en fonction de l'agencement. Nous nous questionnons alors sur l'impact que cela peut avoir sur les habitudes de vie des habitants.

Certains quartiers sont très peu investis par certaines catégories d'habitants. « Peu de jeunes, très peu de scolarisés, population plus âgée, dans le monde du travail, n'occupe que peu l'espace public. »

L'espace public n'est pas forcément pensé pour les femmes.

Des familles quittent les quartiers car ils se délabrent, « Ils restent les plus précaires, les moins sociabilisés, les personnes très isolées ».

³ École normale supérieure de Lyon. (s.d.). Espace public — Géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/espace-public#:~:text=Un%20espace%20public%20peut%20d%C3%A9signer,%20restreindre%20l'acc%C3%A8s>

Les éducateurs ont également observé les changements dans les dynamiques de quartier : Des quartiers voient disparaître leurs commerces, leurs terrasses de café, des associations dont le but était de créer du lien entre les habitants, et en particulier les femmes.

Ces modifications impactent les comportements dans l'espace public. Le peu de terrasses sont occupées par des hommes exclusivement, apparition de points de deals, sentiment d'insécurité. Les filles et femmes sont peu visibles dans l'espace public, à fortiori en soirées. Elles sont visibles lorsqu'il y a des offres de loisirs, des invitations à participer à quelque chose.

Les moins de 16 ans sont plus visibles aux abords de lieux « sécurisés » par groupe de 4 ou 5.

Il y a l'invisibilité physique et l'invisibilité sociale.

Les déplacements des jeunes femmes

Les jeunes femmes de 12 à 25 ans sont visibles dans les quartiers. Elles ne sont pas invisibles de nos partenaires. Toutefois, le constat globalement partagé souligne leurs déplacements. Ces jeunes, passé un certain âge, sont systématiquement en mouvement, elles ne vont que d'un point A à un point B, elles sont « en transit », vont « chez » une amie, sont « de passage », à l'occasion de courses.

En fonction de l'implantation géographique du quartier, des jeunes prennent le bus pour aller dans Montpellier ou à la plage. Nous nous questionnons sur l'activité possible de ces jeunes femmes en dehors du quartier.

La surveillance des jeunes femmes

Les équipes partagent globalement le constat que les jeunes femmes sont généralement plus surveillées que leurs homologues masculins.

« Jusqu'à 18 ans elles n'ont pas forcément le droit de sortir loin, on les voit sur l'espace public, là où c'est visible. »

Les regards pèsent sur les jeunes femmes, elles n'ont pas envie de l'affronter, elles font attention à leurs comportements, à leurs attitudes. Elles subissent une pression et veulent également « respecter leur famille », notamment les grands-parents.

Les équipes ont pu observer des jeunes filles en binôme, à proximité de leur habitation, dissimulées dans des coins, non loin de leurs cousins.

Le regard de l'autre pose des problèmes. Elles sont soucieuses du « qu'en dira-t-on ». Cela modèle leur vision de l'espace et leur pratique. « Ça parle beaucoup, peur de la réputation ». Elles doivent justifier tous leurs faits et gestes.

Nous faisons l'hypothèse que c'est aussi pour ces raisons que les jeunes vont à la plage éloignée de chez eux.

Nous relevons également des demandes de ces jeunes de se retrouver entre filles, dans un espace clos, sécurisant, sans la présence des garçons.

Les présences et activités « genrées »

Les équipes éducatives constatent que la visibilité des femmes est liée à la vie de famille.

« Il y a des créneaux horaires où les femmes sortent, en particulier à l'heure des entrées et sorties d'école ».

Les jeunes se retrouvent en mixité dans les espaces jeunes jusqu'à la puberté des jeunes filles, période où on les perd pendant 3-4 ans. Elles reviennent plus tard avec une autonomie différente.

Des jeunes filles peuvent utiliser le city stade jusqu'à 13-15 ans, avec les garçons. Après, le regard des autres les poussent à ne plus s'y déplacer.

La présence des garçons est tout autant spécifique à leur genre. Ils se regroupent dans certains espaces, plutôt à distance de leur habitation, également par respect pour la famille (ne pas fumer devant leur hall d'immeuble par exemple). Ces endroits ne sont pas accueillants pour les jeunes filles. Certains petits quartiers sont presque exclusivement occupés par des garçons ou s'il y a des femmes, elles sortent avec leurs enfants.

L'émancipation des femmes peut être un sujet délicat à partager avec les familles. Les jeunes femmes sont particulièrement sollicitées dans la sphère privée.

Questionnements :

Dans l'urbanisme des quartiers, les places sont attribuées, chacun à une place et il est difficile de s'en décharger. Les filles vont-elles à l'extérieur du quartier trouver un lieu ressource ? Parviennent-elles à se mettre à l'abri du regard du quartier ? En ressentent-elles le besoin ?

Nous avons fait le constat d'une modification de leurs activités, en particulier sportives. S'agit-il d'un choix lié à d'autres envies et aspirations, est-il subi, sont-elles exclues de ces activités du fait de leur genre et/ou répondent-elles à un rôle social différent qui leur est attribué ?

Comment perçoivent-elles la place des hommes et des garçons dans l'espace public ?

Enfin, quels sont les impacts, bénéfiques, risqués, à porter des activités non-mixtes dans les domaines des loisirs et du sport ?

Comment travaillons-nous avec le constat bien réel de cette séparation des espaces entre les hommes et les femmes ? Comment portons-nous des activités séparées, mixtes ?

Comment nous projetons-nous dans un espace collectif mixte partagé ?

Ressources littéraires et documentaires :

De tout temps, la construction sociale des femmes et des hommes s'est réalisée dans la différence de leur genre, de leur sexe, de leurs attitudes et comportements, ainsi que par une appropriation différente de l'espace public et privé.

Ces dernières décennies, des évolutions dans les comportements se sont révélées par une prise de paroles des jeunes femmes et une volonté de reconquérir une liberté perdue. Entre « *murs invisibles* » (Guy Di Meo⁴) et « *représentations communes* » (Horia Kebabza⁵), nous observons en tant qu'éducateurs spécialisés, présents quotidiennement sur les quartiers, des volontés de changements, d'émancipations, voire d'équité.

De nombreux stéréotypes subsistent dans les quartiers et éloignent les possibilités de mixité de genre dès l'adolescence. On observe un poids fort de la pression familiale, du regard d'autrui, de la société et des médias.

Les impacts sociaux et spatiaux sur la visibilité des femmes dans l'espace public sont multiples.

⁴ Di Méo, G. (2012). Les femmes et la ville. Pour une géographie sociale du genre. *Annales de géographie*, 684, 107-127. <https://doi.org/10.3917/ag.684.0107>

⁵ Kebabza, H. (2007). « Invisibles ou parias » Filles et garçons des quartiers de relégation. *Empan*, 67, 30-33. <https://doi.org/10.3917/empan.067.0030>

Urbanisme et Promiscuité :

L'espace public est un espace profondément politique, lieu de conflits et de prise d'intérêts. La loi d'urbanisme française signée en 1943 par Pierre Laval a permis, par la suite, la création des « cités de grands ensembles » dans les quartiers. Les barres d'immeubles, ont alors été créés dans un souci de lot, faire grand, faire vite pour accueillir nombre de travailleurs pauvres en aval des guerres afin de participer à la reconstruction de la France. On parle d'urbanisme fonctionnel. Cependant, les spécialistes se sont rendus comptes que cela créait une ségrégation à plusieurs niveaux : sociale, économique, et démographique. Le « *problème des banlieues* »⁶ s'est immiscé progressivement à l'égard des concentrations des problématiques vécues par les populations de ces grands ensembles. Or les situations sociales y sont disparates, c'est le regard extérieur qui en donne l'image.

Les conséquences de ces logements construits dans l'urgence sont qu'aujourd'hui l'architecture de ces immeubles donne un effet écho : chaque parole émise en bas est entendue, les logements sont collés, tout s'entend, tout se sait. Cette promiscuité sociale crée une pression supplémentaire envers les jeunes femmes car tout est entendu, vu, déformé, et répété. Cela crée une peur liée au poids des représentations d'autrui, sur la réputation qui peut s'induire. Personne ne veut être assimilé à une mauvaise réputation.

Ces territoires sont généralement moins dotés d'école, de lieux de culture et de loisirs. Cette non-mixité sociale creuse un fossé autour de ces jeunes femmes qui ont l'impression de ne pas pouvoir sortir de leur situation et de devoir répéter le schéma familial.

Espace public et Précarité :

La manière dont ont été pensées les mobilités de chacun dans les espaces publics sont en défaveur des femmes (Edith Marejols)⁷ car pensés par des hommes sans le prisme de la femme qui ne vit pas les mêmes tensions, pressions, au quotidien. Il y a une norme silencieuse de la non-mixité.

Aujourd'hui, de plus en plus de femmes font le choix de poursuivre leurs études au-delà de la scolarité obligatoire. Ce choix a un impact fort à la fois sur la société et son développement mais également sur l'équilibre des espaces tels que déterminés depuis plusieurs décennies. Les femmes sont alors plus présentes dans des espaces davantage institutionnels, fermés, à pouvoir. Elles se retrouvent en conséquence moins dans la rue, à trainer, ou dans des parcours illicites.

La pauvreté de certains ménages pousse les femmes à abandonner les études tôt pour s'occuper des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. Le mari, par convention, travaille et subvient aux besoins financiers de la famille. Les jeunes filles par mimétisme réalisent des tâches domestiques sans poser de question. Il est alors naturel pour elles de garder les petits frères et sœurs à domicile, après l'école, là où les grands frères ont une liberté de mouvements et peuvent rester dans la rue. Les jeunes filles ont ce devoir d'être « gentilles » et d'accepter les situations imposées. Dès l'adolescence, on perçoit une disparition de ces dernières de la rue et des espaces partagés à la vue de tous. Elles deviennent davantage discrètes, en mouvement.

⁶ Avenel, C. (2009). La construction du « problème des banlieues » entre ségrégation et stigmatisation. *Journal français de psychiatrie*, 34, 36-44.

⁷ Tillous, M., Maruéjols, E., & Waller, M. (2022, 6 janvier). Les villes, espaces des inégalités de genre (Q. Lafay). Consulté le 28 mars 2023, à l'adresse <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/geographie-a-la-carte/les-villes-espaces-des-inegalites-de-genre-9753315>

Les jeunes femmes sont alors perçues à travers leur corps, tel des objets, on attend d'elles davantage de réussites et d'accomplissements. Les hommes, dès l'enfance, sont perçus pour des sujets, leur parole et leur place sont légitimes et non remises en cause.

Pour conclure, ce ne sont pas les jeunes filles, adolescentes, et / ou femmes, qui ne sont pas visibles dans l'espace public mais elles se sont appropriées un espace qui leur semble sécurisé et où elles sont en confiance. Ce ne sont pas les femmes, mais les minorités, qui sont moins visibles sur l'espace public que les « hommes ».

En tant qu'éducateurs de rue, professionnels du travail social, nous côtoyons chaque jour des jeunes issus de quartiers populaires. Il est de notre responsabilité de transformer ces lieux, ou du moins la vision que les jeunes en ont, en environnements apaisés, accueillants, ouverts et sécurisés.

Rôle sociaux genrés et stéréotypes de genre dès l'enfance

Les stéréotypes s'observent en crèche notamment par les pratiques professionnelles : « face aux pleurs d'un bébé, les adultes interpréteraient plus souvent ces derniers par de la « peur » pour une petite fille, alors que, pour les garçons, ils seraient plus souvent interprétés comme de la « colère ». ». Delphine Desgarceaux, coordinatrice pédagogique et éducatrice de jeunes enfants de la crèche PimPamPomme explicite également que : « *Les enfants vont vite remarquer si on les considère différemment selon leur sexe. Or, le risque, c'est qu'ils intériorisent très tôt les stéréotypes de genre et les rôles sociaux différenciés selon que l'on soit un garçon ou une fille. Cela entraînera donc des conséquences sur leur construction et tendra donc, par la suite, à reproduire un schéma inégalitaire entre les hommes et les femmes. Or, les neurosciences montrent, qu'à la naissance, filles et garçons ont le même potentiel : c'est l'environnement social de l'enfant qui va alors avoir un impact considérable sur la construction de son cerveau.* »⁸.

Ségrégation spatiale dès la cour d'école

L'étude menée par Edith Maruéjols estime que, dans une cour de récréation, plus de 70% de l'espace est occupé par les garçons, en jouant au football notamment. D'autres études ont montré qu'à partir de l'entrée au collège, l'accès aux équipements de loisirs devient restreint pour les filles. Elles deviennent rapidement invisibles dans l'espace public, structuré notamment autour des stades, skate-parks ou autres boulodromes. Il est important de renforcer, diversifier et donner de la place aux activités des filles dans l'espace public en construisant des équipements favorisant la mixité. Edith Maruéjols complète : « *L'organisation, très répandue, des cours avec un terrain de foot, contribue grandement à cette ségrégation : les garçons occupent une place centrale, alors que les filles sont reléguées aux coins. Elles sont invisibilisées. Même si elles sont nombreuses, on ne les voit pas.* ». Ce constat a été travaillé notamment avec des dessins des enfants, où les filles sont souvent représentées près des toilettes, un endroit discret. « *Quand on demande aux enfants de dessiner leur cour, le terrain de foot apparaît toujours au centre, même s'il ne l'est pas. Dans l'esprit des garçons comme des filles, le terrain de foot crée une échelle de valeurs de ce qui est important, à savoir les garçons, et de ce qui ne l'est pas, c'est-à-dire les filles. Cela montre à quel point le foot est le jeu dominant.* »

⁸ Pimpampomme. (s. d.). Consulté le 28 mars 2023, à l'adresse <https://www.pimpampomme.fr>

Par conséquence, « *Les cours de récréation sont aménagées de façon à ce que les filles — et les enfants non « conformes », par exemple ceux en surpoids —, ne se sentent pas légitimes à occuper l'espace. Ce qui, dès l'enfance, remet en cause une égalité de droit, celle entre les femmes et les hommes.* »⁹.

Filles et garçons : l'offre de loisirs¹⁰

Une autre étude menée par Edith Maruéjols et Yves Raibaud porte ces conclusions :

- L'offre de loisirs subventionnée, toutes activités confondues, s'adresse en moyenne à deux fois plus de garçons que de filles
- Les filles décrochent à partir de l'entrée en sixième, elles disparaissent des équipements et espaces publics destinés aux loisirs des jeunes. On ne peut pas attribuer cet effacement des filles de l'espace public à une « nature » ou des « prédispositions » féminines, car chaque fois qu'une offre particulière est faite pour le public féminin (danse hip-hop, football et rugby féminin) ou un public mixte (orchestres de jeunes, théâtre, activités sportives de plein-air), elle remporte un franc succès. Quels murs invisibles, quelles barrières les empêchent de participer plus massivement à la proposition publique de loisirs ?
- Les activités non mixtes masculines sont beaucoup plus importantes que les activités non mixtes féminines. Dès l'entrée en sixième, la séparation des sexes dans les loisirs s'accroît et amplifie le décalage entre les activités masculines et féminines. La séparation des sexes n'augmenterait-elle pas l'inégalité des pratiques et l'hégémonie des garçons dans l'espace public ?
- Les pratiques de loisirs semblent très fortement imprégnées des stéréotypes de sexe, au point que le choix d'une activité ou d'une autre paraisse déterminant dans la constitution des identités sexuées par les enfants et leur famille : aux garçons les activités valorisant la force, l'agressivité, le collectif, l'occupation physique de l'espace public ; aux filles les activités privilégiant la grâce, la sensibilité, l'effacement, l'espace fermé ou privé. Quelle place pour les filles et les garçons qui ne correspondent pas à ces stéréotypes de sexe ? Quelle possibilité pour des pratiques sportives, artistiques ou de loisirs mixtes à partir de l'adolescence ?

Le chiffre le plus marquant concerne les tranches d'âge des 14-18 ans. L'essentiel de l'offre publique de loisirs s'adresse alors aux garçons.

L'école : les stéréotypes féminin/masculin

Nous avons tendance à créer des catégories de personnes en surestimant les ressemblances, ce qui accentue les différences entre « nous » et les autres : « *Les stéréotypes ont ainsi un double visage : ils sont structurants pour la pensée, mais ils peuvent conduire à des généralisations qui amènent à commettre des erreurs de jugement.* ». [...] « *Notamment chez les enfants, ils sont mobilisés pour délimiter les frontières entre ce qui est permis et ce qui est défendu. Ils ont aussi une fonction de réassurance : les*

9 Maruéjols-Benoit, E. (2014). Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes Pertinence d'un paradigme féministe [Thèse de doctorat en géographie]. Université Bordeaux Montaigne

Mariéjols-Benoit, E. (2018, 17 septembre). « Dans les cours de récréation, les filles sont invisibilisées » (C. Bouanchaud). Le Monde.fr. Consulté le 28 mars 2023, à l'adresse https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/09/16/dans-les-cours-de-recreation-les-filles-sont-invisibilisees_5355861_3224.html

10 Maruéjols Édith, Raibaud Yves. Filles/garçons : l'offre de loisirs – Asymétrie des sexes, décrochage des filles et renforcement des stéréotypes. In: Diversité, n°167, 2011. Les jeunes des quartiers. pp. 86-92.

stéréotypes de genre agissent comme des repères, en réaction à l'incertitude sur les rôles sociaux des hommes et des femmes d'aujourd'hui. »¹¹

Ces stéréotypes se forment également tout au long de la scolarité en distinguant les différences entre les élèves filles et les élèves garçons. « De fait, le groupe des pairs du même sexe diffuse et contrôle les normes en matière de comportement approprié à son sexe. Pour les filles, ces normes concernent en particulier l'apparence physique et le comportement avec les garçons ; avec ces derniers, il faut être pleine d'attention, ménager leur susceptibilité, surtout ne pas avoir l'air (trop) meilleure qu'eux. » [...] « Les stéréotypes du masculin et du féminin constituent de fait un tel corset qu'au total, comme l'ont montré des travaux canadiens, l'affranchissement des stéréotypes de sexe s'accompagne d'une meilleure réussite scolaire, pour tous les jeunes : les élèves les plus brillants sont les filles un peu « masculines » et les garçons un peu « féminins ». Cet affranchissement est certes plus répandu dans les milieux favorisés, mais ce résultat n'en donne pas moins à réfléchir sur le caractère fonctionnel ou au contraire délétère d'une forte différenciation des rôles de sexe. »¹²

Vocation parentale

D'après l'INSEE, « L'opinion selon laquelle les femmes disposeraient de compétences supérieures pour prendre soin des enfants et seraient plus enclines à le faire persiste : une personne sur deux considère que les mères savent mieux répondre aux besoins et aux attentes des enfants que les pères. La « vocation parentale » des femmes apparaît comme la clé de voûte permettant l'articulation entre des compétences déclarées identiques et une division sociale du travail toujours largement organisée en fonction du sexe des individus. [...] Les femmes rejettent plus souvent que les hommes ces stéréotypes de genre, en particulier lorsqu'ils renvoient à leur vocation parentale présumée. En outre, l'adhésion à ces idées a diminué, y compris au cours des dix dernières années (en 2014, 22 % des personnes interrogées souscrivent au modèle de la femme au foyer, contre 43 % en 2002). »¹³.

Conclusions et Préconisations

Ce travail de « recherche » nous conduit à nous questionner sur nos actions en prévention spécialisée. Bien que les études tendent à montrer que cette question est sociétale, que la présence féminine reste moindre que la masculine dans l'ensemble des espaces publics, il nous semble important de penser notre action dans les quartiers prioritaires où nous intervenons, dans ces « microcosmes » où les rapports sociaux peuvent être exacerbés.

L'utilisation de l'espace public semble être le reflet de rapports sociaux, de codes établis. La façon dont nous menons nos actions peut-elle influencer ces enjeux collectifs et individuels ? A notre petite échelle, que portons-nous, que faisons-nous ?

¹¹ Duru-Bellat, M. (2016). À l'école du genre. *Enfances & Psy*, 69, 90-100.

¹² Duru-Bellat, M. (2016). À l'école du genre. *Enfances & Psy*, 69, 90-100.

¹³ Insee Références, édition 2017 - Dossier - Rôles sociaux des femmes et des hommes, p°81

Des expérimentations ont pu être menées dans différentes régions. D'une réflexion sur l'organisation urbaine aux marches exploratoires des femmes, nous pouvons poursuivre nos recherches sur les initiatives prises localement et les soutenir.

Également, nous pouvons aller à la rencontre de ces jeunes filles afin de leur demander comment elles imaginent leur quartier de demain ?

Comment, à APS 34, travaillons-nous avec le constat réel de cette séparation des espaces ?

Comment pensons-nous nos actions en genres séparés et mixtes ?

Comment ramener les groupes dans de la mixité ?

Nous constatons qu'il est difficile pour les femmes et les minorités dans les quartiers d'exprimer leur insatisfaction quant à la place qui leur est dévolue. Nous pouvons nous servir des ressources qui sont propres à notre expertise professionnelle pour permettre :

- De libérer la parole des individus concernés ;
- De comprendre les intérêts et prises de position de chacun ;
- De se mettre en posture d'écoute et non de sachant ;
- D'être force de proposition afin de diminuer les contraintes « invisibles » subies par ces jeunes.

Plusieurs pistes d'actions ont été énumérées par le groupe :

- Se rendre visible dans le quartier, soutenir les animations de quartier ;
- Créer des espaces pour permettre à des groupes de femmes de s'isoler ;
- Faire du DSL (lutte contre l'isolement et augmente le pouvoir d'agir des habitants) ;
- Monter des projets pour valoriser le jeune et le quartier.

Pour la participation à cette production écrite, nous souhaitons remercier l'engagement de Aurore Lochouarn, Erwan Many, Oussama Labroumi, Johanna Labbe, Claire Saint Arroman, Lydia Galuola, Chloé Giavarini, Tifenn Bouilly.

2. « L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE LES FILLES ET LES GARÇONS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES »

Dans nos missions de prévention spécialisée au sein de l'APS34 et dans les différents quartiers d'interventions, nous sommes très souvent confrontés à la question des genres, et plus précisément, au rapport entre les filles et les garçons.

A travers nos différentes interventions éducatives nous constatons que les rapports entre les genres évoluent, voire se dégradent. Au départ de ce travail de réflexion, nous nous dirigeons sur la thématique : « les rapports filles garçons se détériorent », puis, c'est au cours d'un débat que nous avons fait le choix d'orienter notre recherche sur "**l'évolution des rapports entre les filles et les garçons dans les quartiers prioritaires**" qui reflètent sur des micro-territoires les mutations de notre société.

Dans un premier temps nous allons définir ce qu'est la jeunesse, évoquer la place de la famille et du relationnel entre les jeunes, puis démontrer comment se construit une culture du genre.

Nous finirons cette réflexion sur des préconisations de perspectives de travail à mettre en œuvre pour réaliser des actions de prévention et/ou socio-éducatives dans des ambiances apaisées et détendues afin de se battre contre les stéréotypes de genre qui sont généralement prédominants dans les quartiers prioritaires et entraînent des risques d'augmentation des violences entre les genres.

Qu'est-ce qu'être jeune ?

Contextuellement, il est primordial de préciser la période de vie que représente la jeunesse. Aujourd'hui, pour l'INSEE, cette période s'inscrit entre 15 et 29 ans. Néanmoins, certaines études sont plus favorables d'englober la tranche d'âge des 12-29 ans. **A l'APS34**, notre public cible de Prévention Spécialisée, par mandat territorial, est compris entre 11 et 25 ans. Qu'elle que soit la tranche d'âge de référence, cette période de vie est marquée par de nombreux changements. C'est l'âge de l'entrée au collège, puis au lycée / en formation, puis vers la vie active et l'accès au logement avec une autonomisation progressive. *Bernard Roudet explicite : « Au fur et à mesure de leur insertion dans la vie professionnelle, en fonction de leur niveau d'études et de leurs acquis culturels, les individus construisent leur position sociale »*¹⁴.

A cette construction sociale s'ajoute une construction psychique. En effet, l'entrée dans l'adolescence est une période cruciale dans la construction individuelle. C'est la période où les parents, vu comme modèles identificatoires, sont peu à peu remis en question et la construction se fait à travers le groupe de pairs. C'est également la période où la règle est questionnée, où l'on vient se confronter à cette dernière pour peu à peu l'intégrer. C'est également l'étape de la majorité et de l'entrée dans la vie active et de l'acquisition progressive de responsabilités (sociales, économiques, pénales, etc...).

La jeunesse définit donc une période de construction, à la fois sociale et psychique. Elle est la période qui fait de chaque personne un être singulier. Les jeunes résidents en QPV (Quartier Prioritaire de la Ville) ou QRR (Quartier de Reconquête Républicaine) n'échappent pas à ce schéma. Cependant, aux difficultés rencontrées communément par tous les

¹⁴ B. Roudet, « Qu'est-ce que la jeunesse ? », *Après demain*, n°24, octobre 2012

jeunes, d'autres viennent s'ajouter. Ces quartiers sont, catégorisé plus sensibles aux risques sociaux. Les jeunes issus de ces quartiers connaissent souvent la précarité financière, des difficultés liées au logement, un accès plus complexe à la culture et à l'éducation, la stigmatisation, etc... Cette liste, non exhaustive, expose des difficultés supplémentaires à l'ascension sociale, au développement individuel et à la différence des genres.

La jeunesse est une période de la vie de l'Homme marquée par un grand nombre de changements. C'est le passage de l'enfance, à la vie adulte, de la candeur à la responsabilité, de la dépendance à l'autonomie.

Les relations femmes-hommes dans l'Histoire

Pour aborder la relation hommes femmes d'un point de vue historique, il est aisé de mettre en avant les différences légales induites aux femmes.

Commençons par une petite question : en quelle année a été mis en place le suffrage universel direct en France ? 1848 ou 1944 ? Pour beaucoup d'historiens, c'est en 1848 que le suffrage universel direct est créé. Pour autant, le droit de vote des femmes est lui daté en 1944. De ce fait, on parle de suffrage universel en 1848 qui exclue la moitié de la population.

Comme l'explique Fabrice Virgili dans son article intitulé L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui¹⁵ : *"L'histoire des femmes est aussi une histoire sociale, celle de l'arrivée de femmes diplômées, candidates à des postes jusque-là toujours détenus par des hommes."* Si au départ beaucoup de travaux on était fait pour aborder la domination masculine et l'émancipation des femmes, cela a évolué avec les années pour tendre vers une vision centrée sur l'universalité plutôt qu'une opposition de genre."

Dès l'enfance, la vision des capacités des femmes est différenciée de celles des hommes. Les aptitudes sont relatives aux possibilités réelles d'un individu, dans ce qu'elles aimeraient être et faire, or, les familles espèrent qu'elles vont s'émanciper davantage, faire des études, et sortir du quartier. Il leur est porté une pression de la réussite. Les jeunes garçons sont plus souvent moins cadrés par les familles, libres dans leurs choix, dans leurs mouvements, ils ont un confort au quartier, là où les jeunes filles sont poussées à poursuivre des études et à pouvoir démontrer une réussite sociale, professionnelle, financière. De fait, les relations sont de plus en plus complexes entre les genres puisqu'ils ne sont pas estimés de la même manière, dès l'espace familial, scolaire, social.

La place des familles

En tant qu'éducateurs de rue, nous constatons une différence concrète entre l'éducation filles / garçons au sein des familles :

- Les familles se montrent plus permissives avec les garçons pour les sorties et présentent moins de vérifications sur leurs activités extérieures.
- Les filles sont plus responsabilisées sur les tâches familiales et sur l'éducation des plus jeunes des fratries. Elles ont tout intérêt à revenir au domicile directement après l'école pour garder les petit-frères, s'occuper des tâches ménagères, du repas, ... Ces tâches leurs sont imposées.

¹⁵ Virgili, F. (2002). L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°<sup> 75), 5-14. <https://doi.org/10.3917/ving.075.0005>

- Les familles établissent davantage de vérifications sur les fréquentations des filles, par peur de mauvaise réputation, des “on dit” qui pourrait se répercuter sur l’image de la famille dans le quartier.
- Les familles craignent plus de laisser les filles partir faire des études, une formation, ... elles ont un accès moindre à la mobilité sur les études supérieures ou sous couvert d’un membre de la famille vivant dans une autre ville et pouvant accueillir la jeune fille. Les familles expriment moins de peur pour leurs garçons mais dans la globalité, l’idée que leur enfant soit sans “surveillance” d’un proche les inquiète.
- Les garçons peuvent être « missionnés » par la famille ou « s’auto-missionner » pour surveiller les jeunes filles à des fins de “respect”, de maintien de “l’honneur” familial.
- Les familles témoignent de plus d’exigence et de contrôle sur la scolarité pour les filles. Ils ont la volonté qu’elles réussissent et soient une fierté pour la famille, la communauté, ... A contrario, les familles montrent un suivi moindre sur la scolarité des garçons, l’école n’est pas vu pour eux comme un facteur déterminant.

Ces constats, non exhaustifs, confortent notre démonstration concernant la souplesse adressée dans l’éducation des garçons et la pression portée par les jeunes filles chez qui l’on recherche un comportement exemplaire, tant dans l’espace public que privé. Cette différence d’éducation alimente de nombreuses tensions dans l’évolution des jeunes, les relations qu’ils entretiennent et les stéréotypes qu’ils propagent. La maitresse de conférences en Psychologie et sciences de l’éducation Cendrine MARRO prend ce parti : *« En continuant à considérer que le genre est important dans l’éducation, nous alimentons les inégalités et les stéréotypes. Ainsi, favoriser et tendre vers des observations non genré, permettra de développer la perception des inégalités et favorisera des comportements plus neutres et objectifs dans l’éducation des enfants. »*. En effet, plus il y a d’inégalités dans les éducations et plus il y a de risques de violences entre les genres, puisque l’autre n’est pas compris dans son entité propre. C’est à ce titre notamment que nous constatons une montée croissante des violences entre les sexes, et ce, de plus en plus jeune.

Les relations filles /garçons dans les “quartiers”

Les relations entre les filles et les garçons dans les quartiers populaires varient en fonction de nombreux facteurs comme la culture, la religion, l’âge, le niveau de revenu et la région géographique.

Cependant il est possible de généraliser certains aspects de ces relations. **La typologie des lieux d’implantation des équipes de l’APS34 étant différentes** (zones urbaines, d’hypercentre ou rurales), les processus sociaux peuvent en être nuancés. Par exemple, le flux de personnes dans un centre-ville favorise les interactions entre les genres, là où dans certains « quartiers », la population étant moins hétérogène, l’approche des personnes inconnues peut être plus compliquée.

Dans certains territoires, il peut y avoir une forte pression sociale pour que les filles et les garçons se caractérisent de manière stéréotypée, conformément aux attentes de genre traditionnel. Les garçons peuvent être encouragés à arborer un comportement dominant, voir agressif, tandis que les filles sont encouragées à être dociles. L’approche de genre se basant sur une répartition des espaces de vie. Les réponses institutionnelles apportées renforcent le clivage privé/public entre les filles et les garçons et contribuent à pérenniser les stéréotypes et les rôles de genre. En effet **nous apercevons** que, les filles participent

davantage aux activités « *du dedans* » comme la cuisine et les garçons aux activités « *du dehors* » comme le sport.¹⁶

Dans le même temps, il peut également exister des relations amicales et respectueuses. Les amitiés entre les sexes peuvent être fondées dans des intérêts communs, des activités de loisirs ou simplement des liens d'amitiés, parfois de soutien mutuel.

Cependant les rapports d'amitié tendent à diminuer lorsque les jeunes passent dans l'adolescence et notamment au collège. Dans cette période de vie, la violence et le harcèlement peuvent être exacerbés dans les quartiers populaires où il y a une forte pression sociale pour se conformer aux normes.

Les pressions présentent de toutes parts induisent les jeunes à réitérer des comportements connus, entendus, ou bien vus sur les réseaux sociaux. Cette pression crée sans aucun doute des coercitions entre les sexes. Les rapports filles garçons dans nos quartiers d'intervention sont complexes et variés. **Or, à l'APS34** des stratégies d'approche et d'accompagnement des publics dit « invisibles », et particulièrement les filles sont mises en œuvre afin de ne pas contribuer à ce clivage des genres.

La mixité, bien qu'elle soit complexe à travailler est l'un des **objectifs posés notamment lors de l'organisation d'actions collectives quelles qu'elles soient, séjours, activités à la journée, chantiers éducatifs**. Parfois, pour amener les jeunes à travailler les questions liées au rapport des genres nous nous autorisons à construire des temps d'activités avec des groupes non mixtes. Il est important de comprendre l'ensemble des facteurs sociaux culturels qui influencent ces relations et de travailler en équipe à la création d'environnement sécuritaires et respectueux pour tous ces jeunes.

Une construction genrée différente

Comme le pédopsychiatre Daniel Marcelli¹⁷ l'énonce dans l'extrait suivant : « *Psychiatre d'adolescents, je constate régulièrement l'importance à cet âge des relations aux pairs. Elles sont fondamentales et font partie des besoins développementaux de l'adolescent. Mais il est remarquable de constater que filles et garçons ne gèrent pas de la même manière ce besoin, surtout en début d'adolescence, autour de 12/15 ans. D'une manière générale les garçons sont plutôt tournés du côté de la bande de copains quand les filles préfèrent la relation avec une ou deux amies.* », nous constatons dans notre **quotidien de professionnel** qu'il nous arrive plus régulièrement de rencontrer des groupes de garçons en rue alors que les filles sont plus souvent en binôme ou trinôme. **Dans le travail de rue**, nous côtoyons plus régulièrement les jeunes qui se socialisent sur l'extérieur. Aussi, nous ne pouvons pas poser une analyse sur les adolescents enfermés chez eux et qui souffrent de phobie sociale.

Nous sommes en accord avec l'analyse de Marcelli qui consiste à dire que les garçons se renforcent par l'effet de groupe et s'autorisent à explorer le monde extérieur. A l'inverse, les filles sont plus enclines à s'épancher sur de longues discussions. Toujours selon le même auteur, elles investissent « *la théorie de l'esprit* » c'est-à-dire qu'elles réfléchissent sur les pensées de l'autre et se questionnent beaucoup.

¹⁶ Horia Kbabza et Daniel Welzer-Lang, *Jeunes filles et garçons des quartiers : une approche des injonctions de genre*

¹⁷ D. Marcelli, *Garçons/filles. La différence des sexes, une question de physiologie ou de culture ?*, In *Adolescence* 2007/2 (T.25 N°2), Editions GREUPP, pages 321 à 339.

Dans notre culture occidentale, un constat, soulevé par les écoutants de *Fil Santé Jeunes*, est fait sur la différence de cheminement de pensée des garçons et des filles, même si le but à atteindre peut-être identique. De ce fait, les garçons vont plus souvent se questionner sur comment ils peuvent agir sur leur environnement alors que les filles vont plus se demander quelles sont les intentions de ses semblables. Ainsi Marcelli nous explique que « *les hommes cherchent à instrumentaliser le monde, à le démonter pour ensuite le remonter à leur guise, tandis que les femmes cherchent à percer le mystère des intentions d'autrui comme fil rouge à leur comportement.* ».

En tant **qu'éducateur de rue**, nous ne pouvons qu'appuyer cela, tout en n'excluant pas, encore une fois, qu'il peut y avoir des exceptions. Nous constatons chez les groupes de jeunes filles une propension à exprimer plus facilement leurs besoins, rêves, envies, etc. C'est peut-être cela qui pousse les groupes de filles à bien souvent demander des activités de loisirs qui permettent de se poser et d'échanger. Par opposition, les groupes de garçons sont bien plus dans la demande d'activité où le faire est à l'honneur et où nous pouvons les valoriser sur leurs actions plus que leurs paroles. Au-delà du choix d'activité, dans nos échanges notamment sur les relations de genre (sujet le plus abordé chez les adolescents), nous constatons effectivement que les garçons vont plus s'intéresser à l'aspect technique et pratique de la sexualité, alors que les filles seront plus tournées vers l'autre et les ressentis de chacun.

Quel que soit le genre, défini ou non, choisi ou non, en tant qu'éducateur de prévention, nous nous devons de nous adapter au mieux en fonction des besoins de chacun. Il est important pour nous de noter qu'une analyse générale ne constituera pas pour nous dans notre façon de travailler une règle applicable à tous.

Constats et parole d'éducateurs

- Les jeunes en générales et particulièrement les garçons vivent une transition difficile lorsqu'ils passent de l'enfance à l'adolescence, ils expriment vivre une pression sociale plus importante et notamment sur le fait d'être dans une « bande »,
- Les jeunes craignent le regard des autres,
- Sur un même quartier, les garçons ont plus de "droits" que les filles,
- Des parents refusent la mixité dans les actions,
- Il y a une forte répartition genrée sur l'espace public.
- Arrivés au collège les jeunes ne veulent plus se mélanger entre genre
- Les jeunes parlent de sexualité entre eux, et ont une définition "très personnelle" de celle-ci.
- Les réseaux sociaux ont modifié la vision du consentement dans les rapports,
- Les jeunes manquent d'espace pour parler des relations filles / garçons,
- Les rapports filles garçons sont un tabou dans les familles (éducation de la sexualité se réalise essentiellement via la pornographie et les réseaux sociaux)
- Le développement des réseaux sociaux facilite les échanges entre les filles et les garçons d'un même territoire ou non. Ces derniers permettent de rester discrets dans les relations amoureuses.

Conclusion et perspectives de travail

Après des siècles marqués par une hiérarchisation des sexes et une domination “naturelle” fait au masculin, les politiques publiques s’emparent petit à petit de ce sujet. Ainsi, la question de l’égalité des genres, notamment dans l’éducation, prend peu à peu une place importante dans le débat.

De ce fait, ces dernières années, le gouvernement en a fait sa grande cause nationale de son quinquennat en créant un Haut conseil à l’égalité entre les femmes et les hommes, et agit, entre autres, en accord avec les orientations politiques du conseil de l’Europe en mettant en place des stratégies pour combattre les stéréotypes de genre et le sexisme dans et par l’éducation.

Il est important de noter que les rapports entre les filles et les garçons ne se détériorent pas dans toutes les cultures et dans tous les contextes mais sa concrétisation dans l’espace public semble plus prononcée dans les quartiers populaires. Cependant dans de nombreux autres cas, les filles et les garçons entretiennent des relations positives et respectueuses, fondées sur l’égalité et le respect mutuel.

En tant **qu’éducateur** il est essentiel de travailler à la promotion de ces valeurs qui sont :

- ★ Le respect de chacun comme un égal en droit et dignité et la valorisation de ses compétences
- ★ La recherche de l’épanouissement et de la qualité de vie comme un moteur de l’activité sociale.
- ★ Le refus d’une approche stigmatisante de la jeunesse.

Les axes de travail en cours et leurs perspectives d’actions :

- Réaliser des actions de prévention sur les réseaux sociaux pour travailler sur les stéréotypes de genre
- Sensibiliser les parents sur le rapport des genres.
- Réaliser des actions de prévention dès la 6ème dans les établissements scolaires.
- Multiplier les interventions en collège / lycée
- Recueillir la parole de manière plus systématique des jeunes et des familles sur leurs visions de la jeunesse et des relations entre les filles et les garçons afin d’ajuster nos pratiques.
- Développer des partenariats ciblés sur la tranche des 12 – 15 ans pour offrir davantage de possibilités d’actions en groupe mixte.
- Créer une boîte à outils pour lutter contre les stéréotypes (par exemple, la création d’une échelle : harcèlement de rue).

Pour la participation à cette production écrite, nous souhaitons remercier l’engagement de Hélène Cruz, Guillaume Gillard, Anessa Rousé, Eva Jerome, Kevin Florella, Max Muller, Blanca Galoffre Esquerda, Aude Charles-Gervais, Priscilla Cadet-Marthe, Hicham El Fezzazi, Tifenn Bouilly.

3. « LES JEUNES SONT DE PLUS EN PLUS VIOLENTS »

« Nos jeunes aiment le luxe, ont de mauvaises manières, se moquent de l'autorité et n'ont aucun respect pour l'âge. A notre époque, les enfants sont des tyrans ». Cette situation attribuée à Socrate fait référence à la jeunesse délinquante d'Athènes, au Vème siècle avant notre ère ...

La violence chez les jeunes est un phénomène qui a toujours existé et s'est diversifié au fur et à mesure des évolutions sociétales.

Nous avons souhaité dans le cadre de ce travail explorer ce cliché largement relayé d'une jeunesse qui serait de plus en plus violente. Pour tenter de répondre à cette question, nous avons tout d'abord souhaité définir et inscrire les phénomènes de violence dans une approche plurielle, cela afin d'en définir les enjeux et d'en cibler quelques aspects sur lesquels nous tenterons d'apporter un éclairage par le biais de nos observations de terrain.

Eléments de contextes : chiffres et apports théoriques

La violence est définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme étant « *l'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès* ». Cette définition inclut tous les types et toutes les formes de violence.

La violence peut être, verbale, physique, psychologique ou encore sexuelle. Nous avons tenté de recueillir diverses données chiffrées et rapports nous permettant de mesurer l'évolution de la violence chez les jeunes. D'après nos explorations, il n'est pas possible d'affirmer que la violence chez les jeunes a augmenté. Certains sociologues, notamment Laurent Mucchielli estiment que c'est le seuil de tolérance de chaque individu à l'égard de la violence qui aurait baissé, à travers un besoin sécuritaire plus important de la part des populations et un recours à la Justice de plus en plus fréquent pour pénaliser les différents phénomènes de violence.

Les phénomènes violents chez les jeunes ont toujours existé. La violence est intrinsèquement liée au processus de construction identitaire de l'adolescent. En recherche de repères, de limites, l'adolescent cherche à éprouver son corps, tester le cadre, se démarquer des autres. Cela peut se produire souvent dans l'opposition et par des comportements violents. La violence peut être vue comme l'expression d'une souffrance, une façon pour le jeune de se faire reconnaître, d'exister, d'être au monde comme un moyen inadapté de gérer le conflit et la difficulté.

Si on s'appuie sur la psychanalyse : les comportements violents, délinquants peuvent être reliés à l'absence de père, plus largement de tiers, représentant le cadre, l'interdit et permettant à l'adolescent, l'accès au symbolique.

On ne peut pas prétendre au travers de nos recherches que les jeunes sont plus violents. On estime toutefois que la violence a probablement évolué et que le prisme sous lequel nous la percevons est différent. Les images d'une société de plus en plus violente abondent, ce qui amplifie fortement le phénomène. Nous avons recentré le sujet sur les

formes de violences les plus souvent constatées par les éducateurs de rue au sein de nos territoires d'intervention.

Les comportements violents chez les jeunes : constats des professionnels de terrain

Nous avons voulu davantage se pencher sur la communication violente des jeunes rencontrés en présence sociale ou sur nos actions collectives. Lorsque nous évoquons la violence des publics dans notre pratique, c'est celle-ci qui revient le plus régulièrement dans nos échanges. Voici donc une liste de constats, faits et paroles de jeunes récurrents sur cette thématique.

- « *Oui, on s'insulte, mais c'est pour rigoler* »
- *Commentaires violents et insultants constatés sur les réseaux sociaux*
- *Diffusion massive de vidéos, contenus violents sur les réseaux sociaux. Accès à des plateformes et applications non censurées*
- *Difficulté/incapacité à prendre du recul sur des propos, attitudes, faits avérés de violence*
- « *La victime d'un fait violent l'a souvent mérité* »
- *Musique écoutée par les jeunes véhiculant voire encourageant les comportements violents*
- *Passage rapide de la rumeur à la violence*
- *Forme de mise en scène de la violence verbale, des conflits. Il faut que ça attire l'œil, que ça se voit. Le moindre conflit prend des proportions rapides.*

Dans nos échanges avec les jeunes, cette violence est minimisée ou banalisée. « Les embrouilles » désignent familièrement des situations de conflits. « *Une affaire de violence sur deux résulte de ce type de conflit entre jeunes, dont l'origine est à la fois confuse et apparemment bénigne*¹⁸ ». Sur le terrain, nous constatons que les protagonistes des embrouilles se connaissent. Ils résident dans le même quartier, ils sont parfois mêmes amis ou fréquentent le même groupe de pairs.

Ces altercations sont régulières et apparaissent comme « normales » pour ces derniers. Si nous les questionnons et décortiquons dans nos approches collectives des groupes, il nous est régulièrement renvoyé le classique « ça va, c'est pour rigoler ! ». Il en est de même pour la musique écoutée par les jeunes faisant très souvent l'apologie de la violence (armes, drogues, sexe, image dégradée de la femme...). La musique peut être vectrice de messages de violence qui semble banalisée. Les échanges entre les jeunes sont souvent marqués par un appauvrissement du langage, une utilisation massive et commune d'un vocabulaire comportant beaucoup d'insultes et mots grossiers.

L'évolution numérique et la forte exposition des jeunes aux écrans apporte un autre type de violence dont nous sommes témoins. Présents sur les principaux réseaux sociaux, nous utilisons ces moyens de communication pour échanger plus aisément avec nos publics, notamment celles et ceux moins présents sur l'espace public. Des contenus et commentaires violents sont régulièrement diffusés par les jeunes sur ces applications. Sans forcément sortir de chez eux, les réseaux sociaux surexposent les jeunes à la violence. Ce qui devrait être un espace de sociabilité devient souvent une arène, sans contrôle, offrant

¹⁸ Rongé, J. (2013). La violence des jeunes. *Journal du droit des jeunes*, 324, p°73. <https://doi.org/10.3917/jdj.324.0070>

une visibilité publique à des conflits personnels. Les réseaux sociaux accélèrent le monde. En quelques heures un fait divers fait le tour du monde et les vidéos deviennent rapidement « virales ». Il en est de même à l'échelle d'une ville, un collège et un quartier.

Préconisations et pistes de réflexion pour le travail avec le public :

En tant que professionnels jouant un rôle éducatif auprès des jeunes, nous nous sommes questionnés sur la manière dont nous devons accueillir cette violence et les réponses éducatives que nous pouvons y apporter.

Voici certaines orientations de travail qui pourraient permettre de soutenir les professionnels dans leur positionnement face à la violence :

Mobiliser les ressources du partenariat :

A des fins de mieux appréhender les situations auxquelles nous sommes confrontés, Il est essentiel de fonder notre intervention en s'appuyant sur les différents acteurs de terrain (associations de quartier, professionnels et référents). Nous sommes tous aux côtés des jeunes quotidiennement et souvent tous informés lorsque des faits de violence sont provoqués par un groupe. Se pose alors la question de la nécessaire mais parfois difficile articulation entre tous ces professionnels. Elle nous apparaît comme essentielle car elle permet une cohérence éducative auprès des jeunes dans le travail mené. Elle est indispensable pour œuvrer aux intérêts des publics accompagnés. La réponse des professionnels ne peut pas être univoque et systématique, elle doit être appréhendée collectivement en mobilisant chacun nos ressources, en fonction des places et rôles éducatifs pour singulariser chaque accompagnement chaque trajectoire collective et ou individuelle. Ce dernier aspect nécessite donc de penser le partage d'informations et la cohérence des réponses apportées dans une stratégie concertée et portée collectivement.

La prévention par la contenance éducative dans nos pratiques professionnelles :

La prévention dans l'accompagnement à l'utilisation des outils numériques est à réfléchir dans nos pratiques : former les jeunes à avoir un regard critique sur la pratique numérique et toutes les violences pouvant en découler nous semble important.

Comme nous l'avons souligné précédemment, la violence verbale que ce soit dans la musique, les relations interpersonnelles ou sur les réseaux sociaux est fortement banalisée par les jeunes. En tant qu'éducateurs en prévention spécialisée, notre rôle est de lutter contre la banalisation de cette violence, et donc de ne pas la taire mais au contraire de pouvoir la parler avec les jeunes. L'exemple des trajets en minibus lors de déplacements collectifs, durant lesquels les adolescents écoutent quasi exclusivement du rap français et ses paroles souvent violentes (armes, drogue, place de la femme...). L'éducateur doit permettre l'ouverture d'un espace de parole et ne pas lui aussi banaliser ces propos, en créant à la fois les conditions favorisant la libre expression du jeune sans dévier vers un espace dans lequel tout est permis. C'est pourquoi, il est important d'élaborer une réflexion sur la posture professionnelle de l'éducateur dans la construction du cadre.

Sensibiliser les parents autour des contenus consultés par leurs enfants

De nombreux parents rencontrés se sentent dépassés ou démunis par les situations et les problèmes auxquels leurs enfants sont confrontés face aux écrans. Nous incitons donc chaque parent à dialoguer et démontrer de l'intérêt à son enfant sur les contenus regardés. Sur un volet collectif, nous souhaiterons renforcer les familles et leurs

compétences en favorisant la rencontre de celles-ci pour permettre d'acquérir des apports théoriques et des conseils de mises en pratique.

L'utilisation de pratiques innovantes pour gérer les phénomènes de violence : quelques illustrations :

L'exemple du café-théâtre : il est possible d'aborder la question de la violence sous un prisme différent que par la parole et la réflexion immédiate. Contextualiser les faits de violence par des mises en scènes théâtralisées, en incarnant un personnage et jouant des scènes qui ont pu être vécues dans la vie de tous les jours, serait un outil pour appréhender le ressenti de celui qui reçoit cette violence. Jeunes et éducateurs pourront par la suite s'exprimer sur ce qui a été vécu durant ces différentes mises en scène.

La pratique sportive et notamment celle de la psychoboxe a été expérimentée dans certaines structures. La pratique de ce sport de combat ayant de fortes représentations comme une pratique sportive « violente », permet en réalité de favoriser l'expression d'une violence et de la transcender.

Pour conclure, afin d'intervenir sur la question de la violence, il nous a semblé essentiel que les éducateurs en prévention spécialisée assument leur rôle éducatif. Les phénomènes de violence chez les jeunes ayant évolué, il est important que les professionnels ciblent les enjeux de ces évolutions ce qui leur permettra d'adapter leurs pratiques professionnelles et être force de proposition pour l'expérimentation de nouveaux outils.

Pour la participation à cette production écrite, nous souhaitons remercier l'engagement de Martin Comes et Jessica Legangneux.

4. « LES JEUNES NE VEULENT PLUS TRAVAILLER »

Toute équipe de service de prévention spécialisée travaillant avec des jeunes en marge des circuits d'intégration scolaire, sociale ou professionnelle pour les y accompagner ou contribuer à les y insérer est fréquemment confrontée à des perceptions et des appréciations diverses relatives au rapport au travail qu'entretiennent les jeunes, qu'ils rencontrent au sein des quartiers prioritaires de la ville.

En l'occurrence, si elles ne sont pas uniques, les représentations, voire les accusations que les jeunes des quartiers ne veulent plus travailler sont fréquentes. Elles sont tant exprimées par des jeunes eux-mêmes, par quelques professionnels du champ de l'insertion et de la formation, par certains des acteurs associatifs de ces mêmes territoires que par quelques représentants institutionnels tant des dispositifs de droit commun propre à l'accès à l'activité que par des représentants des financeurs publics. Bien que plus rarement, Il en va parfois de même parmi les travailleurs sociaux.

Face à ce stéréotype rapporté par bon nombre d'éducateurs et d'éducatrices de l'APS 34, et selon nos observations partagées entre plusieurs professionnels des équipes éducatives de Béziers à Lunel en passant par Montpellier, nous souhaitons ici dire comment nous appréhendons les jeunes que nous rencontrons et accompagnons, quant à leur rapport au travail.

Pour mener notre réflexion à partir de nos observations et témoignages croisés, nous l'avons nourrie et adossée à des ressources externes telles que des études concernant l'emploi des jeunes toutes catégories confondues (Avis et Rapport du Conseil Economique et Social, INSEE, Observatoire des Inégalités), des articles relatifs au rapport qu'entretiennent les jeunes au travail (sociologue, psychologue, philosophe et organe de presse), et telles que des études plus spécifiques relatives à l'accès à l'emploi des jeunes issues de l'immigration vivant dans les quartiers populaires (Lien social et Politiques, Revue européenne des migrations internationales). Nous n'en citons que quelques-unes ici. Nous rapportons également des propos anonymisés de quelques jeunes que nous accompagnons et qui reflètent tant des situations contrastées, des positions que des sentiments.

Ainsi il en va de questionner cette affirmation généraliste, « les jeunes ne veulent plus travailler », un cliché ! Vraiment ?

Eléments de contexte :

En mars 2023, L'observatoire des Inégalités publiait un article de Julie Couronne¹⁹, « Des jeunes qui ne veulent plus travailler ? ». L'auteure relève la production pléthorique de sondages et d'enquêtes qui révèlent que « *.../... nombreux sont les français qui ne se plaisent pas dans leur emploi, ne ressentent pas d'intérêt particulier pour leur métier, voire souffrent dans leur activité.../...* ». Et de développer que le monde enseignant pourrait

¹⁹ Julie COURONNE, chargée d'études et de recherche « Mission études et recherche » à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) texte extrait de « La jeunesse au travail : en finir avec les préjugés » Droits et Libertés n°199 Ligue des droits de l'Homme, octobre 2022.

permettre aux jeunes d'approcher le travail or de tout stress impressionnant lorsqu'il s'agit au sein des établissements d'aborder impérativement le choix des orientations.

Enfin, cette chercheuse conclut en opposant cet effort constant du travail de l'enfant et de l'adulte pour s'adapter à la société, à une entreprise, à une organisation de travail, à un manager, à ce que promeut continûment notre société hédoniste et de consommation visant à ce que nos plaisirs soient satisfaits immédiatement. « *Comment donc, alors, lorsque l'on grandit dans une telle société, peut-on s'inscrire dans le monde du travail ?* ».

Outre la structuration de nos comportements consommatoires, dont ceux des millenials, ces derniers sont-ils des enfants gâtés ou la révolution du travail est-elle en marche dans notre monde occidental, notamment en Europe ?

En janvier 2023, la Chaine ARTE²⁰ recevez une représentante de la génération Z, Kaja Pavlinic, vice-présidente du Réseau de la jeunesse croate, réfutant le terme d'enfant gâté : les jeunes sont désormais tout simplement conscients de leur valeur. Face à elle, le psychiatre suédois David Eberhardt, spécialiste de l'éducation, estime que nous payons aujourd'hui le modèle éducatif des trente dernières années. Les millennials seraient trop choyés, trop protégés et incapables de supporter une quelconque frustration. À leurs côtés, Mariam Khattab, directrice générale de Mozaïk RH, spécialiste de l'inclusion et de la diversité rappelle qu'une partie de la jeunesse n'a tout simplement pas accès au marché du travail. Enfin, Aurore Mréjen, docteur en philosophie et spécialiste d'Hannah Arendt, dont la pensée décrit si bien la crise de sens qui frappe nos sociétés marchande et productiviste, nous indique le changement qui s'opèrent pour les jeunes quant à la valeur travail.

Mais que veulent les jeunes ?

Patrick Cappelli , dans son article "*Travailler, est-ce bien raisonnable ?* », paru en mai 2022²¹ relève l'hétérogénéité des aspirations des jeunes face au travail en distinguant ceux qui aimeraient simplement accéder à un emploi pour subvenir à leurs besoins, et ceux qui souhaitent y trouver du sens et de l'éthique, particulièrement ceux issus des grandes écoles. Toutefois, nous dit-il : « *La valeur travail n'a pas disparu pour les jeunes générations mais elle n'est plus au centre de leur existence.* ».

Pour Julie Bene, qui a réalisé en 2019 l'étude « Les jeunes face au travail, un regard ambivalent reflet de disparités » pour l'INJEP²², « *on a tendance à opposer la jeunesse aux autres générations. Cette approche est trop globalisante. Les plus dotés socialement ont les situations d'emploi les plus favorables, des CDI à temps plein par exemple, et ils sont plus sensibles à ce qu'on appelle la dimension expressive du travail : avoir un poste intéressant, avec des responsabilités, utile à la société. Les jeunes en difficulté mettent plus l'accent sur la sécurité de l'emploi. Pour eux, cette dimension expressive passe clairement au second plan* ». Un point commun à tous ces jeunes, quelle que soit leur situation professionnelle, est l'importance du travail dans leur vie. « *Dire que la valeur travail a disparu pour eux n'est pas forcément vrai. De plus, cette tendance n'est pas née avec les Gen Y et Z, contrairement à ce que l'on pourrait penser. Elle existait déjà pour les générations précédentes. On trouve des articles sur ce thème de la remise en cause du travail par les jeunes depuis les années 1980* » précise Julie Bene.

²⁰ Les jeunes veulent-ils encore travailler ? Emission Chaine ARTE Magazine (France,2022, 45mn) <https://www.youtube.com/watch?v=UksCW8EpzFO>

²¹ CAPPELLI Patrick, Article « Travailler, est-ce bien raisonnable ? », in T La Revue de La Tribune - N°9 ", 07 mai 2022

²² Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, Collection Analyses et Synthèses, article publié le 27 juin 2019

Quant aux jeunes, et notamment ceux que nous rencontrons dans les quartiers populaires dans le cadre de nos actions de prévention spécialisée, la grande majorité sont issue de familles migrantes assez souvent pour raison économiques, et leur rapport au travail diffèrent peu de leurs pairs.

Toutefois, s'ils sont très nombreux à vouloir accéder à une activité rémunératrice confortable, nombreux sont ceux qui rencontrent de nombreux obstacles pour accéder à un emploi, car ils sont soit insuffisamment formés, soit lorsqu'ils sont formés de façon supérieure, ces derniers subissent aussi une discrimination négative du fait d'un « effet quartier » pénalisant.

Les jeunes rencontrés en prévention spécialisée

Nos missions nous destinent à aller vers des jeunes résidant dans des quartiers prioritaires de la ville, au sein desquels lors de notre travail de rue nous rencontrons certains de ceux qui ont décroché des établissements scolaires ou de cursus de formation, d'autres sont arrivés au bout d'une période d'indemnisation chômage ou au terme de périodes sporadiques de travail intérimaire.

Parmi tous ces jeunes gens, un grand nombre ont pu bénéficier ou sont encore inscrits dans les dispositifs d'accompagnements proposés par les services des missions locales pour les jeunes ou par les agences de Pôle Emploi.

La plupart sont visibles et accessibles si nous nous consacrons à leur dédier beaucoup de temps afin d'installer une relation de confiance, et ajoutons aussi ceux qui sont en errance.

Quelques-uns parmi l'ensemble, sortent de période d'incarcération, ou sont en attente d'un jugement pouvant les amener à entrer en établissement pénitentiaire.

Pour les premiers précités, leur âge oscille entre 16 ans et 27 ans en général.

La tranche d'âge majoritaire est celle des 16 ans – 22 ans

Et ils sont qualifiés par les politiques sociales qui leurs sont dédiées en tant que NEET (Jeunes - ni en emploi, ni en étude, ni en formation).

Mais, il est fréquent que nous rencontrions aussi au sein des groupes, des jeunes gens en situation d'emploi plus durable, mais insatisfaits de l'emploi qu'ils occupent.

Enfin, le plus souvent en soirée, nous échangeons aussi avec ceux qui ont constitué leur entreprise individuelle et qui rejoignent leurs amis au quartier. Ces derniers sont plus âgés en général, soit âgés entre 22 et 27 ans en moyenne.

Pour l'ensemble des jeunes que nous rencontrons, y compris pour une partie des décrocheurs scolaires, nous relevons que leur préoccupation majeure est relative à l'insertion économique à près de 80 % des problématiques exposées et diagnostiquées.

Et quant au travail !?

La plupart nous déclare vouloir y accéder, en changer éventuellement, voire monter une entreprise.

Or donc à priori, La majorité des jeunes que nous rencontrons veulent travailler.

Mais, structuré par des parcours familiaux, imprégnés, orientés par des déterminants sociaux et culturels, tout autant qu'impactés par une succession de situations économiques défavorables et des phénomènes de relégation, ces jeunes sont confrontés à des obstacles et des dispositifs spécifiques qui défavorisent ou favorisent leur accès à la formation et à l'emploi.

Toutefois, ils sont également confrontés à des mutations sociales et politiques tout autant qu'ils participent à leur émergence telle que la jeunesse en général contribue à les produire, et qui par effet d'entraînement conditionnent leurs nouveaux rapports au travail.

Il s'agit là, pour nous, au-delà des compositions structurelles et des études spécifiques concernant une population distincte, de rendre compte des types de rapport au travail que nous observons tels que vécus et exprimés par ceux que nous abordons et que nous avons à prendre en compte lors de nos accompagnements socio-éducatifs.

Des rapports au travail très contrastés

Face à l'abondance des situations et propos de jeunes exposés au cours des échanges de notre groupes de travail inter équipes (11 éducateurs et éducatrices et un responsable d'unité) et afin de rendre compte des postures de jeunes les plus récurrentes quant à leur rapport au travail, nous avons partiellement emprunté la typologie de la chercheuse Emmanuelle Santelli²³, auteure de l'article Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ? Son enquête ayant consisté à reconstituer les trajectoires de jeunes à partir de sept thématiques : le rapport au quartier, le parcours scolaire, les modes de sociabilité, les relations familiales, l'éventuelle décohabitation et vie conjugale, les sentiments d'appartenance, la situation à l'égard de l'emploi.

Cette sociologue a distingué notamment deux profils types correspondant en grande partie au public que nous côtoyons. Cela nous a permis d'organiser notre propos et dont nous présentons ici les principales caractéristiques, assorties de propos que nous avons recueillis auprès des jeunes que nous accompagnons et de nos propres commentaires.

Les outsiders ou les jeunes à la marge du monde du travail

« .../... Il s'agit de jeunes sans diplôme et sans emploi qui concentre le plus grand nombre de non diplômés, résultat d'une situation de rupture scolaire, à la suite d'une accumulation de difficultés, ou d'un abandon après avoir échoué au CAP ou BEP. .../... Et tous habitent le quartier, ils n'ont d'ailleurs généralement connu que ce lieu de résidence pour la plupart d'entre eux. ... /... soit ils font partie des « chômeurs récurrents de courte durée » (ils ont pu œuvrer une mission d'intérim peu de temps auparavant), soit ils sont des « chômeurs de longue durée » (ils n'occupent que très ponctuellement des emplois non qualifiés sur de courtes périodes), soit ils sont en situation d'inactivité (ils n'ont pas d'emploi et n'en recherchent plus). Il s'agit là d'une forme d'auto-exclusion du

²³Emmanuelle Santelli, sociologue, est directrice de recherche au CNRS et membre du Centre Max Weber (CMW) à Lyon. « Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ? », Revue Européenne des migrations internationales, vol.23 – n°2, 2007

marché de l'emploi, ayant intériorisé leur chance objective d'obtenir un emploi. Car, depuis leur sortie de l'école, ces jeunes n'ont jamais eu accès à un emploi stable, ou même à des emplois à durée déterminée de manière régulière : ils n'ont connu que la marge du marché de l'emploi. Parmi les jeunes qui n'ont le plus souvent pas travaillé depuis leur sortie du système scolaire, ils arrivent largement en tête (près d'un sur deux). Leur situation sociale se caractérise par une grande précarité.

Globalement pour ceux que nous fréquentons, correspondant à ce profil, quel que soit leur degré d'appétence pour le travail, leur niveau de formation et de compétences, lorsque nous allons à leur rencontre, certains d'entre eux nous disent : « Alors, vous venez, pour les sans avenir !? ».

Selon notre perception, il y a là une forme de mésestime de soi et de résignation intégrée

Il y a beaucoup de jeunes qui ont intégré l'échec au point de penser qu'ils n'y arriveront pas alors qu'ils se sont confrontés à des orientations dans des filières non choisies, souvent dans des perspectives de tâches manuelles, aux critères de l'évaluation de l'échec scolaire, heurtés à la difficulté d'entrer en stage, ou à la sortie sans solution ou sans projet après avoir plus ou moins assidument adhéré à l'accompagnement mis en œuvre par les MLI ou les agences de Pôle Emploi.

Sur ce point, nous constatons des situations de non-recours aux dispositifs qui leur sont dédiés, soit par méconnaissance, soit par réaction suivant ce que peuvent colporter certains déçus justement ou injustement de l'offre ou des conditions d'accompagnement. « De toute façon, ils ne font rien pour moi, ils sont nuls, ils ne proposent jamais rien ». De même, le propos nous est quelquefois également adressé, d'où leur rejet de démarches renouvelées vers la MLI ou Pôle emploi, qui les amènent parfois à nous « poser des lapins » malgré notre offre d'accompagnement aux rendez-vous. Mais pour un jeune qui n'honore pas ses rendez-vous, il y a peut-être des problèmes à la maison, et pour ceux qui consomment des produits : certains perdent le rythme diurne, d'où une vie décalée, il nous faut alors essayer de comprendre leurs problèmes en amont ou concomitant à celui de l'accès à l'activité, avant parfois de prioriser l'emploi.

Beaucoup d'entre eux ne prennent plus d'initiative, et ne demandent (plus) rien, se satisfaisant de petits boulots pas toujours déclarés, de piges, jusqu'à « glorifier tout système D », comme étant la démarche la plus efficace et moins contraignante pour gagner quelques subsides pour satisfaire leurs besoins de consommation les plus immédiats.

Et lorsque nous les encourageons à identifier leurs capacités, leurs compétences sociales, voire professionnelles, ils en doutent, voire ils s'auto-désqualifient.

Nous constatons combien les déclarations fondées ou pas « d'être laissés pour compte » maintes fois exprimées contribuent à un sentiment de marasme, « de toute façon, les jeunes des quartiers, l'Etat s'en fout, ce ne sont que des bla-bla quand « ils » parlent de nous. Nous on demande que du boulot !

Ainsi, la nécessité apparaît pour chaque jeune de construire et trouver une place. La jeunesse des quartiers prioritaires de la politique de la ville, bien qu'elle soit plurielle,

constitue une composante singulière de la jeunesse actuelle : aux difficultés auxquelles tous les jeunes sont confrontés s'ajoutent, pour ceux vivant dans les QPV, des écueils tels que la fragilité économique et sociale, l'échec scolaire, ...). Dans ce contexte, leur construction identitaire paraît ardue.

A cela s'ajoute des environnements familiaux au sein desquels certains vivent l'inconfort d'une grande promiscuité, des exigences en matière de contribution financière et des pressions plus que des encouragements pour qu'ils s'engagent professionnellement.

Sur ce dernier point, beaucoup acceptent des jobs précaires, peu valorisant, peu durable et peu rémunérateur.

Par ailleurs, les problèmes de la mobilité rajoutent à la difficulté d'accéder soit à une formation pour ceux qui l'envisagent encore, ou pour rejoindre une entreprise éloignée du quartier. Il y a là une source de blocage individuel et de difficulté à se déplacer seul et à se confronter à un environnement inconnu, alors qu'ils y cèdent relativement volontiers dès lors qu'ils décident de se déplacer en groupe.

Nous constatons ce phénomène même lorsqu'il s'agit de leur proposer de s'engager dans un chantier éducatif encadré par des éducateurs qu'ils connaissent, mais qui va les mettre en situation de rencontrer par exemple d'autres jeunes qui ne font pas partie de leurs relations.

Du boulot, oui, ils en demandent, mais « en monde connu ».

Enfin, parmi ceux que nous rencontrons et accompagnons, certains cèdent à l'illégalité en participant à des trafics illicites tels que les réseaux de ventes de drogues qui leur apportent un revenu parfois confortable et immédiat, soit pour satisfaire une consommation personnelle, soit pour accéder à des biens de consommation à la mode, soit pour (re)gagner un statut familial car participant aux charges familiales.

S'ils sont considérés à la marge du monde du travail, nous constatons toutefois que cette préoccupation, d'accéder à un revenu issu d'une pratique professionnelle domine parmi leurs préoccupations. Notre contribution pour les réarrimer aux dispositifs et les amener à (re)devenir ambitieux doit se fonder continuellement sur réassurance « qu'ils valent quelque chose », qu'ils ont des capacités et des compétences, qu'ils ont des rêves qui peuvent être accessibles.

Les self made men ou un parcours professionnels en construction

Selon Emmanuelle Santelli « .../... à la différence des outsiders, Ils sont un peu plus d'un sur deux à avoir obtenu un diplôme, généralement un CAP/BEP. Ils sont également un peu plus nombreux à être actifs occupés ... /... recrutés sur des contrats précaires courts.

De prime abord, la dénomination de self made men ne paraît guère appropriée, mais elle a pour fonction d'insister sur trois traits essentiels et communs aux membres de ce groupe leur déception du salariat les a conduits à revendiquer le droit à ne plus être exploités et, pour ce faire, ils souhaitent obtenir une qualification à « négocier » sur le marché du travail ou créer une entreprise. Ils déclarent ne plus vouloir tout accepter du monde du travail (taux horaire, temps travaillé, etc.) ;

Ils déclarent vouloir « réussir », ils ont un projet d'ascension sociale. Après une entrée dans la vie professionnelle difficile, ils sont aujourd'hui en mesure de se projeter dans un avenir professionnel

Ils ont su mobiliser les ressources qui se trouvent à leur disposition (réseaux élargis, expériences familiales, etc.). ... /... ».

Parmi les jeunes que nous rencontrons individuellement ou au sein des groupes avec lesquels nous avons installé des relations durables, nous identifions ceux qui ont une approche plus critique vis-à-vis des relations professionnelles et contractuelles.

« Nos parents ont travaillé dur, et nous, aujourd'hui, nous ne voulons pas travailler comme des esclaves ». « Et nous on ne pliera pas !

Travailler comme employé, est-ce prendre le risque de se faire infantiliser et de mourir pauvre, est-ce se soumettre à quelqu'un qui aura pouvoir de vous juger, de vous sanctionner, et de vous « jeter » comme il en a envie ?

Doit-on encore subir la relégation de nos parents aux « basses tâches » (bâtiment, tâches domestiques et d'entretien, agriculture...).

Aujourd'hui, parmi les jeunes avec qui nous conversons, malgré une dénonciation souvent inconsciente des déterminismes qui les assignent pour un certain nombre d'entre eux, s'ils sont d'accord pour effectuer les métiers de première ligne tant magnifiées durant la période de l'épidémie de la Covid 19, cela ne peut être pas à n'importe quel prix.

Ils nous disent qu'ils ne veulent pas « se sacrifier » à moindre coût, et veulent être rémunéré « au juste prix ». Il recherche une valorisation et revendiquent une moindre pénibilité du travail.

Par ailleurs, la réforme du chômage et celle des retraites engendrent quelques inquiétudes, et particulièrement celle du chômage qui oblige les demandeurs d'emploi à accepter un job au bout de trois refus de propositions antérieures de travail.

Enfin, perméable à l'actualité, à l'expression de la jeunesse notamment via les réseaux sociaux, ils sont autant sensibles et porteurs de changement dans leur rapport à la valeur travail ;

En effet, ils reflètent aussi une forme d'échec des pouvoirs publics en matière de discrimination positive destinée aux jeunes des quartiers qui n'a pas porté ses fruits tels que projetés, et sont tant informés par les effets de la médiatisation que nourris par leurs propres expériences de discrimination à l'embauche.

Alors, comme tant d'autres, face à l'incertitude, ils veulent accéder et occuper le travail différemment, en tirer profit tant socialement que financièrement, notamment en développant l'entrepreneuriat de soi.

C'est là aussi un phénomène générationnel qui traversent les jeunes des quartiers populaires. Ils n'expriment pas tous la dimension existentielle quant à trouver du sens à leur travail, et le plus souvent leur intérêt pour ceux avec qui nous abordons la perspective de développer sa propre activité, c'est de s'émanciper des contraintes patronales et de gagner plus d'argent, mais parfois, d'ajouter une recherche d'équilibre entre travail et vie privée,

comme cela préoccupe aujourd'hui de plus en plus de personnes en activité professionnelle.

En cela, ces jeunes rencontrés dans nos quartiers d'intervention, sont comme tout le monde, ils ne rechignent pas à travailler, mais ils sont aussi à la recherche d'un statut social plus valorisant relatif à la réussite économique selon des contraintes choisies.

Toutefois, comme pour les « outsiders », le chemin vers de meilleurs postes ou vers la création de son entreprise passe par la formation.

Or ce sujet, nous entendons régulièrement que « les études cela ne sert à rien », et pour ceux qui le déclarent, la perspective de la voie de l'apprentissage que nous leur présentons est souvent disqualifiée selon des expériences de trajectoires scolaires vécues difficilement et inabouties.

La conduite vers cette voie est néanmoins empruntée par quelques-uns que nous avons patiemment accompagnée dans cette voie malgré de nombreuses suspensions de la dynamique.

Et puis il y a ceux qui s'engagent ou se réengagent dans la voie du travail ou de l'entrepreneuriat car il fonde leur vie sociale (ou sont rattrapés par une pression familiale, ou par l'âge au-delà de 25 ans en général) par rapport à un rôle dans le cadre d'une vie familiale projetée ou advenue, ou pour sortir, souvent grâce à un soutien familial ou éducatif d'épisodes pénitentiaires dus à des pratiques illicites de trafic et de consommations d'argent facile.

N'oublions pas les influenceurs des réseaux sociaux qui nourrissent les fantasmes de réussite et nourrissent l'imaginaire en matière de réussite sociale, pour le meilleur comme pour le pire. Toutefois, cette expression participe de dynamique individuelle dont nous voyons les effets, et vis-à-vis desquels il nous faut renvoyer à des principes de réalités, et à l'exception que représente telle ou telle personnalité à laquelle certains jeunes font référence lors de nos échanges avec eux.

Notre propos n'est pas exhaustif de toutes les situations vécues par les jeunes avec lesquelles nous travaillons. Mais, nous ne pouvons pas omettre de distinguer ces quelques jeunes « intellos précaires » qui ont poursuivis un cursus au-delà du Bac catégorisés également par Emmanuelle Santelli qui ²⁴ « font partie de cette génération des « 80 % au bac »²⁵. Cette spécificité explique pourquoi ils ont été désignés par le terme « d'intellos », ils ont misé sur les études et croient fortement en la valeur du diplôme. Ces jeunes ont le plus souvent suivi une filière professionnelle ou technologique au lycée .../... et parmi ceux qui ont poursuivi dans le cycle supérieur, .../... les années passées à l'université ont généré parfois de la souffrance : .../... ils ont eu à se confronter à d'autres jeunes issus de milieux sociaux beaucoup plus favorisés. .../... Avec un niveau de diplôme bac + 2-3-4, Beaucoup (ils) se trouvent à occuper des emplois qui relèvent de la catégorie des employés (hôtesse d'accueil, caissière, opératrice de saisie, conseiller clientèle). Leur déception est grande quand ils

²⁴ Id. Emmanuelle Santelli, sociologue, est directrice de recherche au CNRS et membre du Centre Max Weber (CMW) à Lyon. « Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ? », Revue Européenne des migrations internationales, vol.23 – n°2, 2007

²⁵ Stéphane Beaud, 80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire, Editions de la Découverte, 2009, Paris

constatent que ces emplois, obtenus facilement à la sortie des études, perdurent. .../...Et cette frustration est d'autant forte qu'elle fait écho aux espoirs déçus des parents. Ces jeunes ont le sentiment d'avoir trahi, alors qu'ils se sont conformés au désir de leurs parents : faire des études pour réussir. Leur ressentiment est vif, eux qui ont cru que les études leur permettraient de sortir de leur condition et d'être « comme les autres ».

Nous en rencontrons peu des très diplômés, mais ceux-là que nous accompagnons parfois, sont très fragilisés, ils reflètent là une sorte de contre-modèle pour des plus jeunes, « Comme quoi les études ça ne rapporte pas ! », d'autre part ils incarnent pour certain la discrimination dont ils ont été l'objet ou qu'ils dénoncent.

« Et quand les grands frères se sont donnés du mal et cassé les dents, alors pourquoi suivre cette voie qui n'a pas marché ».

Cependant, les témoignages pour ceux qui ont plus de 25 ans en moyenne et qui sont peu diplômés ou pas, sont fréquents, aux accents de regrets de ne pas s'être qualifié un tant soit peu pour prétendre à des emplois plus intéressants et mieux rémunérés.

Notre travail consiste à les encourager à recourir à la formation, mais souvent la question de l'économie des personnes durant le cursus se pose soit durant, soit à la sortie de la formation quand il n'y a plus de subside. Et cela est un autre frein malgré les volontés de travailler.

Notre mission, c'est aussi d'accompagner les jeunes à découvrir la valeur du travail tout autant que leurs propres valeurs.

il nous faut leur proposer une approche du travail qui implique une dimension d'utilité, et valorise les capacités des jeunes, avant d'insister sur l'employabilité avec le concours du réseau des opérateurs spécialisés dans le domaine.

Et après, il nous faut rester disponible et établir un projet de suivi, en les mobilisant durant l'accompagnement qui ne doit pas s'arrêter : bien que beaucoup veuillent travailler, le parcours d'accès à l'emploi, c'est souvent sur du long terme.

Enfin, il y a certainement de nouvelles modalités de mobilisation et de soutien à expérimenter.

Préconisations et pistes de réflexion pour le travail avec le public :

Afin de mobiliser continument les jeunes qui veulent travailler, ou en amener certains à nouveau vers cette perspective nous pourrions projeter ou développer les modalités suivantes :

- Etablir un projet d'accompagnement et de suivi éducatif personnalisé, en formalisant avec les jeunes ses propres objectifs et étapes pour les atteindre,
- Proposer et parrainer des immersions professionnelles dans des entreprises extérieures au quartier pour ouvrir des perspectives, accompagnées quotidiennement par des éducateurs, en exploitant nos réseaux de connaissances,

- Promouvoir plus amplement le service civique européen, et les chantiers internationaux,
- Comme nous sommes un service de prévention, il nous faudrait intervenir plutôt auprès des 14 – 16 ans en proposant des rencontres avec des travailleurs, des entrepreneurs en abordant leur expérience de vie,
- Organiser des rencontres sur le modèle des « Wake up café » pour rencontrer des professionnels parlant de leur métier,
- Expérimenter le woofing accompagné d'éducateurs pour expérimenter de vivre dans un autre environnement que le quartier,
- Proposer des exercices de coaching à partir de « projections rêvées », dans la perspective de développer le sens du projet, de susciter un appétit, la curiosité de la découverte, et de valoriser et exploiter les capacités exprimées,
- Penser aussi aux jeunes sortants de prisons et de l'ASE,
- Enfin et bien sûr, proposer des mobilisations à travers les pratiques professionnelles et les productions des chantiers éducatifs que nous développons déjà depuis quelques années.

Pour la participation à cette production écrite, nous souhaitons remercier l'engagement de Luc Paya, Tamyl Bamba, Hugo Caballero, Aurélie Dupont, Stéphane Fernandez, Margaux Garti, Véronique Julian, Younes Salhi, Arsène Owono, Mickael Yvon, Lou Negrell, Malik Benabedrabou.

Conclusion et perspectives 2023 :

A la lecture de l'activité des différents services, on constate en 2022 après 2 ans de crise covid, une augmentation du taux de présence sociale conforme aux objectifs attendus (30%), ainsi qu'une reprise forte du travail inter partenarial et un redéploiement des actions socioéducatives (sorties, séjours, chantiers). Globalement, le taux d'activité en direction du public et en lien avec les partenaires est à 66%, ce qui est très satisfaisant.

Les mouvements de personnel (démission, mises à disposition, congé sans solde, arrêts maladie) conjugués au recrutement de salariés en renforts sur des durées temporaires d'appel à projets (plan de lutte contre la pauvreté et plan de relance) nous amènent à faire appel de façon importante à des contrats CDD. L'impact n'est pas neutre sur l'organisation du travail (accueil, formation, intégration, départ...) et le renouvellement tant des pratiques que du public. Le travail de rue a été prépondérant afin de s'appropriier les secteurs d'intervention et générer des rencontres régulières avec les publics.

Concernant le public, ces changements ont entraîné une baisse des suivis individuels. Outre le temps nécessaire aux éducateurs de prévention spécialisée à établir un lien de confiance pour susciter des accompagnements éducatifs individuels, la volonté de l'établissement conformément aux attentes du département dans une optique de prévention à long terme est de rajeunir le public cible avec un gros travail d'aller-vers les adolescents de 12 à 17 ans., Ce choix stratégique aura des bénéfices sur le moyen et long terme, les éducateurs étant déjà repérés et connus.

Le renouvellement de public est constant ces 2 dernières années (une moyenne de 340 nouveaux jeunes dans l'année) et tous nos services portent une attention particulière dans un souci de prévention au public collégien mais également dans le souci de l'égalité des genres et de la mixité, au public féminin, d'autant plus comme nous pouvons le lire dans les écrits (p°72 à 99) que ces sujets questionnent la pratique et orientent l'action des éducateurs et de nos services.

Concernant la vie des territoires, il est à souligner le climat d'insécurité vécu durant l'année sur l'île de Thau à Sète. Sur l'année 2022, l'équipe a vécu différentes périodes où, durant des jours, voire des semaines, les rues du quartier étaient vides et les habitants ainsi que les jeunes se faisaient rares du fait du climat insécure qui y régnait. Les réseaux de deals étaient de plus en plus visibles, divers règlements de comptes ont éclaté au sein du quartier, des fusillades ont eu lieu et certains jeunes et familles ont parfois été pris à partie par des jeunes du deal qui contrôlaient leurs allées et venues, etc. Ces différents incidents et le sentiment d'insécurité ont conduit les jeunes et les familles à être moins présents et visibles sur le territoire.

Ce contexte parfois tendu et insécure a également été soulevé par l'équipe éducative aussi nous avons préféré maintenir le lien avec les jeunes via des activités (actions collectives) à l'extérieur du quartier, et donc, moins intervenir sur des temps de présence sociale ou alors sur des temps plus réduits.

Dans les perspectives d'un renouvellement de la convention et des travaux préparatoires, le Comité Technique de Prévention Spécialisée montpelliérain s'est porté sur 3 actions prioritaires dans le périmètre de notre accompagnement et des indicateurs ont été définis.

Pour les prochaines années, nos priorités d'actions se déclinent sous la forme de 3 fiches/actions :

- La prévention du décrochage scolaire
- L'insertion via les chantiers éducatifs
- Le travail avec les familles